

# MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

## MÉDIAS VA-T-EN-GUERRE

PRÉSENTEEEEEZ  
ARMES!!



# ACRIMED SUR BLAST



**VIDÉOS DISPONIBLES SUR  
LES SITES DE BLAST ET D'ACRIMED,  
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**



**P**ourquoi les médias occidentaux reprennent-ils avec tant d'empressement les discours bellicistes des dirigeants occidentaux, qu'ils concernent les bombardements israéliens en Palestine et en Iran, l'agression étatsunienne au Venezuela, ou le réarmement de l'Union Européenne face à la « menace russe » ?

Les conditions matérielles de production de l'information constituent indéniablement un facteur clé. En France, des groupes comme Bolloré (CNews, Europe 1) ou Bouygues (TF1, LCI) contrôlent une part significative des médias, influençant directement ou indirectement les lignes éditoriales, limitant la pluralité des voix – pour ne rien dire du groupe Le Figaro, directement détenu par le marchand d'armes Dassault. Les rédactions, sous pression financière, privilégient des contenus peu coûteux, comme les commentaires d'éditorialistes « maison ». Les restrictions budgétaires impactent les moyens alloués aux enquêtes et aux reportages, et augmentent la dépendance vis-à-vis des agences de presse, qui standardisent l'information et privilégient les récits des capitales occidentales. La précarité des journalistes est un facteur aggravant, puisqu'elle les rend plus vulnérables aux pressions éditoriales et aux récits préfabriqués des gouvernements.

La convergence idéologique des chefferies médiatiques ne doit pas être omise. En France, les médias mainstream s'alignent de façon quasi réflexe sur les priorités du gouvernement, notamment le soutien à l'OTAN et à ses alliés. Les médias occidentaux sont influencés par des biais culturels et idéologiques – la « supériorité morale de l'Occident » – profondément enracinés, ce qui les conduit bien

souvent à hiérarchiser les vies et les victimes. Sur les plateaux de CNews, LCI ou BFM-TV, quand le consensus n'est pas de mise, les débats sont réduits à des confrontations polarisées et s'accompagnent d'une dramatisation des récits, qui privilégie l'émotion et l'urgence au détriment des faits.

Les réseaux sociaux, comme X ou TikTok, jouent un rôle ambivalent. D'un côté, ils permettent une contre-information en diffusant des images brutes, comme celles des destructions à Gaza ou des victimes civiles iraniennes. Ces contenus, souvent produits par des citoyens ou des médias indépendants, obligent parfois les médias traditionnels à aborder des sujets qu'ils auraient autrement ignorés. D'un autre côté, l'accélération de l'information sur les réseaux sociaux favorise les approximations et la désinformation. Les médias, sous pression pour rester compétitifs, reprennent parfois des contenus viraux sans vérification.

Que faire ? Face à la censure, imposée parfois par des gouvernements alliés (Israël à Gaza par exemple), face aux pressions économiques, face aux directives des hiérarchies journalistiques, de nombreux journalistes dans le monde tiennent bon et vont, à contre-courant de leurs chefferies et de l'Histoire officielle, révéler des crimes de guerres, des intrigues géopolitiques et des barbouzeries de grande ampleur. Ce journalisme est d'intérêt général : pour le soutenir et le généraliser, il s'agit donc, entre autres choses, de saper l'influence des milliardaires sur l'information, de combattre les atteintes au droit d'informar, de faire en sorte que l'enquête prenne le pas sur le commentaire. Il s'agit là d'un enjeu démocratique majeur. ■



#### Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

#### Acrimed

Maison des associations  
6 cours des Alliés  
35000 Rennes

#### Directeur de la publication

Mathias Raymond

#### Secrétaires de rédaction

Maxime Friot, Pauline Perrenot et Jérémie Younes

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

#### Ont collaboré à ce numéro

Maxime Friot, Arnaud Galliere, Blaise Magnin, Olivier Moreau, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Raymond, Jérémie Younes

#### Une

Tommy Dessine

#### Dessins

Colloghan, Tommy Dessine

#### Conception graphique et mise en page

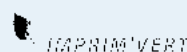
Adrien Labbe

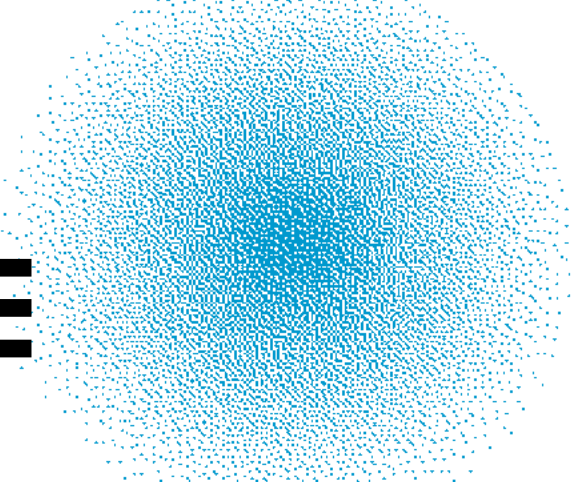
#### Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio

Achévé d'imprimer en 02/2026 par Corlet Imprimeur  
14110 Condé-en-Normandie  
n° d'imprimeur : 2501.0704  
Imprimé en France

Dépôt légal : février 2026  
Commission paritaire : 1228 G 91177  
ISSN : 2256-8271





# ATMOSPHÈRE DE GUERRE ET MILITARISATION DU DÉBAT PUBLIC

## Préparation des esprits.

« **J**e sais que je vais choquer certains lecteurs, mais je suis convaincu que quand tout projet un tant soit peu grandiose a déserté la vie politique, la quête de sens ayant comme la nature horreur du vide, une bonne guerre qui vient remplir ce dernier peut faire l'affaire. » Ces mots sont ceux de Luc Ferry dans les pages du *Figaro*, jeudi 2 octobre 2025. Le philosophe médiatique et ex-ministre pensait choquer ses lecteurs, mais il n'en fut rien. C'est que la déclaration arrivait sur un terrain médiatique déjà bien préparé, réhabitué à l'idée de guerre, à son iconographie, à son lexique, à son décompte quotidien de morts. Proposer aux jeunes de devenir de la chair à canon pour donner un sens à leur existence ? Au fond, Luc Ferry ne faisait que synthétiser une idée qui, si elle n'était pas encore consensuelle, était au moins redevenue entendable dans la presse française : « une bonne guerre » pouvait remplir le vide.

Dans ce « vide », on retrouve les séquelles de l'idée de « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama, à laquelle les chefferies journalistiques avaient largement succombé dans les années 1990. « *C'était il y a un quart de siècle. Le mur de Berlin tombait, l'URSS implosait. Marx et le communisme étaient morts, enfin !* », résumait

à sa façon Arnaud Leparmentier dans *Le Monde* (14 oct. 2014). La planète entière allait transiter pacifiquement vers la démocratie libérale, grâce à ce formidable vecteur qu'est l'économie de marché. Hélas, « *tout ne s'est pas passé comme prévu* », notait déjà Leparmentier, qui prononçait alors « La fin de la fin de l'histoire ». Bien sûr, tout au long de cette période, la guerre n'avait jamais disparu, et la propagande de guerre encore moins. Mais les guerres étaient le plus souvent « lointaines », « asymétriques », « justes », et menées par des États que l'éditocratie place dans le camp de ses « alliés ». C'est ce qui change pour Leparmentier et ses congénères avec les agressions russes en Ukraine, en 2014 puis 2022. Revenu de ses illusions, le monde journalistique a donc peu à peu reconfiguré son discours autour de « la guerre », se sentant manifestement la mission d'entretenir une « atmosphère ». Banalisés, le « fait militaire » et les appels au « réarmement » s'affichent désormais partout, structurent la pensée éditoriale, distillent leurs angles à travers la presse et bousculent la hiérarchie de l'information. Les médias se sentent une responsabilité : et s'il fallait mobiliser ?

À l'antenne de « C dans l'air » (France 5), début mars 2025, la grand reporter à *L'Express*, Marion

Van Renterghem, voit ainsi d'un très bon œil l'appel d'Emmanuel Macron à renforcer les contingents de réservistes : à ses yeux, le discours du président peut « réintroduire la culture de la guerre, la culture de cette évidence de monde en guerre [...] chez des Français qui, comme les Européens, ont vécu dans la naïveté des dividendes de la paix et d'un monde bienheureux de la mondialisation heureuse » (6 mars 2025). « L'Europe, qui a pratiqué un désarmement unilatéral [...] en cultivant le rêve d'une paix éternelle et d'une guerre impossible, se découvre vulnérable, impuissante et marginalisée dans un monde où la paix est impossible et la guerre omniprésente », écrit trois mois plus tard Nicolas Baverez dans *Le Figaro* (23 juin 2025). France Culture, elle, se demande « Comment préparer les hommes à la guerre ? » (30 oct. 2025) Et dans une lettre consternante à « madame la guerre » dans laquelle il tient à nous faire part de son « adhésion obligée au réarmement, arrachée sans sommations à [s]on pacifisme moribond », l'inénarrable Luc Le Vaillant entend donner l'exemple : « Nous étions tourneurs de pousse assoupis, nous voilà tenus de nous salir les mains dans les remous des régressions ambiantes et des cruautés flambantes. Ainsi finit cette belle époque que je croyais éternelle. » (*Libération*, 11 mars 2025)

Trêve de bons sentiments et de « pacification » par le marché : l'heure est aux empires et à la prédation, au réarmement et à la puissance... ainsi qu'à la réaffirmation brutale de l'esprit colonial, qu'une large frange du personnel médiatico-politique n'a jamais renié, et qui se trouve incontestablement revigoré dans la configuration géopolitique mondiale. « La planète est en train d'être partagée par trois grandes puissances qui se divisent leurs zones d'influence sur notre dos, parce que nous n'existons pas dans ce schéma, prévient Marion Van Renterghem. Et pour ne pas totalement être dépecé, disparaître ou être vassalisé, il vaut mieux essayer d'être fort et donc de se remettre au boulot ! » Le cap est clair, la nouvelle configuration du capitalisme ressemble à une marche vers la guerre, et certains rêvent à haute voix d'un empire européen. Dans l'orchestre, souvent très loin de leur simple mission d'information, les grands médias jouent la partition la plus simple : sonner le clairon.

## LE RETOUR MÉDIATIQUE DE LA GUERRE

L'accroissement de la surface médiatique de la guerre n'est pas qu'une vague impression et a été objectivée par plusieurs analyses quantitatives. Elle correspond bien entendu à une réalité : « Dans la nuit du 23 au 24 février 2022, Vladimir Poutine déclenche son



« opération militaire spéciale » en Ukraine », retrace la Revue des médias de l'INA<sup>1</sup> : « Les caméras se braquent sur l'Ukraine », car l'événement est « très facile à catégoriser et à raconter d'emblée : il s'agit d'une agression interétatique. Le type de guerres dont on pensait qu'elles n'auraient plus cours dans le monde occidental », explique à la revue la chercheuse Anna Colin Lebedev. Aussi, les chaînes d'information en continu se mettent-elles en ordre de bataille. Entre janvier 2022 et fin décembre 2023, elles « mentionnent le conflit à raison de 22 130 fois en moyenne par semaine », avec des périodes de pics d'attention, et une nette « hyperspécialisation » de LCI, qui représente 52 % des mentions totales. Si la revue de l'INA note une baisse importante de la couverture au cours des années suivantes, le sujet continue de dominer l'agenda de toutes les chaînes d'info en mars 2025 (à l'exception de CNews, où elle arrive en troisième place), selon une enquête de Reporters sans frontières<sup>2</sup> fondée sur l'analyse des bandeaux d'informations. La thématique « réarmement et enjeux militaires » est ensuite la deuxième traitée sur LCI (16,8 %), la troisième sur BFM-TV (10,3 %) et Franceinfo (12,2 %), la cinquième sur CNews (7,1 %). De quoi installer une certaine « ambiance ».

1. « Deux ans après l'invasion russe en Ukraine, que retenir de la médiatisation de la guerre ? », La Revue des médias, 23 févr. 2024.

2. « Pluralisme en France : sur CNews, le grand contournement », RSF, 26 nov. 2025.

## DÉFILÉ DE GÉNÉRAUX SUR LES PLATEAUX

Pour parler de la guerre, les médias se sont « naturellement » entourés... de militaires. Sur les chaînes d'info, dans les journaux ou à la radio, il est devenu quasi impossible de tomber sur une discussion portant sur l'actualité internationale sans qu'un général en retraite ne soit interrogé. « *Nous sommes l'équivalent des médecins au moment du Covid* », sourit le général Jérôme Pellistrandi dans *L'Express*, qui consacre un papier à « Ces généraux français qui crèvent l'écran » (18 févr. 2023). Le magazine explique que les chaînes, plutôt que de recourir à des journalistes spécialisés, ont préféré recruter ces retraités de l'armée, qui touchent entre 200 et 500 euros par émission. Chacun son espace, et il est bien quadrillé: Jérôme Pellistrandi est le plus souvent sur BFM-TV, Dominique Trinquand passe sur LCI, Jean-Paul Paloméros apparaît sur Franceinfo et CNews. Les présentateurs leur donnent du « mon général », et la contradiction en plateau est bien souvent... absente. Dans *L'Express* toujours, le général Michel Yakovleff « [s'amuse] d'avoir été d'abord sollicité comme "général de l'après-midi", dans un contexte où les antennes demandaient "du général H24" ». Certains de ces intervenants, comme l'immanquable Michel Goya, se sont constitué au fur et à mesure un capital médiatique conséquent, qu'ils n'hésitent pas à faire fructifier en librairie. Ces invités réguliers sont

**“La quête de sens  
ayant comme la  
nature horreur  
du vide, une  
bonne guerre qui  
vient remplir ce  
dernier peut faire  
l'affaire.”** Luc Ferry

3. « "Général, nous voilà !", *Médiacritiques* n°37, janv.-mars 2021, p. 25.

souvent accompagnés en plateau de « consultants en stratégie », « consultants en géopolitique et défense », renforçant encore davantage cette inclinaison pour les hauts gradés et le savoir stratégique.

Le tropisme doit beaucoup au mode de traitement des conflits et des actualités « militaires » dans les chaînes d'info (et au-delà) : le suivi « en temps réel » et les besoins de remplissage d'antenne favorisent, on le sait bien, le commentaire. Ici spécifiquement, le commentaire « stratégique » à tendance sensationnaliste : état du front, lignes d'avancée/recul, nature de l'armement, rendez-vous diplomatiques... Crédo : « Vivre la guerre de l'intérieur » plutôt que l'analyser. Qui de mieux placé que des militaires pour répondre à ce type de cadrage ?

Cette confusion totale de la figure journaliste/militaire et de « la montée en grade » du second dans l'espace journalistique témoigne d'une confusion de leurs pratiques et contribue à l'homogénéisation des discours, en marginalisant totalement les autres approches de la question – qu'elles viennent du monde universitaire, associatif ou politique. Dans *L'Express*, la confusion entre journalistes et généraux en retraite est admise littéralement :

*En décembre, une entrevue a eu lieu entre des représentants du centre de doctrine et d'enseignement du commandement de l'armée de terre et cinq de ces militaires du PAF, réunis pour l'occasion à l'Ecole militaire, à Paris. Autour de la table, Dominique Trinquand, Michel Goya, Jérôme Pellistrandi, le général Christophe Gomart, le général Nicolas Richoux et « des ceintures noires d'Ukraine » – la formule est de Michel Goya. L'occasion de faire valider leurs analyses... mais aussi d'interroger la communication du ministère des Armées. Comme des journalistes, les étoiles en plus.*

Rien de neuf cependant : le général et ancien chef d'état-major des Armées Pierre de Villiers avait eu droit, en 2020, à une promotion médiatique démesurée<sup>3</sup>, de CNews à France Inter, de *Valeurs Actuelles* à *L'Obs*. On avait pu observer, à l'occasion, le général être interrogé sur toutes sortes de sujets, les budgets, les jeunes de banlieue, le chômage, les réseaux sociaux. Bref, sa construction médiatique l'a peu à peu transformé en « toutologue » comme les



autres, invité régulier des matinales ou des magazines du soir, jusqu'à l'envisager (voire l'espérer) comme un candidat pour l'élection présidentielle de 2022.

Position d'autorité, popularité médiatique, confortable complément de retraite voire ambitions politiques, les raisons pour lesquelles ces généraux défilent sur les plateaux ne sont pas bien mystérieuses. Un phénomène de «peopolisation» que l'on a vu à l'œuvre pour d'autres figures médiatiques, en dehors du champ militaire, mais qui, pour le général de Villiers, s'incarne dans une exaltation de l'ordre, de la force et du virilisme. Le pouvoir politique bénéficie lui aussi de cette aura : tout comme les généraux de plateaux, Emmanuel Macron profite selon les médias de «l'effet drapeau» lorsqu'il pose en «chef de guerre». «L'effet drapeau» est cette expression que les rédactions se repassent pour désigner à mots couverts le «nationalisme». Lequel ne déplaît guère : «*Il me viendrait presque des spasmes de fierté franchouillarde quand je comprends que mon pays râleur et inconséquent pourrait retrouver une centralité perdue. Et que son avantage atomique l'autorise presque à se prétendre le garant du continent*», ose Luc Le Vaillant (*Libération*, 11 mars 2025).

Le corollaire de leur omniprésence est lui aussi évident : on n'entendra pas de critiques de la guerre si l'on invite des professionnels de la guerre. Se dégage ainsi de tous ces plateaux une véritable fascination pour la chose militaire et pour son vocabulaire. Et, sur un autre air que Luc Ferry, ces généraux de plateaux chantent eux aussi la mélodie de la «bonne guerre qui pourrait remplir le vide» (BFM-TV, 24 oct. 2020) :

– **Pierre de Villiers** : [...] *Dans cette jeunesse que je côtoie, dans les cités, aux Mureaux ou ailleurs, ils ont ce besoin d'appartenance. [...]*

– **Ruth Elkrief** : *À l'armée ils le trouvent.*

– **Pierre de Villiers** : [...] *On reçoit 25 000 jeunes par an [...] et on en fait une unité capable d'aller au combat et de mourir si nécessaire pour la France. C'est quand même magnifique, c'est un signe d'espérance. Ça prouve que c'est possible. [...]*

## SPECTACULARISATION DE LA GUERRE

La fascination pour la guerre ne s'incarne pas que dans le recours systématique aux généraux de plateaux. Elle s'affiche aussi en grand sur les Unes de journaux et de magazines. Les hebdomadaires réactionnaires de milieu de semaine, *Le Point* en tête, se distinguent particulièrement dans cet exercice. Et l'on remarque assez facilement un biais caractéristique de ce magazine «fana-mili» : la guerre est un

beau spectacle qui fait de jolies Unes sur lesquelles on peut afficher des gros porte-avions, des drones, des chars et des avions de combat.

Si ces magazines sont assez peu lus, leurs éditorialistes sont omniprésents à la télé et à la radio, et leurs couvertures s'affichent en très grand format dans les villes, sur les panneaux publicitaires, les kiosques et les arrêts de bus : de quoi, là encore, créer une certaine «ambiance», un décor urbain et une musique de fond qui installe des questions dans les esprits : sommes-nous prêts pour faire la guerre ?

L'engouement pour l'armement qui se remarque sur les Unes du *Point* est un phénomène généralisé. La Croix (10 déc. 2025) détaille par exemple à ses lecteurs : «*Que sait-on des commandes qui devraient être passées en 2026 ? Selon nos informations, elles porteraient sur deux Rafale, quatre systèmes sol-air moyenne portée SPMT-NG, une frégate FDI-Marine, 350 blindés Serval, deux avions patrouilleurs et deux satellites.*» Peu importe que ces sigles et ce jargon militaire n'aient aucun sens pour la plupart des lecteurs. De la même façon, *Le Figaro* tient la chronique régulière des commandes d'armement de l'État, et nous informe en mars 2025 : «*Emmanuel Macron annonce que l'armée de l'air et de l'espace "bénéficiera de davantage de commandes de Rafale".*» Peut-être est-il utile ici de rappeler que le Rafale est un avion de combat français construit par Dassault Aviation, du groupe Dassault, lequel est propriétaire du *Figaro*. Il est aussi bon de se souvenir que la France est le troisième vendeur d'armes mondial : c'est depuis ce pays que cette presse s'exprime. Aussi, certaines productions journalistiques ressemblent-elles à de véritables catalogues de représentants en commerce d'armes.

Une ambiance qui se décline de manière encore plus spectaculaire dans l'audiovisuel avec la floraison de «reportages embedded» dans l'armée, témoignant d'une fascination pour la chose militaire autant que d'une confusion manifeste du métier de journaliste avec celui de propagandiste.



“Comment préparer les hommes à la guerre?”

France Culture



Certaines séquences médiatiques virent carrément à la caricature de ce point de vue, et transforment l'information autour de « la guerre » en divertissement. Exemple avec cette séquence où BFM-TV dans son « forum de Français » invite « William, survivaliste et instructeur de survie » à venir présenter le contenu de « son sac de survie et [à] donne[r] ses conseils en cas de guerre » : le voici qui déballe l'intégralité de son sac, lampe frontale, panneau solaire, gamelle en métal, gourde qui filtre les produits chimiques. « On m'avait parlé d'une arbalète ? » demande avec gourmandise Maxime Switek.

Le thème de l'armement n'existe donc dans les médias que sous l'angle tactique, technologique ou commercial, toujours avec un aspect spectaculaire. Les quelques enquêtes journalistiques qui révèlent les dessous opaques des ventes d'armes ou de composants militaires de la France, comme celles du média d'investigation Disclose, sont, elles, très largement snobées par la grande presse. Quand elles ne font pas l'objet d'un acharnement judiciaire de l'État...

## LE « RÉARMEMENT » : « PENSIONS OU MUNITIONS ? »

Installée comme un refrain lancinant, l'atmosphère de guerre induit de nouvelles questions à mettre à l'agenda médiatique : « Sommes-nous prêts matériellement ? » « Sommes-nous prêts « moralement » ? » Les médias formulent telles quelles ces interrogations, soufflées par le pouvoir, qui sont le plus souvent rhétoriques et servent à justifier la hausse continue des dépenses militaires dans des budgets pourtant austéritaires. De nombreux médias se sont ainsi faits les

chantres du nécessaire « réarmement » de la France, après les « 30 ans de désarmement » que constitue la période de « fin de l'histoire », des années 1990 à 2020. Le 5 mars 2025, par exemple, Emmanuel Macron pose en « chef de guerre » et annonce lors d'une allocution « des investissements supplémentaires » en matière de défense, « compte tenu de l'évolution des menaces », et le tout « sans augmenter les impôts » (*Le Monde*, 5 mars 2025). Ni une ni deux, les thuriféraires médiatiques du pouvoir reformulent en un faux dilemme qui va se retrouver à travers toute la presse<sup>4</sup> : « Pensions ou munitions ? » chez Dominique Seux (*Les Échos*, 10 mars 2025), « Les canons ou les allocations ? » chez Étienne Gernelle (RTL, 10 mars 2025). L'alternative est posée : ce sera des chars ou la sécu ; l'éditocratie préfère les chars. Rebelote en novembre 2025, après les fameuses déclarations du chef d'état-major des Armées, Fabien Mandon, devant les maires de France, à propos de la nécessité « d'accepter de perdre ses enfants » à la guerre. La presse a fait ses choux gras de ce bout de phrase, mais la suite est tout aussi intéressante : il faudrait également « [accepter] de souffrir économiquement parce que les priorités iront à de la production de défense ». Après nous avoir présenté le catalogue, passons aux achats ! « Le chef d'état-major sonne la charge ! », titre *Le Parisien* (22 oct. 2025), « Comment le chef d'état-major de l'armée française veut la préparer au choc russe », décrypte *Les Échos* (6 nov. 2025). Les déclarations de Fabien Mandon sont mal reçues

**“Pour ne pas totalement être dépecé, disparaître ou être vassalisé, il vaut mieux essayer d’être fort et donc de se remettre au boulot!”**

Marion Van Renterghem

<sup>4</sup>. « La fabrique du consentement à “l'effort de guerre” », *Médiacritiques* n°54, printemps 2025, p. 2.

l'armement peut finir par autre chose que par l'emploi de ces armes, la quasi-totalité de la presse applaudit sans nuance ce virage vers « l'économie de guerre ».

La « guerre » sort des pages internationales et devient un sujet transversal pour les rédactions. Les services politiques, économie ou social peuvent eux aussi s'y pencher. Ainsi les pages « entreprises »

**L'ovion de combat français jusqu'en 2040**

Camp de l'innovation par Dassault, au service du 50<sup>e</sup> de la valeur de l'aviation française. Depuis 2015 et la commande de 233 avions Rafale, la DGA a lancé le projet M40 de développement génération 4.5. Le Rafale est devenu le 50<sup>e</sup> de la valeur de l'aviation française jusqu'en 2040.

**Le Rafale**

**Missions**  
Défensive et offensive, interception, attaque au sol, reconnaissance et soutien.

**Commandes de vie électroniques, tactiques**

**Historique**  
1976 : début de la conception  
4 juillet 1986 : 1<sup>er</sup> vol du prototype  
25 juin 2004 : mise en service pour la Marine  
27 juillet 2006 : mise en service pour l'Armée de l'Air

**2 réacteurs**  
SNECMA M88-2  
de 7,5 tonnes  
de poussée

**Alles delta**

**Canon 30 mm**

**Plans canards actifs**

**• Poids à vide : 10 tonnes**

**• Poids avec armement : 23,7 tonnes**

**14 points d'emport**  
pour l'armement

**• Vitesse max. : 2 220 km/h**  
Mach 1,8  
• Plafond : 15 240 m  
• Autonomie : 1 850 km

**10,8 m**

**15,3 m**

# Le défilé du 14 juillet

Le traditionnel défilé militaire pour la fête nationale, qui se conclut à 4 millions d'euros, est légèrement réduit cette année (10 à 15% d'économie)

**1 10h00** Arrivée du président François Hollande. Revue des troupes

**2 10h35** Défilé aérien d'ouverture : 58 avions dont :  
46 de l'armée de l'air  
4 de la marine  
4 étranger

**3 11h40** Défilé aérien de clôture : 35 hélicoptères dont :  
10 de l'armée de terre  
8 de l'armée de l'air  
3 de la marine  
3 de la gendarmerie  
3 de la sécurité civile  
1 étranger

**4 11h25** Troupes montées, puis motorisées  
183 véhicules militaires  
82 chars  
241 chevaux

**5 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**6 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**7 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**8 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**9 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**10 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**11 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**12 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**13 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**14 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**15 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**16 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**17 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**18 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**19 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**20 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**21 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**22 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**23 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**24 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**25 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**26 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**27 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**28 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**29 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**30 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**31 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**32 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**33 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**34 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**35 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**36 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**37 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**38 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**39 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**40 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**41 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**42 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**43 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**44 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**45 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**46 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**47 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**48 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**49 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**50 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**51 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**52 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**53 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**54 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**55 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**56 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**57 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**58 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**59 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**60 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**61 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**62 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**63 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**64 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**65 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**66 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**67 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**68 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**69 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**70 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**71 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**72 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**73 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**74 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**75 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**76 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**77 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**78 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**79 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**80 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**81 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**82 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**83 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**84 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**85 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**86 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**87 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**88 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**89 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**90 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**91 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**92 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**93 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**94 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**95 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**96 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**97 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**98 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**99 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**100 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**101 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**102 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**103 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**104 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**105 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**106 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**107 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**108 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**109 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**110 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**111 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**112 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**113 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**114 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**115 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**116 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**117 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**118 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**119 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**120 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**121 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**122 11h40** Troupes à pied : 4 823 hommes

**123 11h40** Troupes à pied : 4

[illegible]

**Rafale**

**Les caractéristiques de l'avion de combat français**

Mis en service en 2001

**Trois versions** : monoplace (marins),  
monoplace et biplace (air)

Poids à vide : env. 10 t  
Poids max. : 24,5 t  
Vitesse max. : Mach 1,8

**Capacité à combiner**  
plusieurs missions au  
cours d'un seul vol :

- frappe air-sol
- interdiction
- recueil d'informations
- mission de protection

Dimensions : 5,30 m (hauteur), 15,50 m (longueur), 10,90 m (envergure)

Armement : 4 points d'emport externes (bombes ou missiles), 2 Brrésicteur, 2 x 27 mm Canon (30 mm)

[illegible][illegible]

du *Monde* nous gratifient, en mars 2025, d'un dossier en 5 volets: « Les dépenses militaires, levier de croissance ».

## LE « RÉARMEMENT » MÉDIATIQUE DES CŒURS

Mais le « réarmement » n'est pas que « matériel ». Comme l'indique la première partie de la phrase du général Mandon, il est également « moral ». Ce recours au registre « moral » n'est évidemment que le cache-nez d'une option politique: le nationalisme. Les valeurs morales ici exaltées sont celles du sacrifice pour la nation (« accepter de perdre ses enfants »). Aussi, certains médias se sont-ils donné pour mission de réhabituer « les-Français » à l'idée de guerre. « Les autorités françaises tentent de préparer les esprits à la guerre » résume une dépêche de l'AFP (20 nov. 2025), « mais le message peine à infuser », regrette *Le Télégramme* (21 nov. 2025). « Il faudrait plutôt inquiéter les Français pour préparer une forme d'acceptation des sacrifices nécessaires », avance l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau dans « C ce soir » (France 5, 21 nov. 2025), lui qui avait participé à remettre le syntagme « culture de guerre » en circulation au début des années 2000. À ce sujet, David Pujadas s'inquiète (LCI, 20 nov. 2025): « Pour refamiliariser [les jeunes] avec l'idée de guerre, est-ce qu'il faut d'abord mettre l'accent sur la mort ? » Voici la fonction du journalisme va-t-en-guerre admise au détour d'une question:

**“Nous sommes l'équivalent des médecins au moment du Covid.”**

Jérôme Pellistrandi

nous « refamiliariser » avec l'idée de guerre. Mais sans nous effrayer!

Signe de cette offensive discursive, le terme « réarmement », déjà « matériel » et « moral », va être employé à tort et à travers dans les médias, à nouveau sous l'impulsion du pouvoir politique, pour des sujets qui n'ont qu'un rapport lointain avec la guerre. *L'Humanité*<sup>5</sup> note un « usage obsessionnel du vocabulaire martial: “réarmement démographique”, “réarmement économique”, “réarmement de l'État”, “réarmement civique”, “réarmement industriel”, “réarmement de la nation”, etc. Plus généralement, l'invasion d'un lexique guerrier dans le vocabulaire politico-médiatique se note aussi dans la variété de sujets contre lesquels « nous sommes en guerre »: guerre contre le Covid-19 (France Culture, 19 févr. 2021); guerre contre le narcotrafic (« C ce soir », France 5, 16 déc. 2025); guerre contre le terrorisme (France Culture, 1<sup>er</sup> oct. 2021); ou encore... guerre contre les moustiques (Arte, 2 sept. 2025). Plus récemment, face aux menaces de barrières douanières avec les États-Unis, l'UE a promis de sortir son « bazooka commercial »: l'occasion de faire de jolis titres...

## MUTILATION DU PLURALISME

Accroissement de la surface médiatique de la guerre, accaparement de cet espace par des généraux en retraite, spectacularisation, fascination pour les armes, invasion d'un lexique guerrier, campisme et intérêts matériels des propriétaires de presse: le pendant presque logique de cette configuration médiatique est le quasi-effacement de la pluralité des opinions et des approches, en particulier des idées pacifistes. Disqualifiées dans le débat public,

qu'elles soient formulées par des universitaires ou des politiques, les idées qui divergent du prêt-à-penser belliciste sont renvoyées au mieux à de la faiblesse – des « béatitudes d'enfant gâté » dans les mots de Luc Le Vaillant –, au pire à un esprit « munichois » et capitulard. *Challenges* prévient dans un édit (23 oct. 2025): « Après Hitler, l'esprit de Munich continue de hanter l'Europe... à ses risques

5. « Les vœux 2026 d'Emmanuel Macron: un président en guerre... contre la raison démocratique », *L'Humanité*, 4 janv.



## PALESTINE : LES MÉDIAS DÉTOURNENT (ENCORE) LE REGARD

« **G**aza: revenons (aussi) au calme en France » : telle était l'injonction de Ruth Elkrief sur LCI, le 13 octobre 2025. De quel « calme » à Gaza l'éditorialiste parle-t-elle ? On cherche encore... On comprend en revanche rapidement le sens de son édito : l'histoire commence (et s'arrête) au tempo des souffrances israéliennes ; elle a débuté le 7 octobre 2023 et reviendrait « au calme » avec le retour des otages, à partir du 13 octobre 2025. Tout le reste semble insignifiant. Et c'est une tendance : dans les JT (France 2, TF1, M6 et Arte), les mentions du terme « Gaza » (comptées par l'INA) ont diminué de 85 % entre octobre et novembre 2025. Elles sont également en chute libre sur les quatre chaînes d'information (- 74 %) et à l'antenne des matinales radio (- 82 %). Stagnation ensuite, en décembre 2025. Les grands médias sont, en effet, « revenus au calme »... Et c'est peu dire que l'invisibilisation de la Palestine et la déshumanisation de son peuple sont structurales. Prenons encore du champ : La Revue des médias<sup>1</sup> montre en effet que les deux mois post 7 octobre 2023 ont concentré près d'un tiers (31 %) de la médiatisation des deux années suivantes dans l'audiovisuel. Avant le désintérêt : la période courant d'octobre 2024 à août 2025 accuse une baisse de 37 % par rapport aux onze mois précédents. Si trois « pics de médiatisation » se distinguent (avril 2024 ; fin septembre-début octobre 2024 ; juin 2025), on constate qu'ils sont largement décorrés du génocide des Palestiniens, et davantage liés aux attaques israéliennes contre le Liban et l'Iran. « C'est sur les chaînes info que la baisse de la couverture de la guerre est la plus importante », note l'INA, et notamment sur LCI, dont la « couverture a chuté de 53 % » sur la même période. Il faut dire que la chaîne s'en donne les moyens : « trois pigistes permanents en Israël, appuyés ponctuellement par des renforts ». En voilà une garantie d'information de qualité ! ■

1. « Deux ans de guerre Israël-Hamas : un désintérêt progressif à la télé et à la radio », La Revue des médias, 7 oct. 2025.

et périls face à Poutine ». *La Vie* (7 mai 2024) synthétise le crédo médiatique : « Le réarmement moral pour lutter contre l'esprit de Munich ». Autant de façons de signifier que les idées pacifistes ne sont pas tolérées dans le champ médiatique. Peut-être plus que sur tout autre sujet, les médias verrouillent et ne laissent exister qu'une seule pensée sur la guerre : celle qui prétend préparer la paix en armant les nations jusqu'aux dents.

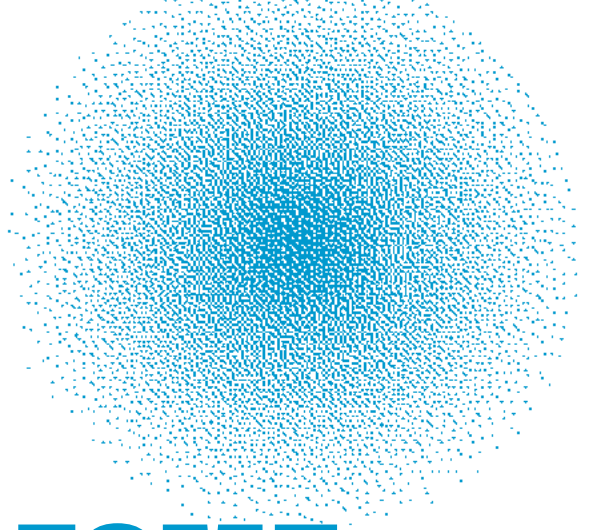
Aussi, lorsqu'Emmanuel Macron a annoncé le retour d'un service « vraiment militaire », la presse était-elle en joie et à l'unisson : « *Lorsque le chef de l'État quel qu'il soit dit "Il y a une menace" – on la voit tous les jours, sur LCI on informe tous les jours, disait alors Renaud Pila, eh bien, on s'engage ! Et les débats philosophico-philosophiques, on pourra les faire le dimanche à 17h !* » « *Merci le SNU !* », s'exclame lui Gauthier Vaillant (*L'Opinion*, 12 janv.), qui aura finalement servi selon l'éditorialiste « à légitimer le retour d'un service militaire digne de ce nom. [...] Trente ans après sa suspension, le retour du service militaire referme la parenthèse des "dividendes de la paix" ». Et *L'Opinion* s'en réjouit.

\*\*\*

Voici dans quelles dispositions du paysage médiatique sont intervenus les guerres en Ukraine, le génocide à Gaza, ou les bombardements de Donald Trump au Venezuela, au Nigeria, au Yémen, en Syrie, en Irak, en Iran, dans les Caraïbes ou dans le Pacifique (AFP, 14 janv.). « *L'Opinion* ça se travaille » et il est peu de dire que le champ journalistique travaille à nous faire accepter la fatalité de la guerre, en nous faisant baigner dans son atmosphère. Cette presse profondément campiste et focalisée sur les « menaces » russe ou islamiste n'avait toutefois pas anticipé les agissements de l'allié américain contre un territoire affilé à l'espace européen, le Groenland, et s'est vite retrouvée comme un lapin pris dans les phares d'une voiture. Ces derniers développements semblent n'avoir fait que renforcer la conviction des chefferies journalistiques de mettre la guerre et ses manières à l'ordre du jour. BFM-TV, par exemple, a lancé en réaction une nouvelle émission spéciale avec Maxime Switek (21 janv.). Le titre ? « Quartier Général ». Encore une métaphore militaire, qui sonne comme un aveu involontaire de la façon dont la chaîne envisage son rôle en temps de préparatifs de guerre : un QG de l'armée. Loin, très loin, du métier d'informer. ■

« **Les dépenses militaires, levier de croissance.** »

*Le Monde*



# UN JOURNALISME DE CASERNE

## Les médias sonnent le tocsin.

**L**e 19 novembre 2025, devant le Congrès des maires de France, le chef d'état-major des armées, le général Fabien Mandon, a estimé que la France était « *en risque* » face à la « *Russie de Vladimir Poutine* » si le pays n'avait pas la « *force d'âme* » d'accepter « *de perdre ses enfants* » à la guerre. « *À quoi nous prépare le général Mandon ?* » demande inquiet Maxime Switek, sur BFM-TV. Il est 21h08 ce mercredi 19 novembre quand le présentateur prend connaissance des « *propos chocs* » du chef d'état-major des armées. Un bandeau accompagne sa lecture de la déclaration : « *Si notre pays flanche – écoutez bien, insiste Maxime Switek –, si notre pays flanche parce qu'il n'est pas prêt à accepter de perdre ses enfants, alors on est en risque* ». Léger moment de sidération sur le plateau – qui jusqu'ici parlait de la neige. La mine grave, la journaliste maison Elsa Vidal lui répond : « *Une guerre, c'est finalement la confrontation de deux volontés, et il est important que l'arrière, les civils, soient disposés à ce que cette guerre ait lieu ! Mais la formulation du chef d'état-major est quand même... j'ai envie de le dire... malheureuse.* »

**« Nous sommes déjà en guerre. »**

Michel Goya

Les déclarations « *chocs* » de Fabien Mandon vont en effet, dans un premier temps, provoquer un « *tollé* » dans la classe politique. Les politiciens de presque tous les bords s'en indignent, et les premiers articles, publiés dans la foulée de la dépêche AFP rapportant le discours du général, portent presque tous sur ces réactions politiques assez univoques. À peine prononcés, voilà en tout cas les mots du chef d'état-major des armées propulsés à la Une de l'actualité. Le lendemain, le ton change, avec la ministre des Armées Catherine Vautrin qui « *vole au secours* » (JDD, 20 nov.) du général Mandon, expliquant (sur X) que ses propos ont été « *sortis de leur contexte* » et qu'il était parfaitement fondé à les tenir.

**« FAUT-IL PRÉPARER  
LES FRANÇAIS À LA GUERRE ? »**

La machine médiatique se met en branle à toute vitesse, et les réactions des politiciens sont rapidement recouvertes par le commentariat des éditorialistes, qui ont reçu l'incitation de la ministre et se font les exégètes du général Mandon. « *Vous voyez*



bien que la guerre est revenue en Europe et que la menace existe, justifie Didier François, « éditorialiste défense BFM-TV », à peine une heure après les déclarations du chef d'état-major: *ce qui est important c'est de dissuader l'ennemi [...], pour cela il faut que nos adversaires soient persuadés qu'on est prêts, qu'on sera prêts à se battre et qu'on acceptera la bagarre*. « Ça fait peur! » réagit la présentatrice Julie Hammett, avant de se tourner vers un nouvel éditorialiste, Ulysse Gosset: « Effectivement, les mots sont très forts et ils sont inquiétants, et quand les Français les entendent, ils se disent, "est-ce que la guerre est pour demain?" » Selon l'éditorialiste, qui se demande à voix haute si « les Français sont prêts à entrer en guerre », ce n'est pas encore « un appel à la mobilisation générale, mais c'est un appel à la prise de conscience ». Les Français ne sont d'ailleurs pas les seuls inquiets, ajoute Gosset, « les services allemands, les services britanniques, disent tous la même chose ». Didier François rebondit: « Pour ceux qui croient que c'est politique... » « Ça c'est un message à Jean-Luc Mélenchon », relève la présentatrice.

Le lendemain matin (20 nov.), sans doute pris de court par l'actualité, BFM-TV déploie un procédé pour le moins surprenant: l'invité de la matinale de Laurent Neumann n'est nul autre que... Didier François, « l'éditorialiste défense » maison, encore

**“C'est la Russie qui nous a déclaré la guerre!”**

Isabelle Lasserre

**“Pourquoi la France doit se préparer à la guerre.”**

Le Télégramme

lui. BFM-TV interviewe BFM-TV, et cette fois, la fonction d'exégète du général Mandon que remplissait symboliquement la veille au soir l'éditorialiste est explicitée littéralement sur le bandeau: « Chef des armées: que voulait-il dire vraiment? » Didier François va nous le dire: « On a cru pendant des années, enfin pendant les 30 dernières années, que la parenthèse exceptionnelle de paix que nous avons vécue était la norme! Bah on est en train de se réveiller... Alors c'est évidemment difficile pour l'autruche de sortir la tête du sable, parce que c'est désagréable... honnêtement ça gratte. Mais la vérité c'est ça, c'est qu'on revient à un monde normal tel qu'on le connaissait avant ». Un monde « normal » est celui où la guerre plane sur chaque enfant.

Sur RTL, dans l'émission d'Anne-Sophie Lapix (20 nov.), le ton est moins familier, mais le fond n'est pas bien différent: « La Russie de Vladimir Poutine, manifestement, nous considère comme un adversaire », avance son invitée Muriel Domenach, ancienne ambassadrice de France à l'OTAN. « Nous sommes déjà en guerre », explique quant à lui l'immanquable Michel Goya, ancien colonel et « expert en stratégie militaire », qui explique qu'il fulmine en entendant les pacifistes s'insurger des déclarations du chef d'état-major:

« Si la nation n'est pas prête à cela, si elle considère que ce sacrifice n'est pas utile ou nécessaire, et bah c'est pas la peine quoi... on perd, en réalité, la vraie force... la vraie force des nations c'est dans cette volonté en réalité, de prendre des risques, pour essayer d'obtenir quelque chose... » Anne-Sophie Lapix passe ensuite la parole à Jean-Marie Bockel – ex-ministre sous Mitterrand et sous Sarkozy dont le fils, militaire, a été tué au Mali. Puis à Michel Duclos, ancien

diplomate, qui parle de la « menace russe aux portes de l'Europe » et explique qu'il y a un vrai « besoin de pédagogie » à ce sujet. Anne-Sophie Lapix constate que son plateau est à sens unique et le verbalise: « On va

# “Un appel à la mobilisation morale et économique de la nation absolument nécessaire.”

Jean Quatremer

1. Isabelle Lasserre rebondit ici sur la prise de parole antérieure de Jean-Dominique Merchet: «Moi j'admire le général George Patton qui disait à ses soldats: "L'objet de la guerre ce n'est pas de mourir pour son pays, c'est de faire que le bâtard d'en face meure pour le sien".»

parler dans un instant des réactions [...] qui ne sont pas forcément très positives ou aussi unanimes que sur ce plateau...» Ce sera après la pub, et ce qui fera office de contradictoire est un petit « sonore » de Jean-Luc Mélenchon. La même unanimité se retrouve sur le plateau de LCI, dans l'émission « 24h Pujadas » (20 nov.): « J'ai d'abord envie d'entendre le colonel, le colonel de réserve Servent, Pierre, est-ce que c'est alarmiste ou est-ce que c'est indispensable cette déclaration du chef d'état-major ? » « Indispensable », répond sans hésiter son invité, qui est éditorialiste sur la chaîne. Jean-Dominique Merchet introduit une petite nuance et trouve que ce discours « doloriste » est une « formidable erreur de communication », même s'il n'en conteste pas le fond (« Je ne suis pas un pacifiste », dira-t-il). À ses côtés, Isabelle Lasserre du *Figaro* est beaucoup plus enthousiaste: « Pour qu'un bâtard<sup>1</sup> puisse être tué, il faut que la dissuasion de la France soit rétablie! La guerre étant un affrontement des volontés, il faut rétablir la volonté des Français et des Européens, qui pour moi, fait complètement défaut. » La journaliste du *Figaro* va plus loin:

– **Isabelle Lasserre:** Ce qui me choque moi en fait dans toute cette histoire, c'est qu'on a l'impression que la France sort lentement du déni qui était le sien depuis le début des années 1990 [...]. Donc on se réveille depuis 2014, et surtout depuis 2022, mais tout le monde ne se réveille pas! Alors effectivement, le chef d'état-major, lui, a pris pleinement conscience de la menace russe... c'est la Russie qui nous a déclaré la guerre! C'est pas la France qui a déclaré la guerre...

– **David Pujadas:** Qui nous a déclaré la guerre?

– **Isabelle Lasserre:** C'est la Russie, c'est Poutine...

– **David Pujadas:** ... Qui a déclaré la guerre à l'Ukraine...

– **Isabelle Lasserre:** Non, non, à nous aussi! Non, Vladimir Poutine considère qu'il est en guerre contre l'Union Européenne. Il lance tous les jours des actes de guerre hybride contre les pays d'Europe occidentale. [...] Les extrêmes droite et gauche qui protestent contre ces propos sont celles qui depuis le début sont complètement pro-russes et défendent la...

– **David Pujadas:** Attendez y'a pas que les extrêmes! Y'a pas que les extrêmes...

– **Isabelle Lasserre:** C'est surtout les extrêmes [...]

– **David Pujadas:** C'est du défaitisme?

– **Isabelle Lasserre:** C'est une tentation de l'apaisement, une tentation munichoise [...]. C'est pas comme ça qu'on va protéger les enfants de la France.

En face, Jean Quatremer parle lui aussi de Munich, de 1940 et de « désarmement moral », et se réjouit des déclarations du chef d'état-major: « C'est très bien que ça choque. » Ces tirades inspirent une



question à David Pujadas: « Pour refamiliariser [les jeunes] avec l'idée de guerre, est-ce qu'il faut d'abord mettre l'accent sur la mort? »

Les « experts militaires » ou les militaires tout court vont ainsi se succéder sur les plateaux et dans les colonnes des journaux. L'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine, est sur RTL (20 nov.) dès le lendemain matin des déclarations du général Mandon. Le général Vincent Desportes pointe sur RTL (20 nov.), RMC (21 nov.), Europe 1 (27 nov.) et *Marianne* (26 nov.). Michel Goya est lui sur RTL (20 nov.), BFM-TV (21 nov.), France 5 (22 nov.), ainsi que dans *Le Point* (21 nov.). L'ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air Jean-Paul Paloméros est sur Franceinfo (21 nov.), BFM-TV (21 nov.), CNews (21 nov., une journée chargée!), ou RMC (24 nov.). Pierre Servent passe lui presque tous les jours sur les chaînes de son employeur, TF1 ou LCI, mais aussi occasionnellement sur France Inter (27 nov.). Le général Mandon sera lui-même invité dans « C à Vous » (France 5, 22 nov.), pour réitérer ses propos tout en s'excusant d'avoir pu heurter. Bref, un véritable « journalisme de caserne » au service, pendant toute une semaine, de l'objectif admis par Pujadas: refamiliariser la population avec l'idée de guerre.

## PRÉPARER LES ESPRITS À LA GUERRE

La séquence éditoriale déclenchée par le discours du chef d'état-major est massive, et il est quasiment impossible d'en faire une revue exhaustive. On peut néanmoins en dégager le message de fond, qu'une dépêche AFP, reprise telle quelle ici et là, résume lapidairement: « Les autorités françaises tentent de préparer les esprits à la guerre » (20 nov.). La dépêche note que le gouvernement français a, le même jour, publié en ligne « un guide de survie » en cas de catastrophe ou de conflits armés. « Les autorités tentent, depuis des mois, de préparer les esprits des Français à des sacrifices en cas de guerre. Mais le message peine à infuser », regrette ainsi *Le Télégramme* (21 nov.), dans un article titré « Pourquoi la France doit se préparer à la guerre ». « Le message passe mal », confirme un autre titre régional, *Le Maine Libre* (21 nov.). « Depuis qu'il est devenu chef d'état-major des armées, le 1<sup>er</sup> septembre, [Fabien Mandon] n'a cessé de frapper les esprits, afin que la population civile se prépare à "un conflit de haute intensité" contre la Russie » retrace *Le Parisien* (21 nov.). « Menace russe: l'opinion, la première bataille », rappelle le bien nommé *L'Opinion* (21 nov.).

Dans *Libération*, les papiers oscillent entre les reproductions de dépêches sur la classe politique qui « bondit » (20 nov.), les « débats » lancée à la cantonade par la directrice adjointe de la rédaction Alexandra Schwartzbrod (« Faut-il accepter de perdre nos enfants, comme l'a dit le chef d'état-ma-

jor des armées? », 21 nov.), et les critiques très mesurées contenues dans les éditos de Thomas Legrand, qui eux non plus ne contestent pas le fond: « L'Europe est devenue un îlot de démocratie libérale assiégée. Si l'on est attaché à la préservation de ce modèle, qui a fait de notre continent le petit bout de terre le plus libre du monde, il faut effectivement se préparer à se battre et, sans doute, à faire des sacrifices. ». Mais l'on trouve aussi, dans les pages de *Libé*,

des papiers beaucoup plus ouvertement favorables aux déclarations du général Mandon, comme celui de Jean Quatremer (20 nov.): « Un appel à la mobilisation morale et économique de la nation absolument nécessaire pour que l'industrie de la défense française passe enfin en mode "économie de guerre" et que l'opinion publique comprenne enfin qu'il va falloir faire des choix budgétaires douloureux pour permettre la montée en puissance de l'armée française. Afin de décourager les nuisibles d'attaquer nos démocraties. »

Dans un long papier, titré « Derrière les polémiques stériles, ce qu'a vraiment dit le chef d'état-major des armées » (21 nov.), le magazine *Challenges* estime que le discours de Fabien Mandon « n'a rien d'une sortie de route », et que ceux qui le condamnent font preuve « de déni ou d'angélisme »: « Oui, la guerre fait des morts, écrit le journaliste Vincent Lamigeon, faire comme si cette réalité n'existait pas, comme si ce sacrifice n'était pas consubstantiel à toute intervention armée, comme si un chef d'état-major n'avait pas le droit de la rappeler, c'est faire preuve d'un déni étrange, ou d'un angélisme qui ne peut que faire les affaires de Moscou ». Le constat est le même dans les colonnes de *Ouest-France* (23 nov.), où c'est le général Daniel Brûlé qui donne son point de vue: « L'hypothèse d'une guerre impliquant la France n'est pas un objet de débat mais une réalité. » *Le Monde* se

“Royal,  
Mélenchon,  
Roussel: derrière  
le pacifisme,  
le carriérisme.”

Sophie Coignard

lance lui sur le terrain de la comparaison internationale (« Les propos du général Mandon, une position partagée en Europe », 24 nov.) puis regrette dans un autre papier que « la pédagogie de l'effort de défense » se déroule « en terrain miné » (25 nov.): « S'exprimer sur le rapport que la nation peut entretenir à sa défense est un exercice extrêmement sensible, voire périlleux. Le chef d'état-major des armées, Fabien Mandon, en a fait l'expérience [...] », écrit le journal de référence. *Le Point*, qui n'aime rien tant que la guerre, est bien sûr au rendez-vous. C'est d'abord Sophie Coignard qui s'y colle, avec un angle que son titre résume bien: « Royal, Mélenchon, Roussel: derrière le pacifisme, le carriérisme » (21 nov.). Puis c'est Kamel Daoud qui se laisse aller dans sa chronique à un lyrisme guerrier: « La France est-elle prête à envoyer ses enfants se faire tuer à la guerre? Cette question lancée par le chef d'état-major est cruciale: c'est celle par laquelle s'affirme une nation. » Le registre de l'humour est aussi employé: c'est par exemple Sophia Aram qui fustige sur France Inter (25 nov.) les « patriotes en carton » et proclame toute sa confiance au général Mandon. *Les Échos*, enfin, par l'intermédiaire de son chroniqueur « philosophe » Gaspard Koenig, s'avance sur la question morale: « Au nom de quoi perdre ses enfants? » (27 nov.) Bonne question.

## MACRON CHEF DE GUERRE, LE RETOUR

Au fil de la semaine et des commentaires qui ont suivi les déclarations du général Mandon, la presse a commencé à bruiser d'une rumeur: le chef d'état-major était-il en « service commandé » (*Libération*, 21 nov.) pour le véritable chef des armées, le président de la République? A-t-il pu faire des déclarations de ce type sans l'aval d'Emmanuel Macron, dont il est notoirement proche, puisqu'il fut l'un de ses conseillers? La question est posée dans le 20h de Léa Salamé du 20 novembre. Dans le sujet diffusé, France 2 cite anonymement « un conseiller de l'Élysée », qui affirme que Macron n'avait pas supervisé le discours du général, mais qu'il en validait le fond: « La phrase isolée est angoissante bien sûr mais il faut prendre le propos dans son ensemble. Une prise de conscience est nécessaire », cite le JT. Un autre sujet est lancé dans la foulée par Salamé, pour faire « l'état précis de la menace russe ». Dans celui-ci, on peut

entendre « l'expert » de l'IFRI, Thierry Gomart, dire que « la Russie a déclaré la guerre à l'Europe, d'une certaine manière ». Mais nous n'en saurons pas plus sur la « certaine manière » avec laquelle la Russie a « déclaré la guerre à l'Europe ». Dans le même JT est évoquée une rumeur qui va être, tout au long de la semaine, la deuxième jambe de la marche médiatique vers la guerre: « Selon nos informations, le président de la République doit faire des annonces dans les prochaines semaines sur la création d'un service militaire volontaire. »

Les uns après les autres, les journaux font part de leurs informations exclusives en provenance de l'Élysée et très vite le calendrier se précise: ce ne sera pas « dans les prochaines semaines », comme initialement annoncé par le JT de France 2, mais dès ce jeudi 27. Lundi 24 novembre, depuis un déplacement en Angola, Emmanuel Macron accorde un entretien à RTL et M6, diffusé le lendemain sur les deux antennes, dans lequel le président de la République apporte son soutien à son chef d'état-major – « Son propos a été déformé » – et confirme « la transformation du Service national universel vers une nouvelle forme ».

Débats de plateaux, tribunes, entretiens, éditos, comparaisons internationales, sondages, le « retour du service militaire » ouvre illico une nouvelle page de cette séquence militaro-médiatique. L'idée est chaudement accueillie par une très large partie de la presse.

Jeudi 27 novembre, depuis Varcès (Isère), Emmanuel Macron annonce donc le retour du service « volontaire » et « purement militaire » de 10 mois que la presse avait teasé depuis une semaine. Sur LCI, Renaud Pila ne sait plus comment contenir son enthousiasme:

– **Éric Brunet:** Nous avons Renaud Pila qui lève le doigt comme un enfant sage, il veut prendre la parole. Dès qu'il y a la chose militaire, je le vois extrêmement mobilisé.

– **Renaud Pila:** Moi, je suis discipliné hein!

J'ai fait mes classes!

– **Éric Brunet:** Très bien. On vous écoute.

– **Renaud Pila:** [...] Il va y avoir dans les jours qui viennent énormément de débats sur: « Oui mais ça ne sert à rien de faire un service national si on ne fait pas nation, s'il n'y a pas un but collectif du pays et si l'armement moral n'est pas sur l'économie et

“Moi, je trouve que c'est une initiative formidable que de remettre quelques jeunes sous les drapeaux!”

Laurence Ferrari

**“Il y a une dimension de réarmement moral, et elle est bienvenue parce qu’il y a une demande.”**

Ruth Elkrief

le social, mais vous comprenez...» Mais enfin! Ça, c’est des questions, franchement... Ça, c’est des questions pour prendre le thé le dimanche à 17h! Mais avant de prendre le thé le dimanche à 17h et de se poser dix milliards de questions philosophiques [...], on

met son treillis, on s’engage si on est volontaire, on s’engage! Le cœur de cible, 18 ans, 19 ans, on s’engage pour dix mois. [...] Lorsqu’on était dans les années 1970, 1980, 1990, on ne se posait pas toutes ces questions! On avait le service militaire obligatoire et [...] on ne se disait pas «Mais oui, mais non, mais est-ce que je vais faire mon service parce que, la France, où sont les fondamentaux?» Mais non! À un moment donné, il y a une menace. [...] [Macron], c’est le chef des armées. Lorsque le chef de l’État quel qu’il soit dit «Il y a une menace» – on la voit tous les jours, sur LCI on informe tous les jours, depuis des années il y a eu 800 morts français sur les théâtres africains ou en Afghanistan, il y a tous les jours des soldats qui risquent leur vie –,

eh bien aujourd’hui, il y a une menace, il y a une menace claire, il faut demander aux Baltes, il faut demander aux Polonais, eh bien, on s’engage! Et les débats philosophico-philosophiques, on pourra les faire le dimanche à 17h! Là il y a quelque chose qui est clair et il y a un besoin du pays!

Caricatural chez Renaud Pila, l’enthousiasme éditorial pour cette idée macroniste va être très largement partagé, sous diverses modalités, par la quasi-totalité du paysage audiovisuel. «C’est une très bonne chose, réagit dans la foulée le général Dutartre sur BFM-TV, moi je pense que ça va faire l’unanimité!» «Quand vous êtes volontaire pour dix mois, ajoute le chef du service international, Patrick Sauce, à moins d’une très mauvaise expérience, en fait vous êtes, je dirais non pas fana-mili [sic], mais un ami de la famille militaire pour la vie!»

Même euphorie sur CNews, dans l’émission de Laurence Ferrari: «Moi, je trouve que c’est une initiative formidable que de remettre quelques jeunes sous les drapeaux! On est d’accord?» «Absolument, on peut terminer le débat», acquiesce son invité, le général Bruno Clermont. Éric Naulleau y est aussi «favorable dans l’ensemble», mais regrette que le service ne soit que volontaire: «Si c’est sur la base du volontariat, ce n’est pas ceux qui ont le plus besoin d’être remis d’équerre qui iront.» «Ce n’est qu’une première étape, le

rassure le lieutenant-colonel Vincent Arbarétier sur Franceinfo, les Allemands ne sont pas dupes: leur service militaire volontaire va se transformer tôt ou tard en service militaire obligatoire». Sur LCI, Ruth Elkrief exulte: «Il y a une dimension de réarmement moral, et elle est bienvenue parce qu’il y a une demande en fait! [...] Il y a une sorte de vide et un besoin existentiel de but dans la vie, d’objectif, de beauté en quelque sorte, d’idéal! Et là on en offre un, qui est cadré, qui est clair, et qui est pour la France avec ses valeurs. Quoi de mieux?»

Le soir de l’annonce, le journal de Léa Salamé se charge du service après-vente. La présentatrice reçoit la ministre des Armées, Catherine Vautrin, et consacre une grande partie de son interview... à expliquer aux jeunes concernés comment candidater à ce nouveau service militaire volontaire: «Si y’a des gens

**“Si y’a des gens qui nous regardent là, s’il y a des jeunes de 17-18 ou 19 ans qui nous regardent... ils veulent s’inscrire, qu’est-ce qu’ils doivent faire concrètement?”**

Léa Salamé

qui nous regardent là, s’il y a des jeunes de 17-18 ou 19 ans qui nous regardent... ils veulent s’inscrire, qu’est-ce qu’ils doivent faire concrètement?». «Et on sera rémunéré 800 euros?», relance Salamé. «Rémunéré, nourri, logé, blanchi, et avec une carte de réduction SNCF de 75%!» répond la ministre. Léa Salamé s’inquiète: «Si dans les prochains jours vous recevez des milliers de candidatures – imaginons – comment vous allez les sélectionner?» Les questions de Salamé sur la réalité de la «menace russe» arriveront bien après cette séquence «numéro vert», mais là encore, elles ne seront pas bien déstabilisantes pour la ministre: «Il avait raison [le général Mandon] de le dire?

C’est ça dire la vérité aux Français?»; «La menace elle est sérieuse? Elle est là, elle est sérieuse?»; Certaines de ses relances ne sont même pas des questions: «Il faut se préparer à sacrifier nos enfants dans les prochaines années... On ne pourra pas échapper à une confrontation avec la Russie d’ici 3 ou 4 ans...»

\*\*\*

L’unanimité éditorial que nous documentons sur de nombreux sujets s’est donc donné à voir dans un nouvel épisode fort impressionnant. Et on le sait: face à la propagande de guerre, les médias se mettent au garde-à-vous. ■



# DES MÉDIAS INTOXIQUÉS PAR LA PROPAGANDE DE GUERRE

## Complicités.

L'agression impérialiste des États-Unis contre le Venezuela est venue avec son torrent de mensonges officiels et de propagande militaire, relayés imprudemment – ou activement – par certains médias. Tour d'horizon.

### DEUX MÉDIAS ÉTATS-UNIENS COMPLICES

Un journal, mis au courant de la préparation d'une agression militaire par le gouvernement de son pays, a-t-il le devoir d'en informer ses lecteurs ? C'est la question à 1 million de dollars qu'ont dû se poser les rédactions en chef du *New York Times* et du *Washington Post*, samedi 3 janvier, quelques heures avant que les États-Unis ne bombardent Caracas, la capitale du Venezuela. Loin de l'idéal d'un journalisme « quatrième pouvoir », les deux journaux ont fait un choix qui n'est pas inédit dans l'histoire de la propagande de guerre : celui de retenir ce qu'ils savaient « afin de protéger les troupes américaines ».

L'affaire, révélée par le site américain Semafor (4 janv.), n'a pas fait grand bruit, signe que la prise en compte d'autres enjeux que celui de l'information – en l'occurrence, « protéger les troupes américaines » – semble assez acceptée au sein de la profession

journalistique. Certains évoquent « la responsabilité » de ces journaux, si leurs révélations avaient coûté la vie à des militaires américains ; d'autres se cachent derrière la pratique usuelle des « informations sous embargo »... mais qui pour noter que ces journaux, en ne révélant pas les intentions guerrières de leur pays, ont joué un rôle (passif) dans le « succès » de l'opération militaire ? Le 6 janvier, dans l'émission « This week » (ABC), le secrétaire d'État Marco Rubio n'a pas manqué de « féliciter les médias qui avaient connaissance de l'intervention militaire au Venezuela et qui n'ont pas évoqué ce sujet avant que cette mission soit réalisée », rapporte *Le Parisien* (6 janv.). Accablant.

Le *New-York Times* et le *Washington Post* n'ont pas fait que retenir leurs informations. Ils ont également, lorsque l'agression militaire s'est effectivement déclenchée, feint de découvrir en direct ce qu'il se passait. Ainsi, le 3 janvier à 3h39 du matin<sup>1</sup>, le *New-York Times* envoie une newsletter à ses lecteurs, titrée : « Breaking news : le Venezuela accuse les États-Unis de mener des attaques sur sa capitale ». Les premiers papiers évoquent des « explosions » entendues à Caracas, et rapportent les « accusations » vénézuéliennes, pour l'instant « non confirmées » par les États-Unis. Ni une ni deux, les effets de cadrage (et de recopiage) se font

sentir sur la presse internationale: dès 9h du matin, *Le Monde* ouvre son live avec ce titre: «EN DIRECT, explosions à Caracas: le Venezuela accuse les États-Unis d'une "très grave agression militaire"». C'est ce même cadrage, formulé dans les mêmes termes, qui donne d'emblée sa Une au quotidien.

Pendant deux heures, toute la presse française, télé, radio et web, parle «d'explosions entendues à Caracas». Les titres changent partout sur les coups de 10h45, quand Donald Trump revendique enfin son agression: «EN DIRECT: Donald Trump annonce que Nicolas Maduro a été capturé et confirme les frappes américaines» (*Le Monde*).

*Le Monde* pouvait-il s'avancer avant les revendications officielles des USA? *Le Monde* était-il obligé de passer en direct sur une telle actualité, alors qu'il n'avait aucune information originale à apporter? Ces questions sont ouvertes. Mais nous ne pouvons que constater qu'en reproduisant le format d'une chaîne d'information en continu, *Le Monde* n'a fait qu'en reproduire des biais habituels: précipitations, informations approximatives («explosions» au lieu de «bombardements»), sur-importance accordée à la parole officielle.

## CONFUSIONS VOLONTAIRES

Pour habiller et justifier son intervention militaire, Donald Trump affirme que Nicolas Maduro est un «narco-terroriste», à la tête d'un important «cartel». Nicolas Maduro est en effet poursuivi aux États-Unis depuis janvier 2020 – à l'époque déjà sous administration Trump – pour «narcotrafic», soupçonné d'être à la tête du «Cartel de Los Soles». Au cours des mois de menaces des États-Unis contre le Venezuela, qui ont précédé l'agression militaire du 3 janvier, ces allégations ont été maintes fois répétées par l'administration Trump. En juillet 2025, un article des *Échos* nous informe que «le Trésor américain a décidé un nouveau train de sanctions contre le cartel vénézuélien Los Soles (*Les Soleils*), [...] [qui] a formé un réseau au cœur des forces armées, de la sécurité intérieure et des institutions civiles vénézuéliennes.» De même, le 17 novembre, *Ouest-France* explique que le «cartel de Los Soles» va être classé comme un «groupe terroriste étranger» par les États-Unis. Le 5 janvier 2026,

**“Nicolas Maduro n'était même pas, à dire vrai, chef d'État mais narcotrafiquant à grande échelle, inondant le monde de cocaïne et recyclant l'argent de ce poison pour financer les forces terroristes les plus obscures.”**

Bernard-Henri Lévy

deux jours après l'attaque, l'ambassadeur américain auprès des Nations Unies, Michael Waltz, réitère devant le conseil d'urgence de sécurité de l'ONU cette accusation: «[Nicolas Maduro] est à la tête d'une vicieuse organisation terroriste étrangère, le Cartel de Los Soles». Problème... ce cartel n'existe tout simplement pas. Il s'agit d'une expression argotique, d'un idiome forgé par des journalistes vénézuéliens pour désigner la corruption dans l'armée, et aucunement d'une organisation criminelle organisée et hiérarchique. Le tribunal de New-York devant inculper Nicolas Maduro a donc abandonné de le placer à la tête de ce cartel qui n'existe pas, explique le *New-York Times* (6 janv.). *Le Monde* rapporte ce revirement, dans la foulée du NYT: «Venezuela: les États-Unis n'accusent plus Nicolas Maduro d'être à la tête du cartel de los Soles» (6 janv.). Dans son papier, le journal de référence s'en tient à la comparaison entre l'acte d'inculpation de janvier 2020 et celui de janvier 2026, duquel a effectivement disparu l'intenable accusation de diriger un cartel qui n'existe pas... mais le lecteur n'apprend pas que ces mensonges sont encore proférés très officiellement le 5 janvier à l'ONU – soit deux jours après l'abandon de ces poursuites par la justice new-yorkaise.

Il convient toutefois de remarquer que, si cette affiliation fantaisiste au «cartel de los Soles» a prospéré ces derniers mois dans la presse française, à la faveur du relais des déclarations américaines, la plupart des titres qui s'en sont fait l'écho n'étaient pas dupes: «La croisade antidrogue de Trump au Venezuela: une mise en scène absurde» (*Libération*, 12 déc. 2025); «Venezuela: Nicolás Maduro est-il vraiment le “dirigeant” d'un cartel de la drogue comme l'affirme Donald Trump?» (TV5 Monde, 2 déc. 2025); «Pourquoi les États-Unis ciblent un cartel vénézuélien qui n'existe pas» (*Le Point*, 18 nov. 2025). De même, *Le Monde* parle dès le 4 janvier, dans son éditorial, de «l'accusation fumeuse de narcoterrorisme». Ce qui n'empêcha pas, là encore par des effets de cadrage, que le thème du «narcotrafic», du «narco-terrorisme», ou du «narco-État» redevienne central dans les discussions médiatiques qui ont suivi l'agression du 3 janvier. Les occurrences de ces termes à travers la presse sont, en effet, innombrables. Et des journaux qui ne se montraient pas dupes en novembre... plongent en janvier: comme *Le Point*, sous la plume de Bernard-Henri Lévy (6 janv.): «Nicolas Maduro n'était même pas, à dire vrai, chef d'État mais narcotrafiquant à grande échelle, inondant le monde de cocaïne et recyclant l'argent de ce poison pour financer les forces terroristes les plus obscures.» Tout en finesse.

1. Eastern standard time, c'est-à-dire 9h39 en France.



Cette présentation de Nicolas Maduro en criminel international plutôt qu'en chef d'État en fonction a plusieurs avantages pour la propagande de guerre étasunienne : à commencer par le fait de présenter cette action comme une « opération de police » plutôt que comme une opération militaire (illégale à tous les points de vue, national comme international). Là encore, de nombreux journaux français vont se plier au cadrage imposé par la puissance militaire, et chacun va y aller de son petit article : s'agit-il d'une opération de police contre un chef de cartel,

ou une d'ingérence militaire ? Sur France Inter, dans la matinale du samedi 3 janvier, le journaliste Éric Biegala, du service international de Radio France, a visiblement tranché : « *C'est presque plus une opération de police plutôt qu'une opération de guerre [...]. Le président américain précise même que l'opération a été faite en conjonction avec les forces de l'ordre, donc il s'agit bien d'une arrestation.* » Le magazine « C ce soir » (France 5) du 5 janvier en fait même son titre : « *Maduro : une arrestation légitime ou illégitime ?* » Faut-il le rappeler, les commentaires et les questionnements de

**“C’est presque plus une opération de police plutôt qu’une opération de guerre.”**

France Inter

ce type, qui vont se multiplier les jours suivants, piétinent le droit international. « *Le droit international est sans aucune ambiguïté* », rappelle Le Monde (5 janv.) : « *La lutte contre le narcotrafic [...] ne constitue pas [un] fondement juridique du recours à la force.* »

## UNE OPÉRATION «MAGNIFIQUE» QUI N'A FAIT «AUCUN MORT»

Un autre biais du traitement journalistique de cet événement, issu lui aussi directement de la propagande militaire américaine, réside dans la focalisation des commentaires non pas sur la violation flagrante du droit international, mais sur la superbe « réussite opérationnelle » de ce « coup ». Durant les premières heures, cet angle va être ultradominant, notamment à la faveur du défilé des généraux en retraite sur les plateaux télé qu'Arrêt sur images a relevé<sup>2</sup>, tous admiratifs de cette démonstration de force. Au lendemain de l'agression militaire, le rédacteur en chef du *Parisien*, Frédéric Michel, n'y va pas par quatre chemins (4 janv.) : « *Le tour de force du président américain relève du génie* », tout simplement. À travers la presse, les « experts-défense » applaudissent : « *L'opération spéciale menée contre le dictateur vénézuélien est l'une des plus spectaculaires de l'histoire* » pour Jean-Dominique Merchet dans *L'Express*, « *une réussite totale* » pour le général Pellistrandi, dans *Atlantico* (7 janv.). Sur LCI (5 janv.), l'éditorialiste du *Figaro* Renaud Girard se laisse aller : « *On aimerait bien, nous Français, être capable de faire une opération aussi belle et aussi magnifique!* » Même tonalité à la Une de *La Dépêche* (4 janv.).

Dès le 3 janvier au matin, à bord de son Air Force One, Donald Trump avait lui-même impulsé ce registre lors d'une interview sur Fox News : « *J'ai regardé l'opération, littéralement (sic), comme si c'était un show télévisé... Si vous aviez vu la vitesse, la violence! [...] Je n'avais jamais rien vu de pareil.* » Aussi, de nombreux médias français vont se lancer dans le « film » des « opérations ». Ce format du récit minute par minute, mis en scène à grand renfort d'animations graphiques dans les JT, va se retrouver absolument partout, alimentant une spectacularisation de l'information aussi commode pour le pouvoir américain que pour les remplisseurs d'antenne.



## « Il y a forcément eu une taupe » : après la capture de Maduro, les scénarios d'une trahison

Nicolás Maduro et son épouse capturés au Venezuela : le récit d'une opération hors norme

Capture de Nicolas Maduro : révélations sur une opération hors norme

En retard Capture de Maduro : finalement, Emmanuel Macron « n'approuve pas » la « méthode utilisée » par Trump

Le dollar recule avec la capture de Maduro, les métaux précieux en profitent

Venezuela : la capture de Nicolas Maduro, un exploit militaire (au mépris du droit international)

**CAPTURE DE NICOLÁS MADURO : L'OPÉRATION « ABSOLUTE RESOLVE », UN MESSAGE AUX ENNEMIS DE WASHINGTON**

Capture de Nicolas Maduro : le dirigeant et sa femme blessés en tentant d'échapper aux forces américaines

**Venezuela : comment la capture de Maduro fragilise la Chine en Amérique latine**

Capture de Nicolás Maduro : militaires tués, civils décédés... Quel est le bilan humain de l'opération américaine ?

Capture de Nicolas Maduro : le président vénézuélien plaide non coupable devant un juge américain

**“Le tour de force du président américain relève du génie.”** *Le Parisien*

Dans une conférence de presse tenue quelques heures plus tard, le président des États-Unis ajoute que l'opération n'a fait « aucun mort » (côté américain). Il ne faudra pas attendre longtemps pour que cette affirmation soit télégraphiée par une vedette de Franceinfo (5 janv.) : « Cette opération rappelle aussi celle au Panama en 1989, autre scénario rocambolesque, mais des centaines de morts à l'époque alors que cette fois, zéro mort ! », se réjouit la présentatrice de la matinale, Agathe Lambret, face à son invité Bruno Tertrais (encore un « expert-défense »). « Une opération sans perte américaine », dit aussi le JT de France 2 du même jour. Ou comment, « encore une fois[er] complètement invisibilis[er] les victimes anonymes d'un peuple non-occidental », comme le signale Arrêt sur images<sup>3</sup>. En réalité, l'agression militaire étasunienne a coûté la vie à 80 personnes, Vénézuéliens et Cubains, civils et militaires, estime le *New-York Times* (6 janv.), qui n'était pas le premier à avancer des chiffres<sup>4</sup>. Mais il ne fallait pas compter sur ces deux carrefours de l'information de service public pour nous l'apprendre.

2. « Comment les chaînes d'info ont couvert l'enlèvement de Maduro », Arrêt sur images, 6 janv.

3. « Attaque américaine au Venezuela : ce que révèle le “zéro mort” de Franceinfo », Arrêt sur images, 6 janv.

4. Le 8 janvier, Caracas annonce « une centaine » de morts, civils et militaires.

5. « Venezuela : les chaînes d'info enterrent le droit international », Arrêt sur images, 8 janv.

### LEXIQUE EN TEMPS DE GUERRE

Enfin, et selon une règle qui n'est pas spécifique à la propagande militaire, de nombreux médias vont privilégier dans leurs titres et leurs articles les mots du pouvoir. En l'occurrence, donc, de Donald Trump. L'on va ainsi parler, comme le président américain, de « capture » plutôt que « d'enlèvement », « d'arrestation » plutôt que de « kidnapping », et parfois, comme nous l'avons vu plus haut, « d'opération de police » ou de « coup de force », plutôt que « d'agression militaire ». *Le Monde*, qui avait commencé par parler de « capture », se rectifiera et adoptera au cours de la journée du 3 janvier le terme qui convient, « enlèvement ». Mais de nombreux autres titres ne feront pas ce choix.

\*\*\*

Des médias qui reprennent et amplifient des éléments de propagande, voire qui s'esbaudissent devant la puissance de feu trumpienne et l'enterrement du droit international<sup>5</sup> ; le bilan n'est pas glorieux pour le journalisme, loin, très loin même, de jouer son rôle de contre-pouvoir. ■

# QUAND L'ÉDITO- CRATIE LÉGITIME L'IMPÉRIALISME

## La loi du plus fort.

« **C**'est un peu facile de dire que c'est toujours l'impérialisme [...] mais si on peut faire tomber une dictature, alors pourquoi pas ! Et je crois que c'est ce qu'est en train de faire Trump. » Il est 10h20 sur LCI, samedi 3 janvier, et la chaîne d'info a invité François-Xavier Freland, ancien correspondant au Venezuela, en duplex depuis chez lui, pour analyser les images de bombardements qui arrivent tout juste de Caracas : « On voyait bien de toute façon que ça devenait de plus en plus tendu autour de Noël, explique le journaliste, et beaucoup de Vénézuéliens sur place s'attendaient à une attaque imminente, comme une espèce de cadeau ». L'agression des États-Unis vient tout juste d'avoir lieu et Donald Trump n'a pas encore parlé. Mais l'ancien correspondant le devance : l'intervention militaire est un « cadeau » qui vise à destituer un dictateur narco-trafiquant. C'est un peu facile de dire que c'est toujours l'impérialisme.

Quelques secondes plus tard, l'annonce tombe : Maduro a été enlevé par les États-Unis. Freland exulte :

**François-Xavier Freland :** *C'est un moment historique pour les Vénézuéliens parce que je pense qu'honnêtement ça faisait longtemps qu'ils avaient envie de voir tomber ce régime complètement*

*à la ramasse [...] . Maduro espérait peut-être passer pour une victime, pour un martyr de la révolution, mais plus personne n'y croit à sa révolution bolivarienne. D'ailleurs je peux vous dire une chose, en Amérique latine, tout le monde se détourne de ce socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, qui a ruiné tous les pays qui y avaient adhéré.*

Pendant la première heure de l'édition spéciale de LCI, les termes « droit international » ne sont pas prononcés une seule fois à l'antenne. Après avoir été totalement piétiné dans le cadre du traitement médiatique de la question palestinienne, peut-on encore s'en étonner ? Reste qu'en guise d'« information », les professionnels de la parole publique éditorialisent, jugent, bavardent et s'autorisent à commenter « à chaud » sans en savoir encore très long des événements – et encore moins de ses répercussions : la norme de l'apparition médiatique.

### « SCÈNES DE LIESSE » À CARACAS : « INFO EN CONTINU » OU SCÉNARIO PRÉFABRIQUÉ ?

Sur France 24 aussi, dans la foulée de l'annonce par Donald Trump de l'enlèvement de Nicolas Maduro, on se met à spéculer : « C'est vrai qu'on s'attend maintenant, peut-être, à voir des scènes de liesse dans les rues », hasarde la présentatrice de l'édition spéciale,

Aude Lechrist, qui poursuit « l'info » par anticipation : « C'est ce qu'on l'on diffusera si c'est le cas, bien évidemment. » Mieux équipée en correspondants internationaux que la plupart des autres chaînes d'information, France 24 contacte immédiatement Alice Campaïgnolle, journaliste française à Caracas. Une anecdote lancée au cours de sa première intervention va rapidement prendre une proportion inattendue... et illustrer de manière spectaculaire la fabrique de « l'information » et des cadrages dominants.

Alice Campaïgnolle est questionnée par Aude Lechrist sur le « soutien réel de la population à Maduro ». La correspondante répond que « l'on estime les partisans de Nicolas Maduro entre 20 et 30% maximum de la population », et pousse l'analyse un cran plus loin : « En réalité, autour de moi, ces derniers mois, les gens étaient plutôt favorables à une intervention américaine. Ils voyaient cette intervention américaine possible [...], comme une libération... » Soudain, Alice Campaïgnolle s'interrompt, se retourne à moitié et reprend : « ... Et je ne sais pas si vous l'entendez autour de moi, mais il y a des gens qui s'exclament à l'heure qu'il est... [...] Je tiens à ce que vous le sachiez, les gens s'exclament. » Sur le direct, il fait encore nuit à Caracas et nous n'entendons pas les cris que rapporte la correspondante. Mais « l'info » plaît tellement à la présentatrice qu'elle devient structurante dans la minute qui suit, au point de donner le ton et le cadrage de ses questions à venir.

Face au premier invité en effet – Jean-Jacques Kourliandsky, chercheur à la fondation Jean-Jaurès –, qui évoque une violation flagrante du droit international, la relance d'Aude Lechrist ne se fait pas attendre : « [...] Et pourtant, notre correspondante à Caracas nous disait qu'à l'annonce par Donald Trump de la capture du président Maduro, elle assistait, elle entendait des scènes de liesse... » Par un petit glissement sémantique (et un gros raccourci), non seulement les « exclamations » rapportées par Alice Campaïgnolle sont devenues des « scènes de liesse », mais une impression rapportée à l'instant T est mobilisée pour cadrer l'interview d'un chercheur... et contester un argumentaire fondé sur le droit international. La même scène est rejouée quelques minutes plus tard, face à un autre universitaire, Eduardo Rios (Sciences Po Paris). Aude Lechrist lui pose une première question avant de solliciter de nouveau Alice Campaïgnolle, en duplex de Caracas :

---

**“C'est vrai qu'on s'attend maintenant, peut-être, à voir des scènes de liesse dans les rues.”** France 24

---

**Aude Lechrist :** Cette opération pose des questions de légalité, nous allons y revenir, restez avec nous Eduardo Rios. Mais avant cela, on va retrouver notre correspondante à Caracas, Alice Campaïgnolle [...]. Vous nous parliez au moment de l'annonce de cette capture de scènes de liesse de la part des Vénézuéliens. Est-ce que c'est toujours le cas ? [...]

Cette fois, la correspondante est obligée de modérer l'enthousiasme de la présentatrice : « Non, pour le moment, à part quelques cris de joie que j'ai entendus au moment de l'annonce sur les réseaux sociaux, pour le moment tout est extrêmement calme, il est encore tôt ici, les rues sont vides. » Bref, les « scènes de liesse » n'ont pas fait long feu à l'antenne de France 24.

## « VENEZUELA: POURQUOI EMMANUEL MACRON A RAISON »

Durant les premières heures, les discussions de plateaux vont ainsi fluctuer au gré des informations qui se décantent. Il est tout de même possible d'identifier quelques-uns des axes qui, pour ne pas être sys-

tématiques, ont néanmoins contribué au bruit médiatique dominant. À commencer par celui qui affleure des exemples de LCI ou de France 24 : anticiper les justifications « démocratiques » de cette intervention impérialiste avant même la première prise de parole de Donald Trump. Mais

ces justifications n'arriveront... jamais. Lors de sa conférence de presse à 17h, le 3 janvier, le président américain ne s'embarrasse que très peu d'enrobage démocratique, affichant sans ambages ses motivations : le contrôle stratégique du Venezuela et de ses ressources naturelles. Pas de quoi enrayer le moulin à parole des radios et des télévisions françaises, qui vont continuer sur ce thème et trouver en fin de journée un nouvel appui. Et de choix : Emmanuel Macron qui, dans sa réaction officielle, ne dit pas un mot du droit international et affirme d'emblée : « Le peuple vénézuélien est aujourd'hui débarrassé de la dictature de Nicolás Maduro et ne peut que s'en réjouir. »

---

**“La fin justifie les moyens.”**

Pascal Praud

---

C'est un nouveau départ pour l'éditorialisme. Et si la réaction du président de la République surprend la plupart des journaux, les commentateurs ménagent leurs critiques via un tour de passe-passe désormais habituel: le mépris du droit international par Emmanuel Macron n'est pas un *fait* mais une «*accusation de la gauche*», résume courageusement Renaud Dély (Franceinfo, 5 janv.), parmi les plus virulents contempteurs du pouvoir... Et ce, quand les éditorialistes ne volent pas plus directement au secours d'Emmanuel Macron. Anne Saurat-Dubois par exemple, qui déploie une inventivité langagière étonnante sur BFM-TV (5 janv.) pour justifier l'absence de condamnation d'une violation manifeste du droit international: si le président s'est contenté d'applaudir l'ingérence américaine, c'est parce qu'il a réalisé une «*ellipse stratégique*». Qu'en termes galants ces choses-là sont mises!

Peu à peu, et conformément au cadrage d'Emmanuel Macron, les références au droit international vont ainsi s'estomper pour laisser place aux commentaires sur la «*chute*» d'un dictateur et la libération du peuple vénézuélien. Et comme d'habitude, c'est sur Franceinfo que l'on trouve les meilleurs exégètes du gouvernement français. Dès le 3 janvier, à 19h39, soit 9 minutes après le tweet d'Emmanuel Macron, Laurence Haïm, «*journaliste spécialiste des États-Unis*», mais aussi ancienne porte-parole d'Emmanuel Macron – ce qui n'est pas précisé dans le bandeau de présentation –, est déjà en plateau pour assurer le service après-vente. La présentatrice la lance: «*Il n'y a aucune condamnation dans ce message...*» Laurence Haïm n'est pas d'accord et le trouve équilibré:

**Laurence Haïm:** *Non mais c'est un message... Petit 1, c'est très bien vous vous êtes débarrassé d'une crapule. Petit 2, attention ne vous installez pas quand même trop [...], la transition doit être démocratique! Et c'est fait avec beaucoup de diplomatie, mais c'est vraiment le message qui est passé!*

Le 5 janvier, dans la matinale de la chaîne, l'inénarrable Alix Bouilhaguet ne fait elle non plus aucun détour: «*La réaction d'Emmanuel Macron suscite beaucoup de critiques, mais je vais vous expliquer sur-tout pourquoi il a raison!*»

Sur LCI, Éric Brunet ne dit rien de différent le lendemain dans son émission (6 janv.):

**Éric Brunet:** *Les Européens se roulent par terre depuis ce week-end, expliquant qu'aucune base légale ne permettait aux États-Unis et à Donald Trump, d'enlever, de retenir et de juger le président du Venezuela, Nicolas Maduro. Sauf Emmanuel Macron! Lui ne se roule pas par terre [...]. Au passage, bravo Emmanuel Macron!*

### «JE M'ACCOMMODE DU FAIT QUE LE DROIT INTERNATIONAL N'AIT PAS ÉTÉ RESPECTÉ»

Comme le résume un bandeau de l'émission «*Tout est politique*», diffusée sur Franceinfo: «*Venezuela: la force du droit contre la realpolitik?*» Voici la problématique fondue dans une équation simple, que les journaux vont décliner de façon plus au moins subtile – droit international contre «*realpolitik*» (*Le Parisien*, 4 janv.); idéalistes contre réalistes, «*herbivores*» contre «*carnivores*» (*Paris Match*, 6 janv.) – et à laquelle de nombreux éditorialistes répondent tout de go. Gilles Bornstein par exemple, qui, au cours d'une séquence d'anthologie sur Franceinfo (5 janv.) avec le docteur en droit public (et invité régulier) Bélig Nablî, a visiblement tranché la question: – **Gilles Bornstein:** *Je comprends que le droit international doit être une boussole, mais à un moment, il faut parler des peuples. Si ne pas res-*

*pecter le droit international permet justement de minorer l'importance de la loi du plus fort, alors la question est posée. Vous avez dit «ce qui se joue, c'est un rapport au droit». Ce qui se joue aussi, c'est l'intérêt du peuple vénézuélien. Et si effectivement, cet acte qui n'a pas respecté le droit international – évidemment on n'y est pas – permet des élections libres et permet que finalement ça aille mieux pour le peuple vénézuélien, alors la question est posée. J'ai un autre exemple.*

### «Comment ne pas se réjouir de son arrestation?»

*Le Parisien*

– **Bélig Nabl**: Non, non, mais là vous portez atteinte à la souveraineté des Vénézuéliens. C'est pas aux États-Unis d'intervenir pour régler un conflit interne.

– **Gilles Bornstein**: Ce n'est pas aux États-Unis d'intervenir, théoriquement.

– **Bélig Nabl**: C'est pas « théoriquement ».

– **Gilles Bornstein**: Bien sûr, après, il faut voir le résultat. Et ce qu'il en adviendra pour le peuple vénézuélien ne peut pas être complètement évacué, laissez-moi terminer, ne peut pas être complètement évacué du débat. On a eu le même débat au moment de l'intervention américaine à Téhéran. Alors effectivement, les bombardements [...] américains contre les installations nucléaires [...] venaient à l'encontre du droit international. Mais le monde est-il plus sûr avec un Iran qui a un arsenal nucléaire dégradé, quitte à ce que le droit international... ? [...]

– **Bélig Nabl**: Mais vous changez de registre. Dans un premier temps, vous parlez du « respect du peuple », et après vous parlez d'« un monde plus sûr » : on n'est plus dans le même registre ! Vous n'êtes pas cohérent...

– **Gilles Bornstein**: Mais je n'ai pas la prétention de... Je ne suis pas un universitaire, je vous dis ce que je ressens en tant que citoyen.

– **Bélig Nabl**: C'est quand même problématique...

– **Gilles Bornstein**: Mais, après ces interventions en Iran, par exemple, si le monde est moins dangereux, je m'accommode du fait que le droit international n'ait pas été respecté. Si à la fin des fins, le peuple vénézuélien y trouve son compte, je crois que je m'accommoderais du fait que Donald Trump n'ait pas respecté le droit international.

Au moins, c'est dit.

Gilles Bornstein n'est d'ailleurs pas le seul (ni le premier) à assumer de s'accommoder de la violation du droit international. L'éditorialiste du service public peut notamment s'enorgueillir de tenir une position identique à celle de la tête d'affiche du groupe Bolloré<sup>1</sup>:

**Pascal Praud**: Eh bien si l'arrestation de Maduro met un terme à la dictature vénézuélienne, si elle apporte la démocratie, si elle freine le narcotrafic dans le monde, je me dirais que la fin justifie les moyens et qu'entre légalité et légitimité – éternel débat qui traverse l'histoire –, je choisirais toujours la légitimité.

**“Voir le tyran Nicolas Maduro menotté dans un jogging immonde et emporté vers New-York: quoiqu'on en pense, l'image fait plaisir.”**

Éric Le Boucher

## EXALTATION DE LA FORCE: DÉCLINAISONS MÉDIATIVES

Sur BFM Business (5 janv.), comme l'a relevé Arrêt sur Images<sup>2</sup>, le rédacteur en chef Mathieu Jolivet ne se gêne pas non plus: « La question de s'affranchir du droit international, elle peut se poser légitimement, tout simplement parce qu'aujourd'hui, on ne vit pas dans un monde de bisounours. » « Est-ce une ingérence politique ou le sauvetage d'un peuple ? », se demande plus candidement Europe 1 (5 janv.). La réponse ne se fait pas attendre: « C'est le retour de la realpolitik, c'est le retour des sphères d'influence », explique le rédacteur en chef du journal d'extrême droite Frontières, Erik Tegnér, chose que l'on a du mal à comprendre en France, regrette-t-il, « car nous n'avons plus de sphère d'influence: l'Afrique, on l'a totalement quittée ».

À travers la presse écrite aussi, les exaltations de la force contre le droit sont légion. Dans un éditio du 4 janvier titré justement « Realpolitik », qui semble être le mot choisi par certains pour parler d'impérialisme, le rédacteur en chef du Parisien Frédéric Michel s'exclame:

**Frédéric Michel**: On peut toujours applaudir des deux mains la chute d'un monstre. Après des années de répression et de violences, Nicolas Maduro laisse le Venezuela exsangue, miné par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. [...] Comment dès lors ne pas se réjouir de son arrestation ?

Dans la suite de son papier, le journaliste qualifie Nicolas Maduro de « vermine »<sup>3</sup> dont « l'opération clandestine » américaine a « débarrassé la planète ». Même ambiance à l'Opinion (4 janv.), avec le bien nommé Éric Le Boucher: « Voir le tyran Nicolas Maduro menotté dans un jogging immonde et emporté vers New-York: quoiqu'on en pense,

1. Cité dans « Face à Trump: les médias entre admiration, sidération et embarras », Blast, 18 janv.

2. « Venezuela: les chaînes d'info enterrent le droit international », Arrêt sur images, 8 janv.

3. Un terme qui se transformera en « personnage méprisable » dans l'édition papier du lendemain.

**“Le procédé employé par Donald Trump prend indéniablement de sérieuses libertés avec les règles de souveraineté territoriale. Et alors?”**

Guillaume Roquette

*l'image fait plaisir.» Au lendemain des bombardements américains, le titre de son édito est le suivant: «Et si 2026 nous rapportait de l'optimisme?» Guillaume Roquette du Figaro est sur la même ligne:*

*Guillaume Roquette: Le procédé employé par Donald Trump prend indéniablement de sérieuses libertés avec les règles de souveraineté territoriale. Et alors? Les forces spéciales américaines n'ont-elles pas fait œuvre de salubrité publique en débarrassant le Venezuela d'un dictateur qui a ruiné son pays, emprisonné ses opposants et contraint à l'exil 8 millions de personnes?*

Dans le FigaroVox (6 janv.), le chroniqueur Julien de Saint-Lalanne légitime lui aussi la loi du plus fort (et la ligne de son groupe de presse) en orientant copieusement la réponse d'une question qui, en première instance, ne devrait même pas en être une: «L'arrestation de Nicolas Maduro est-elle vraiment contraire au droit international?» Le choix du terme «arrestation» n'est en outre pas innocent puisqu'il consiste à présenter les bombardements américains et l'enlèvement du président vénézuélien comme une «opération de police» contre un narco-criminel – un argument au cœur de la propagande étasunienne. Les défenseurs de cette vision des choses ont en tout cas micro ouvert dans «C ce soir» (5 janv.): «*Les États-Unis ici ont agi [...] en position de légitime défense*», ose le journaliste Gérard Olivier, *parce que le trafic de drogue orchestré, dans lequel le Venezuela participe, tue des dizaines de millions de personnes tous les ans*».

**“Les États-Unis ici ont agi [...] en position de légitime défense.”**

Gérard Olivier

**HARO SUR LFI**

Ce déferlement éditorial dans une large partie de la presse a un corollaire évident: celui de renvoyer à leur naïveté toutes les expressions, qu'elles soient politiques ou universitaires, qui se sont attachées à dénoncer l'agression impérialiste. La séquence a donc donné lieu à un nouvel intense épisode de matraquage des positions de la gauche en général, et des insoumis en particulier, à grands coups de chroniques assassines et d'interviews «interrogatoires».

Ainsi, les interviews matinales de Manuel Bompard chez Thomas Sotto (RTL, 5 janv.) et de Mathilde Panot chez Apolline de Malherbe (BFM-TV, 7 janv.) sont remarquablement similaires, tous deux sommés de répondre à la question: «Nicolas Maduro était-il un dictateur?» Le sous-texte n'est pas exprimé par les présentateurs, mais c'est tout comme: si Maduro est un dictateur, alors on peut se réjouir de sa chute, et, conséquemment, de l'intervention américaine. Anticipant certainement ce cheminement de

pensée, et manifestement coordonnés, Bompard et Panot tentent tous deux d'éviter l'obstacle: «*Ce n'est pas la question qui se pose*» dit Panot, «*ce n'est pas la question qui est posée*», répond Bompard. Mais force est de constater que dans ce cas précis, les effets de cadrage sont si puissants que les tentatives de le déjouer sont vaines: la question, qui apparaît simple, est réitérée plusieurs fois par les présentateurs. Et les insoumis, refusant de répondre, semblent s'embarber...

\*\*\*

Dans la foulée de toute cette production médiatique, dont on peut trouver d'autres extraits chez Arrêt sur images<sup>4</sup> ou sous la plume de Samuel Gontier<sup>5</sup>, plusieurs journaux ou antennes se sont demandé si le droit international avait été définitivement enterré par Donald Trump au Venezuela. Dans les médias en tout cas, les funérailles avaient déjà eu lieu à Gaza. ■

4. «Comment les chaînes d'info ont couvert l'enlèvement de Maduro», Arrêt sur images, 6 janv.

5. «Venezuela: les chaînes info marchent au pas avec Donald Trump», *Télérama*, 9 janv.

# MORANDINI OU LA LIE MÉDIATIQUE

« J'ai quitté le plateau de Morandini sur CNews ce matin. Un sondage sur l'Islam de France, commandé par Le Figaro à l'Ifop, basé sur un échantillon de 1 000 sondés, ne peut résumer la position des jeunes musulmans de France », tweete, ce 18 novembre, la conseillère municipale d'Ivry-sur-Seine (et macroniste) Rachida Kaaout. Au programme du plateau ce jour-là : un sondage de l'Ifop sur les « musulmans de France » – celui-là même qui sera démonté par Mediapart deux jours plus tard<sup>1</sup>. Ce n'était, ô surprise, pas l'angle d'attaque du jour. Au contraire même, puisque la prise de distance avec ce sondage, tentée par Rachida Kaaout, va lui valoir les foudres de Jean-Marc Morandini, animateur au sinistre pedigree<sup>2</sup>.

« Ça m'intéresse pas de parler avec vous. »

Jean-Marc Morandini



## ACTE 1

**« C'EST COMME ÇA QUE ÇA SE FAIT UN SONDAGE, VOUS DITES N'IMPORTE QUOI ! »**

Au départ, il y a cette question : « Rachida Kaaout, votre regard sur ces trois chiffres ? Je voudrais juste qu'on se concentre sur ces trois chiffres, parce que pour moi ils sont très significatifs sur les jeunes de moins de 25 ans. »

Mais, problème, la conseillère municipale n'apporte pas la réponse attendue : « Moi, ce qui me pose problème, c'est la radicalisation. Après, maintenant, si je dois commenter votre sondage, je vais vous dire, sur un échantillon de 1 000 personnes, c'est ça ? Pour moi, il n'est pas représentatif de la réalité... » C'en est (déjà) trop pour Morandini, qui va recouvrir la voix de son invitée par des invectives et une même question, serinée à l'infini : « Un sondage politique, ça se fait sur combien de personnes ? »

Précisons-le d'emblée : les échanges qui suivent se basent sur une intox : si l'échantillon du sondage en général est bien de 1 005 « personnes musulmanes », celui sur les moins de 25 ans est en fait de 291 personnes<sup>3</sup>.

Ni Morandini, ni personne d'autre sur le plateau, ne le précisera. L'animateur était semble-t-il trop occupé à rabrouer son invitée : « Quand le thermomètre dit de mauvaises choses, on casse le thermomètre en fait. » ; « Soyons sérieux ! » ; « Vous pouvez pas dire le sondage vaut rien parce qu'il vous plaît pas ! » ; « Là, c'est un sondage énorme, qui a été fait sur des centaines de personnes et on a retenu 1 000, qui étaient musulmanes en plus ! » ; « Mais enfin, c'est les sondages, c'est comme ça que ça se fait un sondage, vous dites n'importe quoi ! » ; « Arrêtez, vous répétez la même chose, vous êtes une machine à répéter la même chose ! » ; « Alors, je [ne] vous interroge plus. Je ne vous interroge plus. Je-ne-vous-interroge-plus ! » ; « Rachida Kaaout, essayez de répondre à ma question, autrement vous arrêtez de parler. » ; « Arrêtez, ça n'a aucun intérêt ce

1. « Musulmans de France : les failles d'un sondage choc », Mediapart, 20 nov. 2025.

2. Le 14 janvier, il a été définitivement condamné pour corruption de mineurs.

3. « Sur les 1 005 personnes musulmanes interrogées par l'Ifop, 291 ont été

identifiées comme faisant partie de la catégorie des "15-24 ans". C'est sur ces jeunes personnes que se sont focalisés un grand nombre de médias, reprenant le cadrage de l'Ifop, qui propose un "zoom sur les musulmans âgés de 15-25 ans." (Mediapart, 20 nov.)



que vous dites...»; «Arrêtez!»; «C'est pas parce que vous répétez 25 fois la même chose que c'est une vérité!»; «Vous répétez 25 fois n'importe quoi!»; «Stop!»; «Ça suffit!»

Et de conclure ce premier acte avec un aveu... cristallin: «Ça m'intéresse pas de parler avec vous.»

## ACTE 2

### «VOUS FAITES DU BRUIT AVEC VOTRE BOUCHE, C'EST TOUT CE QUE VOUS FAITES.»

15 minutes plus tard, c'est le feu d'artifice. Alors que Rachida Kaaout tente à nouveau de participer au débat, Morandini s'interpose: «Non, non, non, non, non! Je ne vous donne pas la parole sur ce sujet!»

Et de recouvrir, une nouvelle fois, son invitée: «Rachida, vous n'avez pas la parole. Ce sondage ne vous intéresse pas, il ne vaut rien, je ne vous donne pas la parole sur ce sujet!»; «Vous m'entendez ou pas? Est-ce que vous m'entendez, Rachida?»; «Moi, je vous le dis, je ne vous donne pas la parole! Je ne vous donne pas la parole sur ce sujet!»; «Mais vous [ne] constatez rien!» (4 fois); «Vous faites de l'intox.» (3 fois); «Je vous donne pas la parole.»; «Vous faites du vent.»; «Vous faites du bruit avec votre bouche, c'est tout ce que vous faites.» (2 fois); «Ce que vous dites ne sert à rien.» «Non, parce que vous n'avez pas de solution, vous faites du vent.»; «C'est du vent.»; «Vous n'avez pas la parole...»; «Est-ce que vous m'entendez? Est-ce que vous m'entendez ou vous avez un problème d'audition?» (2 fois); «Je veux que vous répondiez aux questions ou alors que vous ne parliez pas!»; «Alors répondez

«Ce que vous dites ne sert à rien!»

Jean-Marc Morandini

4. «Cher Jean-Marc Morandini», Blast, 29 mars 2025.

aux questions!»; «Non! Non, non, vous ne répondez jamais aux questions. Vous n'avez pas la parole, ça vous l'entendez?»; «Est-ce que vous entendez que vous n'avez pas la parole?»; «Est-ce que vous entendez que vous n'avez pas la parole?»

Et une troisième fois, fatale:

– Jean-Marc Morandini: Est-ce que vous entendez que vous n'avez pas la parole?

– Rachida Kaaout: Alors, je m'en vais.

– Jean-Marc Morandini: Eh ben au revoir!

– Rachida Kaaout: Et bien, au revoir, très bien...

– Jean-Marc Morandini: Au revoir, merci d'être venue.

– Rachida Kaaout: Je ferai [inaudible] mon commentaire, merci...

– Jean-Marc Morandini: Vous ferez votre commentaire toute seule puisque vous parlez toute seule de toute façon.

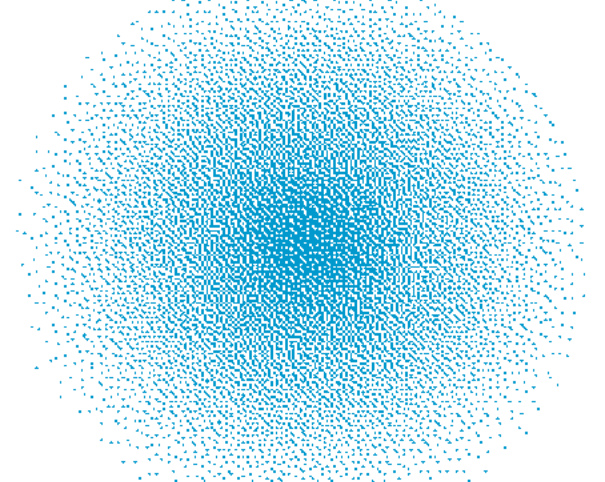
– Rachida Kaaout: Vous ne voulez pas de solution!

– Jean-Marc Morandini: Non, je veux avoir des gens qui répondent aux questions, et pas des gens qui font du bruit avec leur bouche juste histoire d'occuper le terrain. Merci, au revoir!

\*\*\*

On est certainement là face à un chef d'œuvre d'interrogatoire journalistique – un de plus dans le (long) palmarès de Jean-Marc Morandini<sup>4</sup>. D'où cette question, lancinante: que fait-il encore sur un plateau de télévision? Et, qui plus est, sur une chaîne qui bénéficie d'une fréquence publique? Allô l'Arcom? ■





# SALAMÉ: L'INFO EN MODE ZAPPING

## Analyse du 20h de France 2.

L'arrivée de Léa Salamé au 20h de France 2 a été annoncée en grande pompe. Publicité, portraits à sa gloire<sup>1</sup>: impossible de passer à côté. Plusieurs mois après son arrivée, quel bilan tirer de ce changement au sein de ce qui est parfois présenté comme le « vaisseau amiral » de la chaîne publique ? Au-delà des « bourdes » et autres « moments gênants » largement commentés par ailleurs, que nous raconte le 20h de Léa Salamé ? Et comment ?

Nous avons regardé les 20h présentés par Léa Salamé entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre 2025, soit 31 JT<sup>2</sup>. L'analyse porte sur les reportages, les interventions de journalistes en plateau, les duplex, les interviews et les brèves<sup>3</sup>. Cela équivaut à 482 sujets (auxquels il faut ajouter les brèves) soit environ 23h30 d'information.

Près de 50 % des sujets (brèves exclues) durent moins de 2 minutes. Très courts, ceux-ci sont principalement diffusés dans la première moitié du 20h, qui dure au total environ 50 minutes. La deuxième moitié du JT est souvent consacrée à un « grand format », qui consiste soit en une série de petits sujets sur la même thématique, soit en un ou deux reportages plus longs. Ainsi, 54 sujets (soit environ 11 % des

482 contenus) font plus de 5 minutes et seulement 11 (environ 2 %) dépassent les 8 minutes. Le 16 septembre par exemple, un reportage de 10'31 est consacré au trafic de cocaïne. Mais la majorité de ces très grands formats (6 sur 11) sont en fait... des interviews de personnalités politiques.

Le 20h a ainsi consacré une part non négligeable de son temps à des interviews. En durée cumulée, il s'agit même de la première catégorie de sujets: environ 4h30, réparties sur 26 JT (soit environ 19 % de la durée totale des contenus). Au total, ce sont 36 personnes qui ont été interviewées: des politiques (12), des artistes (6), des patrons (2), des économistes (3). Notons aussi la présence d'une syndicaliste (CFDT), d'une scientifique de l'institut Pasteur et de l'omniprésent Jérôme Fourquet<sup>4</sup>. Les durées d'interviews varient énormément: de 3'44 (entretien avec Gabriel Zucman le 10 sept.) à 27'30 (interview avec Sébastien Lecornu le 8 oct.).

### L'«ACTUALITÉ» SELON FRANCE 2: UN GRAND ZAPPING

Un premier constat s'impose: « l'actualité » consiste en une suite décousue de reportages sans qu'aucune logique de hiérarchisation de l'information

1. «Starification des journalistes: le cas Léa Salamé», *Médiacritiques* n°56, automne 2025, p. 21.

2. Autrement dit les 20h du lundi au jeudi.

3. Sauf exceptions, les titres du journal ne sont pas inclus dans les décomptes, tout comme les lancements des reportages.

4. Les interviewés restants sont: Anne-Charlène Bezzina, le cardinal François Bustillo, Anastasia Fomitchova, le général Patrick Dutartre, l'avocat Christophe Ingrain, Delphine Horvilleur, Gaëlle Paty, Alexis et Félix Lebrun, Cédric Sapin-Defour.

ne se dégage. Ce constat est particulièrement vrai pour la première partie du JT, où les formats très courts s'enchaînent. Cette impression de zapping est accentuée par le choix régulier de la rédaction de saucissonner certaines thématiques: le 16 octobre, la problématique de l'IA est abordée en première partie du journal... puis à nouveau à la fin du JT. De même le 7 octobre: le journal commence avec l'actualité politique française, enchaîne avec Israël, quelques sujets «magazine» (dont la sortie l'album de Taylor Swift)... avant d'entamer une nouvelle boucle: actualité politique française d'abord, Israël ensuite.

Au-delà de cette discontinuité, un autre aspect du 20h interpelle: l'appétence pour les sujets «magazine» et les «actus insolites». Assurément, le 20h de Léa Salamé en contient (presque) chaque soir: «Chute libre: un couple à 280 km/h» (1<sup>er</sup> sept.); «Vol Paris-Ajaccio: le contrôleur s'endort, l'avion tourne en rond» (17 sept.); «Pêche: le chant des coques» (20 sept.); «Piment: le gout de l'extrême» (30 sept.); etc. Ces sujets, qui représentent un peu moins de 8% de la durée totale des contenus, sont caractéristiques d'un traitement par le prisme du «fait divers»: décontextualisation et déconnexion des aspects sociaux, économiques et historiques, dépolitisation et sensationnalisme. Ils n'en répondent pas moins à la consigne qu'avait fixée la PDG de France Télévisions Delphine Ernotte à Léa Salamé: un 20h «*plus accessible*», «*moins anxiogène*» et «*[qui] perce sur les réseaux sociaux*», selon des propos rapportés par *Télérama* (1<sup>er</sup> sept.).

Le procès Jubillar est un exemple parfait de ce mode de traitement de l'actualité. Si les sujets qui lui sont consacrés sont tous de courte durée<sup>5</sup>, le procès est l'un des rares «événements» déconnectés de l'actualité politique et internationale à bénéficier d'un traitement régulier: entre le 22 septembre et le 16 octobre, il a été abordé dans 9 des 16 JT observés, pour une durée totale d'environ 24 minutes. L'approche «fait-diversière» domine partout: loin de couvrir cette actualité sous l'angle des féminicides, du travail de la police criminelle ou de celui des juges par exemple, le JT a opté pour un mode de traitement de l'information façon «chaîne en continu»: au menu, détails morbides et «péripiéties». Le 6 octobre, par exemple, le JT relate les «rebondissements» liés au bornage du téléphone de l'amant de Delphine Jubillar. Et le 1<sup>er</sup> octobre, Léa Salamé s'enorgueillit de diffuser «en exclusivité» un enregistrement de Cédric Jubillar: «*Vous n'aviez pas entendu sa voix. Dans un enregistrement audio que nous vous diffusons en exclusivité, Cédric Jubillar se confie quelques heures seulement après la disparition de*

*sa femme, et, fait troublant, il parle déjà d'elle à l'imparfait.*» De fait, le 20h de Léa Salamé a presque systématiquement privilégié les angles sensationnalistes pour rendre compte de ce procès.

## INSÉCURITÉ, TRAFIC DE DROGUE ET VIOLENCES: FRANCE 2 A PEUR

36 reportages ont été consacrés aux questions d'insécurité au sens large: agressions, drogue et délinquance routière. Répartis sur 20 JT – soit presque 2 soirs sur 3! –, ces sujets sont très souvent construits de la même manière: un «rappel des faits» accompagné d'images «choc», le témoignage des victimes, de proches et/ou des riverains, Léa Salamé accentuant souvent le caractère impressionnant ou «exceptionnel» des faits – «*Ces images saisissantes cet après-midi à Marseille*» (2 sept.). Le journalisme de préfecture n'est évidemment jamais très loin: la proximité avec les sources policières est criante... et se révèle d'ailleurs au grand jour dans le cadre de reportages «embedded» – le 17 septembre par exemple, à l'occasion d'un sujet titré «Violences familiales: des policiers en première ligne».

La combinaison quasi systématique de trois biais – absence de contextualisation, mise en scène spectaculaire et dépendance aux sources policières et/ou judiciaires – contribue à imposer un cadrage largement sécuritaire de ce type d'«actualités», lequel prédomine également dans la couverture des mobilisations sociales. Sur les 26 sujets consacrés aux manifestations de septembre-octobre, 14 (soit un peu plus de la moitié) commencent par là: «Mouvement bloquons tout: un dispositif policier XXL» (9 sept.); ««Bloquons tout»: Rennes sous tension» (10 sept.); «80 000 policiers mobilisés: le risque des casseurs» (17 sept.); etc. Si les témoignages de manifestants ne sont pas absents (12 reportages), ils prennent la forme de l'inévitable micro-trottoir: comme ailleurs, la dépolitisation fait loi. Quant à la question des violences policières, elle est inexistante, ou tout comme. Ainsi, suite aux manifestations du 18 septembre, Léa Salamé annonce qu'un correspondant de France TV à Lyon a été blessé mais préfère renvoyer manifestants et policiers dos à dos plutôt que de pointer la responsabilité des policiers: «*Une pensée ce soir pour notre collègue correspondant à Lyon qui a été blessé au dos lors de heurts entre les forces de l'ordre et un groupe de jeunes en marge des manifestations. Il a été pris en charge et transporté à l'hôpital. Nous pensons à lui ce soir.*»<sup>6</sup>

Les enjeux politiques et économiques, en revanche, y occupent une place prépondérante:

5. 9 reportages durant entre 1'16 et 2'09; un reportage de 2'55 et un autre de 4'27.

6. De manière plus générale, la question des violences policières est largement absente des 20h de France 2. Parmi les quelques rares reportages consacrés à cette question, on peut citer le 20h du 7 sept. présenté par Laurent Delahousse: «Vidéo d'un jeune giflé: enquête ouverte contre des policiers».

7. «Journalisme mainstream: 40 ans de propagande au service du capital», *Blast*, 3 nov. 2024.

combinés, ils représentent 134 reportages (soit environ 28% du nombre total de sujets et un peu moins de 23% de la durée totale des contenus étudiés).

### LA POLITIQUE ENTRE COURSE DE PETITS CHEVAUX ET SUIVISME GOUVERNEMENTAL

Ces deux mois ont d'ailleurs confirmé une tendance qui préexistait évidemment à l'arrivée de Léa Salamé: l'amour du 20h pour la politique politicienne. «Le pouvoir dans l'impasse: une journée sous tension» (7 oct.); «Crise politique: la journée de la dernière chance» (8 oct.); etc. Les sujets relatant les dernières péripéties de l'exécutif, à coups de citations de députés, de conseillers de l'Élysée ou de Matignon, de «proches» de personnalités politiques, souvent anonymes, ne manquent pas. «*Les pronostics vont bon train et les noms qui circulent... on va vous les donner maintenant. Les coulisses, aussi, d'une journée de tractations dans les partis. C'est le feuilleton politique du jour!*», annonce par exemple Léa Salamé le 10 octobre: une belle synthèse du mode de traitement de l'actualité politique dans les médias dominants! En réduisant ainsi les événements aux calculs politiques de couloir, en reprenant – souvent sans le moindre recul – la communication du personnel politique, le 20h participe activement à la dépolitisation de la politique.

Le suivisme à l'égard du pouvoir continue lui aussi d'aller bon train. Concernant les débats autour du budget par exemple, seule la vision de l'exécutif a eu droit de cité. Le projet politique porté par le gouvernement Lecomu a ainsi bénéficié de plusieurs reportages: «Pouvoir d'achat: serez-vous les gagnants du prochain budget?» (13 oct.); «Impôts, retraites: que prévoit le budget 2026» (14 oct.); «Médicaments, arrêts maladies: coup de rabot sur la santé» (15 oct.); «Pouvoir d'achat: les mauvaises surprises du budget» (16 oct.). Si des critiques voient le jour ici ou là, le cadrage de l'exécutif n'est pas remis en question: «il-faut-baisser-les-dépenses». Dans le même temps, les contre-projets des oppositions, mais aussi ceux des syndicats ou des ONG, sont maintenus totalement hors-champ dans le 20h, qui se contente de médiatiser certaines propositions débattues à l'Assemblée nationale et/ou très discutées dans le débat public (la taxe Zucman par exemple).

Bref, le message est simple: «il n'y a pas d'alternative». Et si cet agenda à sens unique n'avait pas clarifié les choses, les interviews sont là pour enfoncer le clou. On y observe en effet un quasi-monopole

pour le gouvernement et ses alliés: Gérard Larcher (2 sept.), François Bayrou (4 sept.), Bruno Retailleau (8 sept. et 7 oct.), Yaël Braun-Pivet (2 oct.), Sébastien Lecornu (8 oct.), Jean-Pierre Farandou (14 oct.). Ajoutons à cela deux figures du PS, alors en négociation avec le gouvernement: Olivier Faure (7 oct.) et François Hollande (13 oct.). Restent quatre interviews, distribuées entre Jean-Luc Mélenchon (8 sept.), Dominique de Villepin (22 sept.), Henri Guaino (25 sept.) et Jordan Bardella (13 oct.).

### ÉCONOMIE, SOCIAL: LE TRIOMPHE DE L'ORTHODOXIE

S'agissant des enjeux économiques non plus, le pluralisme n'est pas au rendez-vous. Les thèmes sont, certes, variés: coût de la vie («Voitures d'occasion: le temps des bonnes affaires», 23 sept.); actualité des entreprises («Petit bateau: la marque bientôt sous pavillon américain», 4 sept.); emploi («Mécaniciens, carrossiers: les embauches accélèrent», 4 sept.); impôts («Impôt: le ras le bol des contribuables?», 9 sept.); ou encore santé («Arrêt maladie: vos congés pourront être reportés», 11 sept.); etc. Mais la quasi-totalité d'entre eux s'inscrit dans une même perspective «micro-économique», au détriment de tout un pan de la macro-économie et des enjeux sociaux. Comme nous le décrivions dans un épisode de «4e pouvoir»<sup>7</sup>, «l'objet est moins d'informer des citoyens sur le système économique capitaliste dans lequel ils vivent que de donner à des individus les recettes pour évoluer au mieux à l'intérieur de ce système.»

La question du coût de la vie, typiquement, est presque uniquement abordée sous cet angle: «Fournitures scolaires: comment payer moins cher» (1<sup>er</sup> sept.) – 9<sup>h</sup>23 de reportage! –; «Pommes de terre: bientôt moins chères?» (2 sept.); «Pouvoir d'achat: leur fin de mois arrive le 15» (16 sept.); etc. Si certains reportages se veulent davantage «analytiques» («Hausse des frais bancaires: pourquoi payez-vous si cher?», 7 oct.), un grand nombre se contente de «donner la parole aux Français», sous couvert de «proximité» avec le public. Le 1<sup>er</sup> septembre par exemple, on suit plusieurs familles qui font leurs courses dans un supermarché et le 16 septembre, d'autres qui ont du mal à finir leur mois. Si ce type de reportage visibilise des catégories socioprofessionnelles traditionnellement sous-médiatisées, les conditions de prise de parole restent particulièrement médiocres. Ces reportages privilégiant en outre un point de vue très individuel sur les difficultés vécues par ces familles, ils permettent surtout de

décontextualiser et de dépolitiser les enjeux économiques et sociaux. C'est d'ailleurs une constante au 20h de Léa Salamé. Si la pauvreté est évoquée ici ou là (de manière superficielle), elle est surtout « naturalisée » : les sujets en question ne portent jamais sur les causes de ces problèmes et s'accompagnent encore moins d'une remise en question des acteurs et des politiques qui en sont responsables.

À cet égard, le monde économique – très souvent réduit au témoignage de quelques chefs d'entreprise, parfois accompagné de celui de quelques salariés – apparaît la plupart du temps comme un spectateur passif, quand il n'est pas décrit en victime de l'instabilité politique : « Instabilité politique : ces patrons qui gèlent leur embauche » (11 sept.) ; « Le pays dans l'impasse : inquiétude dans les entreprises » (8 oct.) ; « Crise politique : le coût de l'instabilité » (8 oct.) ; etc. Un récit dominant à front renversé, là encore : de l'impact du patronat et des forces économiques sur le champ politique, il ne sera jamais question. Cette vision unilatérale des interactions entre instabilité politique et crise économique est représentative d'un JT qui, comme nous le disions précédemment, n'aborde que peu les questions macroéconomiques, bien souvent focalisées sur la croissance, elle-même traitée de manière prédictive – « les prévisions de croissance », qui n'ont fait l'objet que d'une brève le 11 septembre. Ajoutons qu'au 20h de Salamé, la question du chômage est, à peu de chose près, un non-sujet.

Ces biais se couplent à une vision unilatérale de la question de la dette et de la réduction des déficits publics. Le nombre de reportages consacrés à la dette et au budget est assez limité : 7 reportages pour une durée d'environ 18 minutes. Le sujet est néanmoins évoqué à travers les interviews d'hommes et femmes politiques, d'« experts » et de patrons ainsi que dans certains sujets internationaux (concernant l'Italie, par exemple). Reprenant le leitmotiv médiatico-politique d'une dette insoutenable qu'il faut à tout prix baisser, le 20h ne questionne jamais cette vision du monde. Certains reportages ont beau souligner les difficultés auxquelles sont confrontés certains acteurs – économiques, généralement... – face à la réduction des budgets, les journalistes n'en tirent aucune conclusion. La dette apparaît ainsi comme le principal (si ce n'est le seul) indicateur utilisé pour évaluer les politiques publiques. Le reportage consacré à la réforme des retraites en Italie – « Italie : travailler plus pour réduire la dette » (29 sept.) – fournit un bon exemple de ce cadrage général passablement

orienté, résumé par la journaliste de France 2 en fin de sujet : « Une loi difficile pour les travailleurs, mais indispensable pour les finances publiques italiennes. »

Les conditions de travail de ces travailleurs ne sont pas, quant à elles, considérées comme un indicateur pertinent pour évaluer une politique publique. Aucun responsable politique n'est d'ailleurs questionné sur cet enjeu dans le 20h de Salamé. À l'exception d'un reportage consacré à des travailleurs saisonniers au Maroc (1<sup>er</sup> oct.), cette question est reléguée aux marges et le temps de parole des travailleurs excède rarement la dizaine de secondes. Le 8 octobre par exemple, les conditions de travail d'un conducteur de travaux sont très rapidement évoquées dans un sujet consacré à ladite « suspension » de la réforme des retraites – « Qu'en pensent les futurs retraités ? » L'exception qui confirme la règle. Laquelle consiste, pour le 20h, à davantage traiter les débats sur la réforme des retraites au prisme du financement du régime par répartition plutôt qu'en informant sur les impacts concrets de cette réforme (et des modifications attenantes) sur les conditions de vie en bonne santé ou sur les accidents du travail, par exemple.

Quel que soit l'angle par lequel on observe le traitement des questions économiques et sociales, un seul constat s'impose : sans grande surprise, le prêt-à-penser néolibéral triomphe dans la grand'messe du 20h, qui n'hésite pas à recourir aux pires clichés de l'idéologie dominante. Le « grand format » du 20 octobre en a donné un exemple caricatural. Sobrement intitulé « Bienvenue en Absurdistan »<sup>8</sup>, l'annonce lors des titres par Léa Salamé donne le ton : « On vous emmène ce soir au pays de l'absurde : et malheureusement, c'est chez nous. On a enquêté sur ces normes qui rendent fous les chefs d'entreprise, sur ces ponts construits pour rien, sur ces documents administratifs qu'on met des heures à remplir. » Composée de 4 reportages, cette « page spéciale » reprend à son compte une obsession historique de la droite traditionnelle et de l'extrême droite – le poids des « normes » et le carcan de l'État « mammouth » – sur un ton sensationnaliste et tapageur que ne renierait sans doute ni RMC, ni Europe 1<sup>9</sup>. Elle n'en témoigne pas moins de la force que peut impulser un cadrage biaisé – et rabâché depuis des décennies. Si les voix discordantes ne sont pas absentes, elles sont complètement écrasées par l'angle et le registre choisis par les journalistes de France 2 : la dénonciation de normes jugées absurdes. Les aspects environnementaux et sociaux sont quant à eux absents de cette page spéciale.

8. Le grand format est aussi à plusieurs reprises appelé « Grand travaux : le tour de France de l'absurde ».

9. Où la chronique d'Emmanuelle Ducros (journaliste à L'Opinion) s'intitule d'ailleurs... « Voyage en absurdie ».

## L'ÉCOLOGIE, GRANDE OUBLIÉE

Avec un peu moins de 25 minutes cumulées réparties sur 9 jours, les sujets liés à l'écologie n'ont pas fait l'objet d'une couverture supérieure à celle du procès Jubillar (environ 24 minutes cumulées)<sup>10</sup>! Cette invisibilisation se mesure également au fait qu'aucun responsable politique n'a été interrogé sur des enjeux environnementaux, et encore moins sur l'impact écologique de son programme économique. Au 20h, l'impact environnemental n'est d'ailleurs jamais considéré comme un indicateur pertinent lorsqu'il s'agit de discuter d'une mesure économique: il en va, là encore, d'un angle mort structurant dans les grands médias<sup>11</sup>.

«Pire»: dans les reportages liés à l'environnement, la part consacrée plus spécifiquement au réchauffement climatique est... quasi nulle: un unique et court reportage (1'42) vulgarise une étude scientifique sur l'impact du réchauffement climatique sur les coraux («Disparition des coraux: une menace pour l'humanité», 13 oct.). À cela, il faut ajouter quelques mentions qui, au gré des reportages, évoquent ici ou là des phénomènes météorologiques («Tornade meurtrière dans le Val-d'Oise: ces phénomènes sont-ils prévisibles en France?», 21 oct.). Le 20h réussit même l'exploit d'invisibiliser le réchauffement climatique à l'occasion d'un grand format pourtant consacré aux «événements climatiques extrêmes», diffusé le

15 octobre. «[Ils] se multiplient mais sommes-nous prêts à les affronter?» se demande Léa Salamé. En guise de réponse: 4 reportages pour près de 13 minutes... mais l'impact du réchauffement climatique n'est évoqué qu'à une seule reprise! Bref, comme le veut le mode de traitement dominant des enjeux environnementaux, les causes sont systématiquement éludées au profit de la télégenie des catastrophes et de la description des conséquences, notamment économiques.

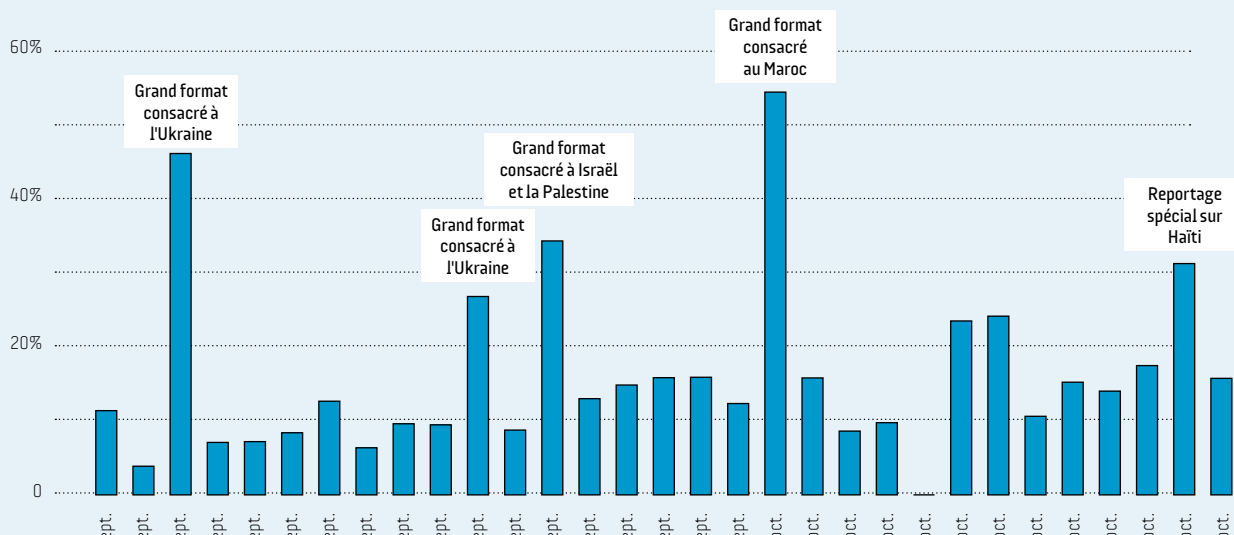
## L'INFORMATION INTERNATIONALE EN COURANT ALTERNATIF

Avec 92 reportages pour environ 3h48 (brèves incluses), on pourrait considérer que l'information internationale est traitée en longueur (environ 16% des contenus). Il s'agit d'un constat en trompe l'œil. Tout d'abord, la durée varie énormément en fonction des jours: 50% des éditions y ont par exemple dédié moins de 6 minutes et demi. À l'inverse, certains 20h ont pu y consacrer une part significative, notamment lorsque le sujet fait l'objet de la deuxième partie du journal (le «grand format»). Ce fut le cas le 3 septembre, lorsqu'un grand format sur l'Ukraine a occupé près de la moitié du JT (47%). Ce fut également le cas un mois plus tard, le 1<sup>er</sup> octobre, avec la diffusion d'une page spéciale sur le Maroc (55% du 20h). Mais en moyenne, l'information internationale n'a le droit qu'à 7'30 par JT, c'est-à-dire environ 17% de la durée totale d'un journal.

10. Un constat d'autant plus accablant que nous avons compté dans «écologie» des sujets qui auraient pu être classés ailleurs.

11. «Les journalistes, l'écologie et le capitalisme», *Médiacritiques* n°52, oct.-déc. 2024, p. 20.

Pourcentage de la durée totale des reportages dédiés à l'actualité internationale au 20h de Léa Salamé  
du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 30 octobre 2025



## ISRAËL-PALESTINE: UN SUIVI EN TROMPE L'ŒIL

Le traitement d'Israël et du génocide à Gaza mérite qu'on s'y arrête. Si le nombre de reportages et leur durée totale n'est pas négligeable (même si elle ne représente même pas 4 % de la durée totale des reportages), ils sont très inégalement répartis dans le temps.

Le traitement est surtout disparate. Ainsi, le quotidien des Palestiniens de Gaza n'a bénéficié que de 4 reportages en 31 JT (pour un total d'environ 7'30), répartis sur 4 soirées. Quant à la Cisjordanie, elle n'a été abordée qu'à une unique reprise, au cours d'un reportage certes plus long que la moyenne (7'25). À cela, on peut ajouter quelques mentions superficielles, disséminées dans des reportages plus généraux sur la situation de la région.

Cette invisibilisation du quotidien vécu par les Palestiniens prend d'autres formes. À l'instar de ce qui s'observe ailleurs dans les médias dominants, le phénomène du deux poids, deux mesures donne le ton. Là où les otages israéliens ont bénéficié de portraits à part entière et de témoignages de leurs proches, la libération de prisonniers palestiniens est effleurée – et à une seule reprise –, reléguée à la toute fin d'un reportage largement consacré aux otages israéliens (13 oct.). Le titre parle d'une « *journée historique* »... mais seulement d'un certain point de vue: sur près de 3 minutes, seules 34 secondes sont consacrées aux Palestiniens. Aucun nom n'est donné, aucun portrait n'est fait d'eux.

Cette invisibilisation passe par d'autres angles morts pour le moins problématiques. La qualification de génocide est ainsi totalement ignorée: ni l'avis de l'Association internationale des chercheurs sur le génocide, ni les conclusions de la Commission d'enquête de l'ONU n'ont fait l'objet de reportage! Et lorsque Dominique de Villepin évoque la question le 22 septembre, Léa Salamé évacue le sujet:

– **Dominique de Villepin:** *La communauté internationale, elle est là pour rappeler Benjamin Netanyahu à ses devoirs, à sa responsabilité à un moment où un génocide se déroule à Gaza.*

– **Léa Salamé:** *Vous employez le mot de génocide, qui n'a pas été pour l'instant qualifié par la justice internationale...*

– **Dominique de Villepin:** *Elle a parlé de risque plausible de génocide. Dans la convention de 1948, il est prévu que c'est une nécessité de prévention et de répression...*

– **Léa Salamé:** *Oui, mais...*

– **Dominique de Villepin:** *... c'est-à-dire que tous les États sont obligés de prendre des mesures conservatoires pour empêcher ce risque génocidaire de se produire.*

Dans le détail, on constate par ailleurs que les pays ayant retenu l'attention du 20h sont peu nombreux: 26 sur près de 200<sup>12</sup>. Des régions entières sont donc quasiment absentes: l'Océanie (aucune mention), l'Amérique du Sud (1 reportage sur le Venezuela), l'Afrique (une page spéciale de 4 reportages sur le Maroc ainsi qu'une brève sur Madagascar), le Proche et Moyen-Orient (seul Israël et la Palestine sont abordés – nous y reviendrons) et l'Asie du Sud-Est (1 reportage et 1 mention sur Taïwan). L'Inde n'est quant à elle abordée qu'à une reprise (et mentionnée une fois). Quant à la Chine, elle fait l'objet de 3 sujets et apparaît dans un reportage plus général sur l'Asie.

Concernant les pays évoqués, ils n'ont en fait bénéficié que d'une médiatisation ponctuelle. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques du traitement de « l'international » par le 20h: à quelques exceptions près (sur lesquelles nous reviendrons), il n'y a aucun suivi sur le long terme. Ainsi, sur la période étudiée (deux mois), 46 % des pays n'ont été traités que lors d'un unique JT et 62 % lors de deux JT ou moins<sup>13</sup>.

Il n'est pas étonnant, dans de telles conditions et face à une telle rareté de l'information, que le 20h braque son regard sur tel ou tel pays uniquement dans le contexte d'une actualité dite « chaude »: catastrophe naturelle et/ou humaine (« Tremblement de terre: près de 1 000 morts en Afghanistan », 1<sup>er</sup> sept.; « Jamaïque: les images d'un pays dévasté », 30 oct.; « Accident du funiculaire: le Portugal en deuil », 4 sept.); tensions géopolitiques et conflits internationaux (« Donald Trump: le Venezuela dans sa ligne de mire », 16 oct.); élections (« Ingérence russe: les élections moldaves sous surveillance », 25 sept.); mouvements sociaux (« Maroc: une jeunesse en colère », 1<sup>er</sup> oct.). En disparaissant aussi rapidement qu'elles sont venues, les caméras du 20h sont vouées à livrer de ces événements une approche superficielle et/ou par le haut, qui invisibilise largement le vécu des habitants – et rend évidemment difficile, pour ne pas dire impossible, une fine compréhension des enjeux.

Trois sujets bénéficient cependant d'une médiatisation sur la durée: Israël et la Palestine d'abord (24 reportages pour un total de près de 54 minutes), l'actualité liée à la Russie (8 reportages sur les ingérences russes et 11 reportages liés à la guerre avec l'Ukraine, pour un total d'environ 56 minutes) et enfin, les États-Unis (8 reportages pour environ 18 minutes).

<sup>12</sup>. Afghanistan, Chine, Corée du Nord, Inde, Iran, Taïwan, Albanie, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Italie, Moldavie, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Ukraine, Russie, Israël, Palestine, États-Unis, Jamaïque, Haïti, Venezuela, Madagascar, Maroc.

<sup>13</sup>. Sur les 10 pays ayant bénéficié de reportages sur plus de 2 JT, 5 sont européens.

– **Léa Salamé**: Oui, mais pour l’instant, la Cour internationale de justice n’a pas jugé sur le fond de cette affaire-là. Les mots ont un sens, mais au-delà de Benjamin Netanyahu, que répondez-vous ?

Verrouillage, encore et toujours.

\*\*\*

Disons-le: le 20h de France 2 n’a pas attendu Léa Salamé pour manifester les biais ici passés en revue. Du traitement pour le moins questionnable des JO<sup>14</sup> au traitement largement biaisé de la présidentielle<sup>15</sup> en passant par la couverture désastreuse des mobilisations sociales<sup>16</sup> ou de la question palestinienne<sup>17</sup>, les archives d’Acrimed sont là pour en témoigner. Faut-il en déduire que ces errements sont intrinsèques au format du 20h ? Si les contraintes pèsent lourd, la « mal-information » n’est pourtant pas une fatalité. Pour s’en convaincre, il suffit de se tourner... vers le 20h.

Car parmi les 482 reportages, tous ne témoignent pas d’une faillite journalistique. On a pu mesurer, par exemple, la plus-value (et les bienfaits) d’un long reportage international lorsque celui-ci n’est pas préalablement verrouillé par la direction parisienne. Ce fut le cas lors du grand format consacré au Maroc (1<sup>er</sup> oct.). C’est d’ailleurs à l’occasion de cette page

spéciale qu’a été diffusé l’un des rares reportages principalement axés sur les conditions de travail. De même, le JT a montré qu’il était possible, dans une certaine mesure, de faire de la vulgarisation scientifique (« Pesticides: les riverains des vignes contaminés », 15 sept.; interview de la directrice de l’institut Pasteur, 9 oct.). Enfin, citons le reportage « Mineurs délinquants: au cœur d’un tribunal pour enfant » (2 sept.). D’une durée de près de 13 minutes, ce sujet montre qu’un traitement de fond est possible (et même souhaitable) et qu’il permet, dans une certaine mesure, de contourner les réflexes simplistes et immédiats du cadrage sécuritaire traditionnel de ces questions. Ces reportages ne sont pas exempts de défauts. Cependant, leur existence montre à quel point la médiocrité d’ensemble du 20h est d’abord et avant tout la conséquence... de choix éditoriaux: oui, un autre JT est possible! ■

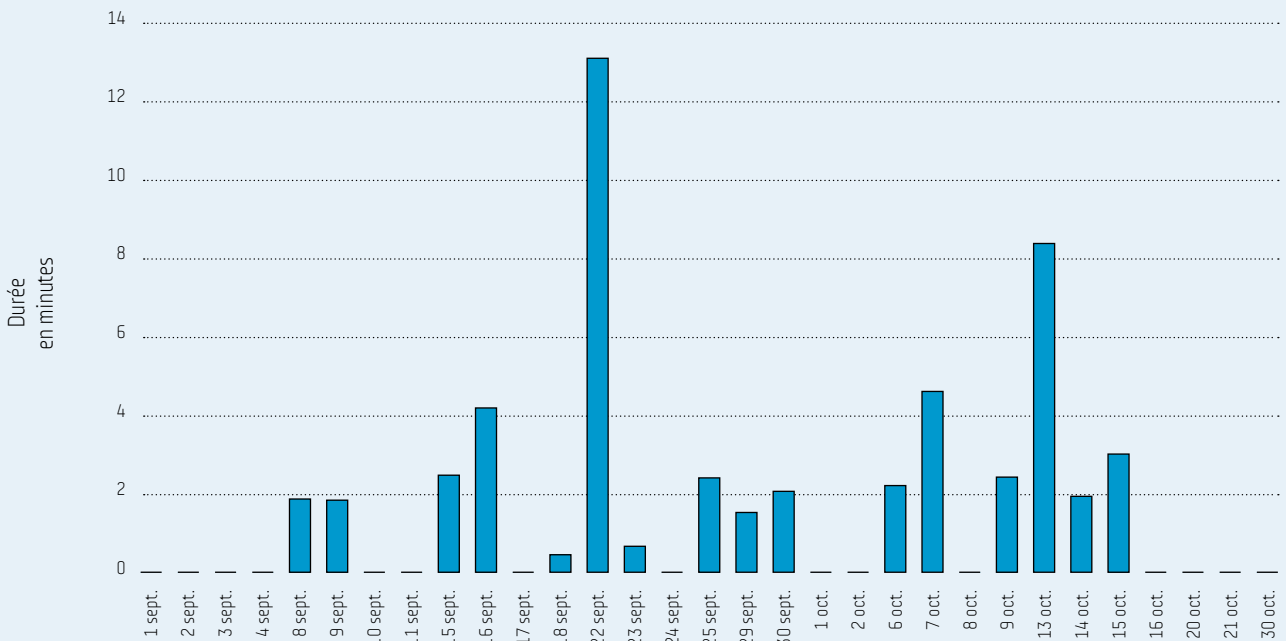
**14.** « JO: au JT de France 2, la célébration plutôt que l’information », Acrimed, 6 sept. 2024.

**15.** « Le format contre l’information », *Médiacritiques* n°52, mai-juin 2022, p. 26.

**16.** « 50 nuances de galère », *Médiacritiques* n°34, janv.-mars 2020, p. 13.

**17.** « Palestine: la désinformation au 20h de France 2 continue », Acrimed, 17 juin 2022.

**Durée des reportages consacrés à Israël et à la Palestine au 20h de Léa Salamé**  
du 1<sup>er</sup> septembre 2025 au 30 octobre 2025



# ANATOMIE D'UN RÉCIT MÉDIATIQUE ISLAMOPHOBIE

## Quartiers populaires, LFI et le « vote musulman ».

« **J**ean-Luc Mélenchon et l'obsession des quartiers populaires » (France Inter); « quête du vote musulman » (Franceinfo); « séduire les nouveaux “damnés de la terre” » (L'Express); « flatte[r] les banlieues musulmanes » (Libération); « courtiser l'électorat des quartiers populaires » (La Provence); « capitaliser sur l'antisémitisme pour capter le vote musulman » (Le Point)...: au cours des deux dernières années, la question palestinienne et le militantisme de LFI sur le sujet ont réactivé un leitmotiv popularisé de longue date dans le débat public par les acteurs politiques et médiatiques. Retour sur un procès ordinaire en clientélisme, fondé sur des préjugés racistes, qui aura activement contribué à la normalisation de l'islamophobie ainsi qu'à la diabolisation de la gauche par la presse française.

Le 3 décembre 2025 dans l'émission « Tout est politique » (Franceinfo), l'inénarrable Nathalie Saint-Cricq s'entretient avec le député Alexis Corbière (L'Après). Conformément au gloubi-boulga habituel des plateaux télé, la journaliste fait un lien entre La France insoumise et l'« ambiance d'antisémitisme » qui règnerait en France. Installée sur ces excellentes bases, l'interview continue de dériver avec l'échange qui suit :

– **Nathalie Saint-Cricq**: Il y a eu le procès avec Raphaël Enthoven et Richard Malka, il y a quand même un certain nombre d'accusations d'antisémitisme autour de votre ancienne famille, je parle pas de vous. Est-ce que vous vous dites pas: « Bah, écoutez, on a eu raison finalement de [inaudible]... » ?

– **Alexis Corbière**: L'antisémitisme est une chose sérieuse. Il existe dans le pays, d'accord, ça existe... [Coupé].

– **Nathalie Saint-Cricq**: Et la quête du vote musulman aussi.

– **Alexis Corbière**: Alors déjà... là, je vous reproche... Pourquoi vous faites ce lien ? [...] Pourquoi quand je parle d'antisémitisme, vous faites un lien avec « la quête du vote musulman » ? Quel est le rapport ? Pensez-vous qu'il y a des gens qui sont antisémites pour aller chercher « le vote musulman » ?

– **Nathalie Saint-Cricq**: Ah oui.

– **Alexis Corbière**: Moi, je trouve ça intolérable de votre part.

– **Nathalie Saint-Cricq**: « Intolérable »... C'est pas intolérable, il y a eu des études ! [...] C'est pas eux qui sont ciblés ! Je n'ai pas ciblé ce qu'ils pensaient, mais certains qui croient, et ça a été... qui croient que le nouveau prolétariat... Donc... [...] C'est pas les musulmans qui sont condamnables, c'est ceux qui croient qu'en leur disant des propos antisémites, on va pouvoir les rallier. C'est pas du tout pareil !

La séquence circule massivement sur les réseaux sociaux et Nathalie Saint-Cricq s'attire alors les soutiens qu'elle mérite, du *Figaro* (9 déc.) à la très sérieuse

Florence Bergeaud-Blackler (X, 8 déc.), en passant par Pascal Praud, qui vole au secours d'une «journaliste remarquable»: «Elle est du service public, mais il faut la défendre parce qu'elle n'a fait que son métier!» (CNews, 9 déc.) Mais cette fois-ci, la journaliste fait aussi l'objet d'une pétition réclamant son «licenciement immédiat [...] de son poste de direction», d'un communiqué de l'Association des journalistes antiracistes et racisés (9 déc.), en plus de deux saisines déposées successivement auprès de l'Arcom par le recteur de la Grande Mosquée de Paris et La France insoumise.

Loin de nous l'idée de défendre une édito-  
crate au CV long comme le bras,  
mais l'honnêteté commande de  
signaler qu'elle n'a fait là que  
dire tout haut ce que les pro-  
fessionnels du commentaire  
rabâchent bruyamment – et de  
longue date. Comme le sou-  
ligne le journaliste Sébastien  
Fontenelle dans Blast, nous y  
reviendrons, «depuis vingt ans,  
en même temps qu'ils déchargent  
l'extrême droite pétainiste de son  
embasement antisémite et raciste, des politiciens dévoyés  
et – surtout – leurs éditocrates de compagnie vont brandis-  
sant l'épouvantail d'un “nouvel antisémitisme” porté, sou-  
tiennent-ils, par la gauche et les musulmans. Et depuis le  
début du massacre en cours à Gaza, plus un jour ne s'écoule  
sans que de telles calomnies ne soient proférées»<sup>1</sup>.

## UN MATRAQUAGE MÉDIATIQUE

Durant cette période en effet, chaque action de LFI en lien (de près ou de loin) avec la question palestinienne fut un prétexte aux analyses «stratégico-stratégiques» des fins limiers du journalisme. Communiqués, déclarations dans la presse, conférences publiques, campagne et constitution de la liste LFI pour les élections européennes, manifestations, happenings et actions de soutien au peuple palestinien, etc.: tout le répertoire politique et militant de LFI a été passé à la moulinette du bavardage en général... et de ce prisme en particulier.

La «séquence Saint-Cricq» n'est d'ailleurs pas sans rappeler un épisode sensiblement identique survenu le 28 juin 2024 sur BFM-TV. En plateau, la députée LFI Clémence Guetté affronte alors la morgue de Serge Raffy, passé, selon une trajectoire connue, du *Nouvel Observateur* au *Point*. Après moult calomnies vociférées en plateau – «La France insoumise n'a parlé que de Gaza. [...] Vous n'avez parlé que de

**“Vous avez utilisé  
le marteau-pilon  
pour travailler  
votre électorat  
clientéliste.”**

Serge Raffy



ça!», «Vous avez laissé courir une rumeur antisémite!» – Serge Raffy embraye «comme il se doit»:

– **Serge Raffy**: Vous avez utilisé le marteau-pilon pour travailler votre électorat clientéliste. Vous avez fait-ce jeu-là.

– **Clémence Guetté**: C'est quoi notre électorat clientéliste, monsieur?

– **Serge Raffy**: Et je pense que vous avez été des apprentis sorciers.

– **Clémence Guetté**: C'est quoi notre électorat clientéliste, monsieur?

– **Serge Raffy**: L'électorat musulman, dans les banlieues.

– **Clémence Guetté**: Ça, c'est une clientèle, «l'électorat musulman»?

– **Serge Raffy**: Mais bien sûr, ça a été fait par vous!

– **Clémence Guetté**: C'est raciste ce que vous dites, monsieur.

– **Serge Raffy**: Ah bah voilà! C'est toujours l'injonction paradoxale! [Clémence Guetté: Non mais vous croyez qu'il y a que les musulmans de ce pays qui ont du cœur pour ce qui se passe à Gaza?] Si vous me dites que je suis raciste, bah vous, vous êtes homophobe, etc.etc. [Clémence Guetté: Monsieur, vous croyez que y a que les musulmans de ce pays qui sont heurtés par ce qui se passe à Gaza?!] Et c'est ce genre de discours chez vous, madame, qui fait que le Front national continue de monter!

– **Clémence Guetté**: C'est odieux ce que vous dites.

– **Serge Raffy**: Non, c'est vous qui êtes odieuse, madame. C'est vous! Et vous êtes dangereuse pour la République!

– **Clémence Guetté**: Les électeurs musulmans, ce n'est pas un électorat captif [Serge Raffy: Vous êtes dangereuse pour la République, madame!] Ce sont des humains qui réfléchissent et qui votent pour un projet.

– **Serge Raffy**: Vous êtes dangereuse pour la République!

– **Clémence Guetté**: C'est vous qui êtes dangereux, monsieur.

1. «Le Monde, Gaza, les insoumis et les “quartiers populaires”», Blast, 27 avr. 2024.



## UN STIGMATE MÉDIATICO-POLITIQUE À DOUBLE PORTÉE

Il existe des stratégies électorales au sein des partis politiques, *a fortiori* chez ceux dont les pratiques et le fonctionnement s'inscrivent dans un processus de conquête du pouvoir par les urnes, qui plus est au sein de la V<sup>e</sup> République: en voilà un scoop journalistique! Différents cadres ou députés insoumis, jusqu'à Jean-Luc Mélenchon lui-même, n'ont d'ailleurs jamais fait mystère de leur volonté de mobiliser des habitants des quartiers populaires, où l'abstention est traditionnellement forte. Jusque-là... De même, comme le relevait Mediapart, «*oui, les rares enquêtes [post-électorales] disponibles montrent bien que Jean-Luc Mélenchon a été très nettement surreprésenté dans l'électorat musulman*». Un phénomène qui ne saurait pour autant prouver l'existence «*d'un "vote musulman" en tant que tel*», à moins d'assimiler les musulmans à un «*"tout" homogène*», d'invisibiliser «*l'abstention qui y prévaut, comme dans d'autres groupes*», et de postuler la prédominance de la variable confessionnelle dans leur vote... et sa monosémie: comme si les musulmans en question ne pouvaient voter qu'en fonction de la campagne concernant Gaza<sup>3</sup>.

Avant cela, et dès le 9 octobre 2023 à l'antenne de France Bleu Nord, Gérald Darmanin déroulait lui aussi l'argumentaire sans aucune contradiction, fustigeant le « *communautarisme* » de Jean-Luc Mélenchon

**“Je n’ai pas dit qu’il fallait être antisémite pour avoir le vote musulman, mais que LFI croyait dans sa quête du vote musulman qu’il fallait l’être.”**

2. Voir le montage vidéo, Acrimed, 23 déc. 2025.

du génocide des Palestiniens. Dès lors, le problème ne réside pas tant dans l'évocation en tant que telle d'une « stratégie insoumise » qui viserait à « mobiliser les quartiers populaires », que dans les usages et la mise en récit médiatiques de cette thématique. En d'autres termes, comme souvent, les choses se gâtent dès l'instant où le journalisme politique et les professionnels du commentaire s'en mêlent...

Trois biais majeurs, alors, se font jour : 1/ la récurrence, pour ne pas dire l'omniprésence de ce cadrage (au détriment d'autres approches) dans les productions journalistiques prétendant analyser le rapport de LFI à la question palestinienne ; 2/ le caractère doublement discriminant de ce type de parti pris, qui ne vise qu'une seule et unique fraction de l'électorat... et un seul et unique mouvement politique ; 3/ le registre (du soupçon) et les connotations (négatives) que charrient systématiquement les discours médiatiques associés : mobilisé à la manière d'un stigmatisé et commenté comme tel, le fait que LFI veuille « séduire les quartiers » est construit comme un *problème* et fonctionne dans le débat public comme une arme de disqualification des acteurs qui se rallieraient à cette « stratégie », telle que l'interprètent, en tout cas, les commentateurs.

Et du « simple » parti pris, on passe au rouleau compresseur lorsque les médias dominants reproduisent ces mêmes biais à l'unisson. L'uniformisation procède alors au moins autant de la circulation circulaire du prêt-à-penser « low cost » dans des médias « low cost », qu'elle repose sur des croyances et des présupposés idéologiques communs à la quasi-totalité des commentateurs.

### DE LA FOCALISATION SUR LE JEU POLITICIEN AUX PRÉJUGÉS RACISTES

Dès que le diptyque « LFI – Gaza » est à l'étude, les journalistes se focalisent donc sur les prétendus « objectifs » que cacherait le militantisme insoumis, au point que ce cadrage prenne le pas sur ce qui devrait constituer le b.a.-ba de l'information : que disent les Insoumis du génocide des Palestiniens ? Il en va là d'un biais somme toute ordinaire du journalisme

politique, obsédé par le jeu politicien, les tactiques, et qui manipule la sociologie électorale comme un financier joue avec ses parts de marché. Outre le fait de nourrir des réflexes confusionnistes<sup>4</sup>, ce traitement dépolitisé alimente le récit de « l'insincérité » du mouvement politique : la volonté de politi-

ser – et de populariser – la question palestinienne est perçue (et commentée) comme un calcul cynique et une manœuvre forcément suspecte.

En cette matière aussi, LFI fait l'objet d'un traitement médiatique d'« exception ». Tous les partis politiques, en effet, choisissent d'ériger tel ou tel sujet en combat de prédilection et de le décliner ensuite dans un répertoire d'actions militantes. Parmi ces « étendards », difficile d'en trouver un seul qui serait systématiquement commenté par les journalistes au prisme des arrière-pensées électorales (supposées) qu'il cacherait... et

du type de public que ses promoteurs chercheraient (supposément) à « séduire ». Face aux élus RN et LR par exemple, le mantra de « l'insécurité » n'est jamais discuté dans ces termes, pas plus que ne l'est leur obsession de « l'immigration ». De même, lorsqu'en pleine campagne électorale pour l'élection présidentielle de 2022, Emmanuel Macron fait le choix d'axer ses interventions sur l'Ukraine, les commentateurs ne raisonnent pas en termes d'« électorat à flatter », mais sur le fond, en valorisant unanimement, qui plus est, le retour du « chef de guerre »<sup>5</sup>. On pourrait ainsi multiplier les comparaisons. S'agissant de la question palestinienne, contentons-nous enfin de souligner, en reprenant les mots de Sébastien Fontenelle (Blast, 27 avr. 2024), qu'il ne viendrait jamais à l'idée des journalistes de soutenir que « la campagne électorale des partis de droite et d'extrême droite qui affichent un soutien sans faille au gouvernement israélien instrumentaliserait le vote de fantasmatiques électorats juifs ».

Unilatéraux, les commentaires sur « la quête des quartiers » participent donc d'autant plus à stigmatiser les « quartiers » en question (et LFI) qu'ils activent, en creux, des préjugés très ancrés dans le discours dominant, légitimés de longue date par les grands médias, le tout dans un climat de criminalisation générale du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. Les « quartiers populaires » sont non seulement essentialisés mais aussi altérisés, placés en extériorité par rapport à ce qui constituerait une

**“Il flatte les  
banlieues  
musulmanes, qui  
sont facilement  
anti-israéliennes,  
et qui glissent  
parfois dans  
l'antisémitisme.”**

Serge July

5. « Macron candidat : journalisme de révérence », *Médiacritiques* n°42, mai-juin 2022, p. 14.

« communauté majoritaire ». Les populations arabes – et celles de culture musulmane, singulièrement – sont évidemment visées, construites comme autant de réceptacles passifs à la communication politique et, d'ailleurs, forcément « en phase » avec la question palestinienne. L'idée n'est pas de dire que ce dernier phénomène n'existe pas, mais de souligner combien les grands médias reproduisent la mécanique de l'assignation identitaire qu'ils imputent (et reprochent) pourtant... à LFI. Enfin, soulignons qu'à vouloir ainsi fabriquer des « groupes » spécifiques – ici ethno-religieux –, les journalistes pourraient en singulariser d'autres que le positionnement de LFI serait en capacité de « séduire ». Mais force est de constater qu'en dehors des « étudiants » et des « jeunes diplômés » – quoique dans une bien moindre mesure –, le réflexe journalistique vaut uniquement pour « les quartiers »... et leurs habitants.

Cette essentialisation fonctionne d'autant plus facilement qu'elle repose sur deux « évidences » incontestables, au sens où plus aucun commentateur ne songe à les contester : « LFI est un parti antisémite » et « les quartiers populaires sont une réserve d'antisémites ». Deux « évidences » énoncées de manière plus ou moins explicite en fonction des commentateurs. Dans son entretien avec *Le Figaro* (9 déc.) après le « bad buzz », Nathalie Saint-Cricq se défend d'ailleurs d'avoir soutenu la seconde... pour mieux réaffirmer la première : « *Je n'ai pas dit qu'il fallait être antisémite pour avoir le vote musulman, mais que LFI croyait dans sa quête du vote musulman qu'il fallait l'être.* » Ceci ne rend pas le parti pris plus acceptable, mais aux yeux des grands médias... si. Du moins si l'on en croit le prétendu « mea culpa » qu'elle revendiquait, l'air infatué, à l'antenne de Franceinfo deux jours plus tard :

**Nathalie Saint-Cricq :** *Si je n'ai pas été d'une clarté extrême, je tenais à dire que [...] je ne mets pas en question les Français de confession musulmane, nos compatriotes, je mets en question les politiques, et ça je maintiens, qui utilisent et qui manient l'antisémitisme en imaginant pouvoir rafler du vote. Point. Y a rien d'autre. C'est clair, net.*

C'est en effet très clair : non seulement Nathalie Saint-Cricq ment effrontément, mais elle se classe décidément parmi les acteurs les plus en pointe dans la diabolisation (outrancière) de la gauche.

La cause est donc entendue. Peu importe ce que disent les sciences humaines et sociales. Et peu importe qu'au cours des deux dernières années, LFI ait à de multiples reprises affirmé publiquement la nécessité de combattre l'antisémitisme et formulé explicitement le péril que recouvre l'assimilation juifs/Israéliens dans le contexte du génocide : ces éléments ne sont jamais (ou très rarement) rapportés par les journalistes – et quand ils le sont, c'est pour douter de leur sincérité. Il n'est pas question de faire état de ce qui est, ni de rapporter ce qui est explicitement dit, mais de gloser sur ce qui n'est pas dit... et ce qui pourrait être.

De quoi profondément et durablement mutiler le débat public – et bien au-delà –, *a fortiori* lorsqu'une partie des acteurs pointés du doigt sont littéralement exclus de la scène médiatique, privés de toute représentation et d'expression publiques. Au premier

rang desquels les collectifs et les habitants desdits « quartiers populaires », aussi omniprésents qu'inexistants dans les productions journalistiques : sans voix dans les reportages

qui parlent d'eux, sans visage sur les plateaux audiovisuels qui les pilonnent en continu. CQFD.

## “Mélenchon «s'islamise».”

Kamel Daoud

## UNE OBSESSION MÉDIATIQUE DE LONGUE DATE

Loin de se limiter aux positions de LFI sur Gaza et à une diffusion depuis le 7 octobre 2023, cette obsession médiatique doit être réinscrite dans un double contexte : celui d'une popularisation croissante, à partir des années 2000, des théories postulant un « nouvel antisémitisme » d'une part, et des accusations en « islamo-gauchisme » d'autre part, deux phénomènes témoignant de la normalisation des discours islamophobes dans l'espace public au cours de ces deux décennies. Pour resserrer un peu plus l'entonnoir, il faut enchâsser le leitmotiv du « clientélisme » dans le cadrage médiatico-politique qui s'est progressivement installé (et fossilisé) au sujet de La France insoumise en général, et de Jean-Luc Mélenchon en particulier.

On pense notamment, pour reprendre un titre du *Figaro* (21 mai 2022), à la (longue) construction de son prétendu « tournant communautariste », et à

l'uniformisation croissante des discours qui lui furent – et lui sont encore plus aujourd'hui – associés, de procès en «islamo-gauchisme» en procès pour «complicité avec l'islamisme et le terrorisme». L'islamophobie étant l'une des principales dynamiques présidant à l'extrême droitisation (par le haut) des grands médias, elle est aussi l'un des ressorts les plus puissants de la diabolisation de la gauche. Le climat post attentats de 2015 a constitué un indéniable accélérateur, et les années qui ont suivi, cristallisé le phénomène dans les sphères médiatiques (et bien sûr politiques), d'abord via les titres historiques de la droite dite «républicaine» – au premier rang desquels *Le Figaro* –, avant que la petite musique du «clientélisme» infuse dans l'ensemble des grands médias. Illustration avec cette chronique traitant de «la dérive communautariste de Mélenchon et de son mouvement», parue le 9 octobre 2017 dans *Le Figaro*, sous la plume d'un agitateur qui demeure jusqu'à aujourd'hui l'un des principaux piliers de cette croisade idéologique:

**Alexandre Devecchio:** *Ces députés Insoumis participent de fait à la nébuleuse que Pascal Bruckner qualifie d'«islamosphère». [...] Jean-Luc Mélenchon [...] est lui-même peu soupçonnable de complaisance avec l'islam radical. Mais l'admirateur de Robespierre refuse mordicus de faire le lien entre le terrorisme et l'islamisme conquérant [...]. [On] peut s'interroger sur le cynisme électoral d'un parti qui a fait ses meilleurs scores en banlieue. [...] Pire: lorsqu'il invoque l'argument com-mode de «l'extrême droite israélienne» pour justifier son refus de siéger avec Valls [dans le cadre d'une mission parlementaire sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, NDLR], Mélenchon ne surfe-t-il pas en réalité sans scrupule sur l'antisionisme des territoires perdus de la République? Une haine d'Israël qui se confond de plus en plus souvent avec un antisémitisme assumé.*

Tout est (déjà) articulé. Marquées par les mêmes dynamiques, sur fond de «low-costisation» avancée du débat public, les huit années suivantes auront raison des marques de retenue (résiduelles!) dont faisaient encore preuve les militants réactionnaires à cette époque. Et le trope du «clientélisme» sera

une composante (plus ou moins appuyée) du traitement de la marche contre l'islamophobie (2019)<sup>6</sup>, des cabales contre «l'islamo-gauchisme» (2020-2021)<sup>7</sup>, de la couverture de la campagne de la Nupes (2022)<sup>8</sup>, des révoltes après la mort de Nahel (2023)<sup>9</sup> ou, depuis, des «polémiques» insensées qui se propagent à la vitesse de la lumière à propos de «l'entrisme islamiste»<sup>10</sup> et de ses prétendus liens avec LFI.

Il n'est donc pas étonnant que le leitmotiv du «clientélisme communautariste» de La France insoumise ait connu, en particulier depuis les années 2015, une trajectoire médiatique ascendante et sensiblement identique à celle du terme «islamo-gauchisme», son équivalent fonctionnel tant sur la forme... que sur le fond. Comme le démontre le sociologue Benjamin Tainturier<sup>11</sup>, la popularisation du terme «islamo-gauchisme» doit beaucoup, après les attentats de 2015, à la persévérance d'une poignée d'«entrepreneurs de cause» (Ivan Rioufol, Gilles-William Goldnadel, Éric Zemmour, Alexandre Devecchio, Étienne Gernelle et Michel Onfray) principalement rassemblés autour de trois titres (*Le Figaro*, *Le Point* et *Marianne*), qui ont œuvré à «en ritualiser l'usage» selon son sens

premier: le «nouvel antisémitisme». Parallèlement, un deuxième courant politique (la «gauche» dite «républicaine»), forte de ses propres missionnaires (gravitant autour du Printemps républicain), a contribué à propulser la carrière médiatique de l'«islamo-gauchisme», mais aussi à en diversifier le sens: à partir de 2016, dans les grands médias, les usages portent davantage

«sur des sujets de laïcité et d'idéal républicain», au point que Benjamin Tainturier fasse état d'un véritable «effet [Élisabeth] Badinter» au lendemain d'une interview de cette dernière, parue dans les colonnes du *Monde* le 1<sup>er</sup> avril 2016.

«Clientélisme communautariste» et «islamo-gauchisme» marchent ainsi d'autant plus facilement main dans la main qu'ils ont tous deux «la force des concepts faibles», pour reprendre l'expression du politiste Samuel Hayat<sup>12</sup>. À propos du second, il soulignait combien il fut «créé pour unir ceux et celles qui veulent stigmatiser les musulmans, s'opposer à la gauche et délégitimer les sciences sociales». Il en va strictement de même s'agissant du premier: un épouvantail rhétorique, confusionniste et suffisamment plastique pour avoir son heure de gloire dans les médias – des plateaux télé aux colonnes des journaux les plus «prestigieux» –, dès l'instant où le «débat» touche

**“LFI joue avec l'indignité pour conquérir les banlieues.”**

Le JDD

6. Pauline Perrenot, *Les médias contre la gauche*, Agone, 2023, p. 82.

7. «Islamo-gauchistes»: une chasse aux sorcières médiatique», *Médiacritiques* n°37, janv.-mars 2021, p. 14.

8. «Anatomie d'une campagne médiatique contre la gauche», *Médiacritiques* n°43, juil.-sept. 2022, p. 4.

9. «De l'appel au calme au rappel à l'ordre», *Médiacritiques* n°48, oct.-déc. 2023, p. 10.

10. «Entrisme frériste»: saturation médiatique», *Acrimed*, 24 mai 2025.

11. «Islamo-gauchisme: carrière médiatique d'une notion polémique», *La revue des médias*, 27 nov. 2020.

12. «L'islamo-gauchisme: comment (ne) naît (pas) une idéologie», *L'Obs*, 27 oct. 2020.

complaire à un certain électorat – on n’attrape pas les mouches avec du vinaigre –, et dont on voit depuis le 7 octobre que peut-être il y a une racine idéologique plus profonde.

Fermez le ban.

Il est des emballements sur les réseaux sociaux qui contribuent à particulariser et à déshistoriciser des récits jugés, à juste titre, particulièrement infâmant. La « polémique » autour de Nathalie Saint-Cricq est l’un de ceux-là : loin de détenir la maternité du leitmotiv de la prétendue « quête du vote musulman par LFI », Nathalie Saint-Cricq n’a fait que participer comme tant d’autres de ses confrères à sa banalisation dans les médias de masse – et singulièrement, pour ce qui la concerne, dans les médias de service public. D’autant plus facilement que les médias en question se sont alignés sur le moins-disant journalistique et sur sa forme dominante, le plateau de bavardage, où la bouillie intellectuelle fait loi contre toutes formes de savoirs produits par les sciences sociales. Comment comprendre cette séquence ? Comme l’énième symptôme de la radicalisation des chefferies médiatique et de leur alignement progressif sur l’extrême droite. Laquelle sera parvenue, en dix ans, à uniformiser durablement toute une partie des productions de la grande presse (audiovisuelle et écrite) concernant LFI autour d’un mot d’ordre fondamentalement raciste, reposant sur une grille de lecture identitaire que cette même presse prétend pourtant combattre.

Et à force d’avoir été répété, le leitmotiv de « la quête du vote musulman » et du « communautarisme clientéliste » de LFI s’est installé comme une « évidence » dans le débat public.

### «IL FLATTE LES BANLIEUES MUSULMANES, QUI SONT FACILEMENT ANTI-ISRAËLIENNES»

La cristallisation de cette « évidence » s’est aussi jouée dans la presse – nationale, régionale, hebdomadaire –, du JDD à Libération. Le quotidien « de gauche » peut s’enorgueillir d’avoir par exemple publié – parmi de très nombreux articles ayant recyclé ce stigmat – l’un des pamphlets les plus infâmant sur le sujet (30 oct. 2023) :

**Serge July :** [Jean-Luc Mélenchon] n’est plus dans le schéma de la revendication de deux États pour la même terre, mais dans un tout autre discours, qui est finalement celui du Hamas : les juifs dehors ! À ses yeux, ce pas de côté à ses vertus. La première est que ce diable de Mélenchon [...] la joue comme Jean-Marie Le Pen à l’époque [...]. Dernier étage de cette fusée diabolique : il flatte les banlieues musulmanes, qui sont facilement anti-israéliennes,

de près ou de (très) loin le diptyque « LFI / musulmans ». Au point de s’imposer, si ce n’est comme LE cadrage médiatique systématiquement majoritaire de ce type d’« actualités », du moins comme une « évidence » et une toile de fond omniprésente dans l’esprit des commentateurs. On le voit à ses usages médiatiques : cet automatisme journalistique n’est en définitive rien d’autre qu’un outil de disqualification visant à neutraliser toute pensée jugée hors des clous du discours dominant. Et ce, quelle que soit la conjoncture... ou la « polémique » qui lui sera associée. Le 30 octobre 2023, dans sa chronique hébergée par Libération, l’inénarrable Serge July avait le mérite de synthétiser admirablement la chose :

**Serge July :** Aujourd’hui, ce diable de Mélenchon gère son capital électoral, comme d’habitude : il était contre l’interdiction de l’abaya, il accuse la police de tuer délibérément les jeunes arabes, il prend la défense immédiate de Karim Benzema et du Hamas, et il accable Israël, un pays soutenu, selon lui, par le pire pays au monde, les États-Unis. Tout cela mis bout à bout fait une réputation, pas de celle qui fascine les beaux quartiers ou le monde intellectuel, tous les antiracistes, tous les laïcards comme moi qui ne supportent pas ces multiples clins d’œil à l’islamisme.

Une déclaration en écho à un autre exercice de clarification que dispensera quelques mois plus tard Christophe Barbier sur le plateau de « C à vous » (France 5, 15 avr. 2024) :

**Christophe Barbier,** à propos de Jean-Luc Mélenchon : Le voici depuis quelques années, au moins depuis 2019 [et la marche contre l’islamophobie, NDLR], sans doute un peu avant, converti à des revendications issues de l’islam politique, qu’on a pu croire dans un premier temps être seulement un calcul électoral pour

“Jean-Luc Mélenchon ne cesse, à des fins électorales, d’adresser des clins d’œil à la partie de la population qui, y compris dans les quartiers populaires, est sensible aux préjugés antijuifs.”

Le Monde

et qui glissent parfois dans l'antisémitisme. [...] En refusant de traiter le Hamas de terroriste, Jean-Luc Mélenchon flatte sa base électorale.

Par la voix de l'un des maîtres à penser du concept de « nouvel antisémitisme », l'historien Georges Bensoussan, *Valeurs actuelles* ne dit pas autre chose: « LFI a compris qu'il fallait [...] flatter dans les "quartiers" cet antisémitisme culturel qui est "comme dans l'air qu'on respire" [...]. LFI traduit en termes électoraux la communautarisation de la société française. » (8 oct. 2024) *Le Point* non plus, où à la suite de Serge July, Kamel Daoud prétend analyser comment « Mélenchon mise sur l'antisémitisme » (20 nov. 2023):

**Kamel Daoud:** Ce n'est plus un tabou d'en parler: le vote musulman existe. Mais qu'en faire? Mélenchon y mise sa carrière à présent en s'engageant dans la voie dangereuse du dopage de la judéophobie ou de sa clientélisation [...]. On l'a noté depuis une décennie: Mélenchon « s'islamise ». Il ne se convertit pas, ne se déchausse pas dans les mosquées, ne prie pas la tête vers La Mecque, mais la tête prosternée vers l'électeur français musulman.

### «UNE STRATÉGIE ÉLECTORALE COMMUNAUTAIRE ET ISLAMISÉE»

« LFI joue avec l'indignité pour conquérir les banlieues » résumera *Le JDD* (5 juin 2024), où l'une des têtes d'affiche de CNews, Gauthier Le Bret, ne prête à LFI qu'une « sincérité électoraliste »: « [Aymeric Caron] emploie les mots de génocide, d'extermination et de ghetto. L'objectif? Nazifier Israël. Nazifier les juifs. [...] Ils ne pensent qu'aux élections et aux votes des quartiers. » Tonalité identique dans *L'Express* (28 oct. 2024), où l'expert tout-terrain David Khalfa n'hésite pas à comparer Mélenchon aux « révolutionnaires blanquistes qui avaient soutenu le général Boulanger et son antisémitisme virulent »:

**David Khalfa:** Mélenchon semble reconnaître dans l'antisémitisme politique moderne qu'est l'antisionisme, un élément fédérateur, une « formule populaire » (Drumont) permettant de séduire les nouveaux « damnés de la terre » [...]. Cette stratégie politique s'est montrée efficace dans les quartiers populaires où La France insoumise a enregistré des scores très élevés et en nette progression aux élections européennes, grâce notamment à une campagne axée sur la dénonciation du « génocide à Gaza ».

Même hebdomadaire, autre agitateur: convaincu d'avoir décelé une « stratégie électorale insoumise communautaire et islamisée », Raphaël Enthoven mouline ses calomnies ordinaires contre un « mouvement politique simultanément stalinien et islamisé » (*L'Express*, 3 févr. 2025). Un lexique délirant qu'il partage avec Éric Naulleau, chantre de l'extrême droite bolloréenne, obnubilé lui aussi par « les quartiers

islamisés » que chercherait à amadouer LFI, qu'il qualifie d'ailleurs de « parti de l'étranger » en reprenant une formule à l'histoire résolument antisémite. Ceci dans les pages du *Figaro* – à l'occasion d'un entretien conjoint avec son ami Éric Zemmour paru sur FigaroVox (16 mai 2024) puis reproduit dans *Le Figaro Magazine*:

**Éric Naulleau:** Jean-Luc Mélenchon ne se contente pas d'expliquer aux Français musulmans que les banlieues sont en réalité un mélange de Gaza et de territoires occupés, et la France Israël en plus grand [...]. L'extrême gauche en général et La France insoumise en particulier n'ont cessé de légitimer la violence sous toutes ses formes – le message est reçu 5 sur 5 à la fois par les nostalgiques de la révolution et les pillards de banlieue élevés à la dignité de militants politiques et même de Gazaouis par procuration.

Le continuum de la déshumanisation bat son plein...

En roue libre, le racisme est d'ailleurs devenu une grammaire ordinaire au sein des différentes déclinaisons du *Figaro*, où le spectre « LFI – Gaza – vote des quartiers populaires » fait les gros titres à répétition.

Et les choux gras des « intellectuels » médiatiques (FigaroVox, 20 juin 2024):

**Alain Finkielkraut:** J'espérais que la monomanie de la France insoumise serait sanctionnée dans les urnes. Il n'en a rien été. Le pari de l'antisémitisme s'est révélé gagnant. Et quand les abstentionnistes des « quartiers populaires » iront voter, son score montera encore. [...] [C]e sont les jeunes et fougueux démons du nouvel antisémitisme qui menacent aujourd'hui les Juifs et la République.

Entre deux intertitres outranciers – « Le keffieh et la haine en bandoulière »; « Des amis très barbus »; « La Palestine, l'alibi des islamistes » –, Omar Youssef Souleimane soutient lui aussi que « LFI

**Gaza : à l'assaut des quartiers, Mélenchon mise sur le jusqu'au-boutisme propalestinien de LFI**

**De plus en plus radicalisés, les jeunes musulmans constituent un vivier électoral pour La France insoumise**

**50% pour les mélenchonistes aux européennes: Saint-Denis, le paradis communautaire de LFI**

**Malika Sorel : «Ces élus qui font le pari démographique du vote musulman»**

**Génération climat, vote musulman, décroissants... Radiographie de l'électorat Mélenchon**



profite de la communauté musulmane pour obtenir des votes » (*Le Figaro Magazine*, 9 déc. 2024). Et c'est peu dire si le journaliste-star des (extrêmes) droites – qui va jusqu'à décrire Attac comme « une association liée aux Frères musulmans » ! – met les bouchées doubles pour affoler son lectorat, en relatant par exemple ses interventions dans les établissements scolaires :

**Omar Youssef Souleimane :** *Ils sont majoritairement issus de quartiers populaires, d'origine maghrébine et de confession musulmane. [...] Depuis le 7 octobre, de nombreux élèves me confirment ce choix [de voter pour Jean-Luc Mélenchon, NDLR] non seulement pour défendre les musulmans de France, mais aussi ceux de Palestine face à l'occupation israélienne et à la colonisation juive. Ils semblent adopter un discours décolonialiste, celui des mouvements antifas et islamistes.*

### DU FIGARO AU MONDE: L'ACTIVISME RACISTE EN ÉTENDARD

Exprimée en des termes plus policés – quoique... –, la même obsession ponctue les pages du *Monde* depuis le 7 octobre 2023. Quand il ne déroule pas le tapis rouge à « ceux qui [...] soupçonnent [Jean-Luc Mélenchon] de faire de l'électoratisme dans les quartiers populaires auprès de la population de confession musulmane » (20 avr. 2024), le quotidien de référence ressassait lui-même le stigmate à haute voix. Le 24 avril 2024, il accuse LFI d'« instrumentaliser le vote des quartiers populaires » et même d'« inciter les électeurs français à s'identifier aux protagonistes de la guerre que mène Israël dans le territoire palestinien ». Quatre jours plus tard, on lit que « M. Mélenchon, qui rêve de conquérir le vote des

quartiers populaires, a radicalisé ses positions à mesure que le conflit se durcissait » (28 avr. 2024). On monte encore d'un cran la semaine suivante, lorsque l'éditorialiste du *Monde*, Philippe Bernard, fantasme une « stratégie d'exacerbation des ressentiments et de tension, qui semble miser sur la mobilisation conjointe des étudiants politisés et des Français issus de l'immigration » (5 mai 2024) : **Philippe Bernard :** *La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon croit conquérir les voix musulmanes en faisant de la tragédie de Gaza le centre de sa campagne [...], quitte à s'aliéner de nombreux juifs en confondant « juifs », « Israéliens », « sionistes » et « colonialistes », l'hostilité à l'égard du gouvernement d'Israël et la négation de l'existence de ce pays.*

Un an plus tard, *Le Monde* n'en a visiblement pas terminé. Le « quotidien de référence » aggrave même son cas à travers l'éditorial (anonyme) du 21 mars 2025 :

[Jean-Luc Mélenchon] ne cesse, à des fins électorales, d'adresser des clins d'œil à la partie de la population qui, y compris dans les quartiers populaires, est sensible aux préjugés antijuifs. Cela s'appelle jouer avec le feu, au moment où les massacres commis au cours de l'opération terroriste du 7-October et la guerre à Gaza exacerbent les colères. Cela signifie aussi rompre avec la longue tradition de lutte contre le racisme et l'antisémitisme de la gauche, et renouer avec les dérives antijuives qui n'ont pas toujours épargné cette dernière.

Le journalisme dominant poursuit inlassablement son matraquage. Jusqu'à aujourd'hui. Initiée par le député LR Laurent Wauquiez dans l'objectif – ce sont ses mots – de « démonter la LFI » (*CNews/Europe 1*, 17 déc. 2025), la commission d'enquête sur les liens entre les mouvements politiques et « les organisations et réseaux soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste » a fait flop. Si *Le Monde* le reconnaît en indiquant que « l'hypothèse d'une collusion systémique » a été totalement écartée, le journal écarte à son tour ce fait majeur pour lui préférer une autre conclusion – « Lien entre partis et islamisme : la commission d'enquête documente la stratégie électorale de LFI » (19 déc. 2025).

Débordant de malhonnêteté, l'article à charge ne cesse de pointer du doigt une « stratégie de clientélisme électoral racoleur », « visant à séduire les électeurs musulmans », sans marquer la moindre distance à l'égard des promoteurs de cette thèse, interrogés durant la commission, et dont les propos sont pris pour argent comptant. « [L]e militantisme propalestinien crée un terrain de convergences avec les islamistes », ajoute même *Le Monde*, avant de lister d'autres thématiques estampillées « suspect » : « Outre la question palestinienne, une vision décoloniale partagée, la défense des

minorités ou le rejet de l'islamophobie offrent des sujets de rapprochement.» Peu importent les jugements à l'emporte-pièce ou les angles morts d'un tel parti pris: fort du prêt-à-penser, le journaliste se croit *a priori* dispensé de toute argumentation – et de rigueur déontologique. Ainsi de cette conclusion, remarquablement étayée:

Comme d'autres auparavant, du PCF à la droite conservatrice, LFI se livre assurément à un clientélisme électoral envers la communauté musulmane. Probablement de manière plus visible, plus virulente et plus systématique que ses prédécesseurs.

Croyons *Le Monde* sur parole...

## «RATISSER LES QUARTIERS ISLAMISÉS»

La nomination de Rima Hassan sur la liste LFI aux élections européennes a cristallisé ce type de commentaire. Le 8 octobre 2024 – dans l'article «En France, un mouvement propalestinien phagocyté par LFI» –, *Le Monde* en parle d'ailleurs comme d'un «tournant». Dans un raisonnement fleurant bon le complottisme, Christophe Ayad impute à la juriste une toute-puissance quasi maléfique: ainsi aurait-elle «donné le “la” des positions de LFI sur les événements postérieurs au 7-October à travers ses messages virulents sur les réseaux sociaux» et imposé jusqu'à «l'usage du mot “génocide”» – «devenu systématique» non du fait du consensus scientifique grandissant... mais de Rima Hassan, quel talent! Le tout concordant d'ailleurs, selon le journaliste, avec la «volonté de [Jean-Luc Mélenchon de] recruter électoralement parmi la communauté arabo-musulmane». Tout s'emboîte, tout s'explique. «Avec l'arrivée d'Hassan ont ressurgi les accusations contre LFI de mener une stratégie électorale en direction des quartiers populaires», expliquait déjà *Le Parisien* (23 avr. 2024). Il ne semble plus se trouver personne, au sein des rédactions mainstream, pour contrer de tels rapprochements aux ressorts fondamentalement racistes, omniprésents dans la presse d'extrême droite: «Rima Hassan à la sauce Insoumise n'est qu'un habile cocktail de cynisme visant à ratisser les quartiers islamisés et à enjamber une élection européenne piégeuse.» (*Valeurs actuelles*, 16 mai 2024)

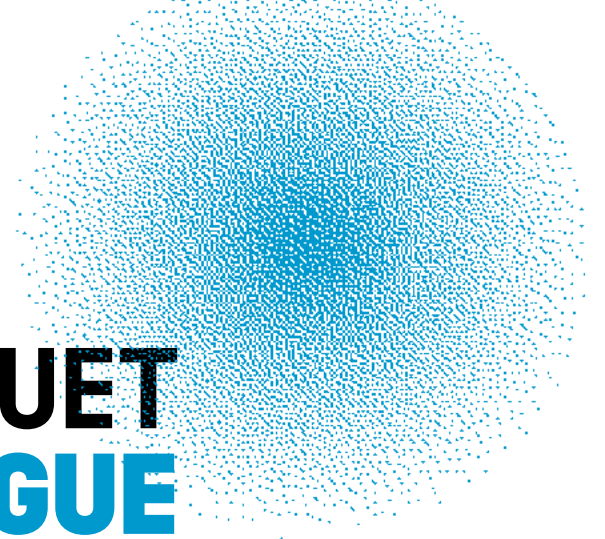
**“Rima Hassan à la sauce Insoumise n'est qu'un habile cocktail de cynisme visant à ratisser les quartiers islamisés et à enjamber une élection européenne piégeuse.”**

*Valeurs actuelles*

**13.** Le 2 décembre, LCP poste sur X l'extrait d'une conférence de presse de LFI, au cours de laquelle Danièle Obono défend la proposition du parti en faveur du «droit de vote et d'éligibilité aux élections locales pour toutes les personnes étrangères résidant en France». Ce qui inspire spontanément au directeur adjoint de Marianne le commentaire suivant: «Après le “parti de l'étranger”, le parti des étrangers.» (Hadrien Mathoux, X, 3 déc.)

«Avec son flou sur le Hamas, LFI cherche-t-elle le vote des banlieues?» s'interrogeait encore *L'Opinion* (19 oct. 2023), qui fustigera quelques mois plus tard «une stratégie du chaos» à sa Une, analysée par l'un des chroniqueurs stars de CNews, Julien Dray, comme une manière de «recrute[r] des moines soldats en donnant une dimension ethnique à la ghettoïsation sociale» (22 avr. 2024)... «Difficile de nier [...] la dimension communautaire» de la campagne LFI aux européennes, renchérissait *Le Nouvel Obs* (27 juin 2024), qui entreprit d'expliquer à ses lecteurs «comment La France insoumise a séduit les quartiers». «Selon une enquête Ifop pour “la Croix”, 62 % des musulmans se sont prononcés en faveur de LFI», soulignait alors la journaliste, avant de s'autoriser ce commentaire aussi incongru qu'éloquent: «Quel revirement, pour un mouvement né il y a quinze ans sur le principe d'une laïcité intransigeante!» Misère.

Et interminable naufrage de la presse française, déterminée à ronger son os jusqu'à la moelle. Ainsi, enfin, d'une «enquête» de *Marianne* parue dans le numéro du 30 janvier 2025, signée Louis Nadau et Hadrien Mathoux, le directeur adjoint qui parle sur les réseaux sociaux comme un militant de la fachosphère<sup>13</sup>. «Tout laisse penser que le mouvement [...] franchit le pas qui sépare l'antiracisme du communautarisme en cherchant à mobiliser les électeurs d'origine immigrée par l'instrument de la flatterie identitaire», concluent les deux fins limiers, au terme de (longues) colonnes qui n'auront fait que recycler le prêt-à-penser réactionnaire: «stratégie électorale assumée»; «à LFI, on pratique le clientélisme»; «machine de guerre électorale ayant [...] abandonné l'universalisme républicain au profit des positions communautaristes»; «basculé du 7 octobre 2023»; «déclarations toujours plus ambiguës»; «obsession pour Gaza»... Bref, comme aurait pu l'écrire n'importe quel estafier de Bolloré: «La stratégie des Insoumis implique [...] [de] ne rien faire qui puisse heurter les sentiments des électeurs ayant des racines étrangères, et surtout pas émettre la moindre critique concernant les régimes, même dictatoriaux, qui gouvernent leurs pays d'origine.» Tout de même... et jusqu'à la nausée. ■



# JÉRÔME FOURQUET FAUX SOCIOLOGUE MAIS VRAI RÉACTIONNAIRE

## Sondologie.

« **Q**ui est vraiment Jérôme Fourquet? » C'est la question que se pose *Le Figaro*, en 2023. Ni sociologue ni économiste, pas tout à fait géographe et encore moins urbaniste, Jérôme Fourquet est ce qu'on appelle dans le jargon médiatique un « toutologue ». Et pas n'importe lequel! Polyvalent, Jérôme Fourquet peut s'exprimer le matin sur l'implantation d'un McDonald's dans les Yvelines<sup>4</sup> et le soir sur les « intentions de vote des Français ». Depuis sa position de directeur du département « Opinion et stratégie d'entreprises » de l'institut de sondage et de marketing Ifop, il est devenu au fil des années un client incontournable des médias... et une référence intellectuelle pour toutes les droites.

### OMNIPRÉSENCE MÉDIATIQUE

Se lancer dans un comptage des passages télé ou radio de Jérôme Fourquet est un travail fastidieux: rien qu'entre le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et le 1<sup>er</sup> octobre 2025, les archives de l'INA recensent pas moins de 85 apparitions dans l'audiovisuel français. Presque deux fois par semaine, souvent sur le service public: France Inter, Franceinfo, France Culture, RTL, CNews, France 5, BFM-TV, France 2, Paris Première, Europe 1, LCI,

Radio Classique... Fourquet est absolument partout pour commenter, en vrac, faits divers, questions politiques et pratiques de consommation: la taxe Zucman, le meurtre de Philippine, le narcotrafic, la mort des boulangeries artisanales, l'inéligibilité de Marine Le Pen, le site Vinted, la « guerre des clochers », etc. « *Un jour d'élection, alors que je lui demande ce qu'il va raconter le soir à la télé, il me répond joyeusement: "Comme dans Top Chef, je vais faire avec les légumes du marché."* », raconte au *Nouvel Obs* (5 oct. 2023) son co-auteur Jean-Laurent Cassely. Même succès dans la presse écrite, où son nom est mentionné dans un nombre incalculable d'articles, sur des thèmes aussi variés que Charlie Kirk ou les paroles des chansons d'Orelsan. Les « titres » sous lesquels le sondeur est présenté par les médias varient en fonction des publications: parfois « essayiste », parfois « politologue », parfois même « géographe de territoires redessinés [...], économiste d'une France dont le moteur est passé de la production à la consommation » (*Les Échos*, 5 déc. 2024). Bien souvent, Jérôme Fourquet, qui est aussi « ethnologue » selon certains (*Le Figaro*, 12 oct. 2021), est invité à présenter les résultats de sa dernière « étude d'opinion », dont les sujets varient puisqu'ils dépendent des désirs du client – des entreprises, comme Engie,



Enedis ou Fiducial; des médias, de CNews à *L'Humanité*; ou des institutions, comme la fondation Jean-Jaurès, la CGT ou le Parti socialiste.

Jérôme Fourquet est aussi l'auteur de plusieurs « best-sellers ». « Prix du livre politique » en 2019, « prix du livre d'économie » en 2021, ses « tournées promo » ont peu d'équivalent. Pour son dernier livre, *La France d'après* (Seuil, 2023), le sondologue a fait presque toutes les matinales (France Inter, France Culture, Europe 1, RTL, Sud Radio, BFM-TV, France 2, CNews...) et la plupart des magazines de grande audience (« Quotidien », « C à vous »...), a eu le droit à des recensions dithyrambiques et à des entretiens en majesté dans la presse écrite. Le lancement de Yann Barthès dans l'émission « Quotidien » (12 oct. 2023) dit tout de la place qu'il occupe dans le paysage médiatique : « Jérôme Fourquet continue d'autopsier notre pays en mille morceaux... le grand spécialiste du sondage d'opinion nous connaît mieux que per-

sonne, voici Jérôme Fourquet ! » En dehors de son activité de sondeur ou d'essayiste, Jérôme Fourquet est aussi régulièrement invité comme simple « témoin de l'actualité », que l'on discute des élections européennes, de la réforme des retraites, des Gilets jaunes, ou bien de Gaza. Il participe en outre plus directement à certaines productions médiatiques, comme dans la série d'été « Les mots de la République » sur France Culture – qui lui valut trois passages dans « Les Matins » en juin 2024 ! –, où il

est invité à expliciter les « concepts » qu'il forge dans ses ouvrages. Jusqu'à des mises en scène au carré : « “La série montre le réel à ceux qui ne veulent pas le voir” : on a vu “La Fièvre” avec Jérôme Fourquet », titre par exemple *Marianne* (9 avr. 2024). Le but ? Commenter avec Jérôme Fourquet cette série de Canal+, que

beaucoup de commentateurs avaient auparavant décrite comme une adaptation des « thèses »... de Jérôme Fourquet. « Merde, on tourne en rond ! », comme dirait l'autre.

## SUJETS VARIÉS, MAIS OPINION CONSTANTE

Que dit au juste cet expert de la France et des Français pour constituer un recours si systématique pour les médias ? Si les sujets qu'il aborde varient du tout au tout, une chose est constante : les opinions déguisées en analyses de Jérôme Fourquet coïncident presque toujours avec le prêt-à-penser médiatique, en particulier celui de la presse réactionnaire. Sur CNews (5 mai 2024), Fourquet s'appuie par exemple sur une « étude exclusive » commandée par le journal *La Croix* pour affirmer que « le développement de l'islamogauchisme a des motivations électorales en France ». Dans l'émission « C à vous » (France 5, 2 févr. 2025), il s'appuie sur des études de l'Ifop « de 2006, 2011, 2017 et 2021 » pour dire que « 7 Français sur 10 souhaitent que la majorité pénale soit abaissée à 16 ans, pour que ce soit plus facile d'emprisonner des mineurs de 16 ou 17 ans ». Dans *Les Échos* (19 déc. 2022), il affirme que, compte tenu de la démographie, il y a « sans doute nécessité à terme de réformer les retraites ». Au 20h de Léa Salamé (France 2, 8 sept. 2025), invité à commenter la chute de François Bayrou, Fourquet estime que « deux sentiments dominent » chez les Français, « l'inquiétude, chez les chefs d'entreprise, mais également chez les Français moyens » et puis « la colère » vis-à-vis de « l'instabilité politique ». Sur France Culture, il constate, bien désolé, que la majorité des Français a « une réaction viscérale » quand on

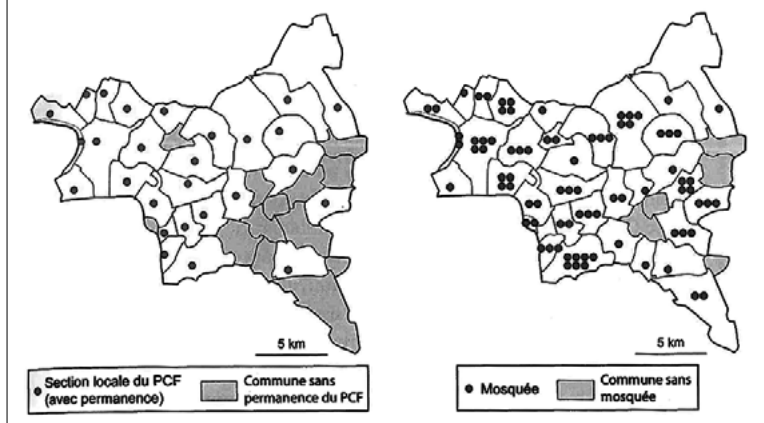
parle d'augmenter les impôts, même ceux des plus riches. Il explique aussi en long et en large que la société « se fracture » sur des thèmes « ethnoculturels ». Dans son essai *L'Archipel français* (Seuil, 2019) par exemple, Fourquet calcule, à partir des prénoms donnés aux bébés nés en France, que « la part de la population issue des mondes arabo-musulmans représentera

mécaniquement, du fait du renouvellement des générations, un habitant sur cinq, voire sur quatre, si la tendance haussière [...] se poursuit. » Dans l'opus suivant, *La France d'après*, le sondeur compare l'implantation des permanences du parti communiste avec celle des mosquées en Seine-Saint-Denis, « laissant le lecteur s'imaginer que

“Géographe de territoires redessinés [...], économiste d'une France dont le moteur est passé de la production à la consommation.” *Les Échos*

1. « Une alternative aux kebabs : comment McDo s'est emparé d'un petit village des Yvelines », *Le Figaro*, 28 sept. 2025.

« Marx et Mahomet » : implantation des permanences locales du PC et des mosquées en Seine-Saint-Denis



Jérôme Fourquet, *La France d'après*, Seuil, 2023, p. 49  
(reproduit dans Jean Rivière, art. cit., 2024).

*Marx est en quelque sorte (grand-)remplacé par Mahomet en Seine-Saint-Denis*<sup>2</sup>.

Il arrive aussi à Jérôme Fourquet de faire fructifier son capital médiatique, en participant comme invité d'honneur à de grands événements, comme lorsqu'il a ouvert le forum « Viva! », tenu sous l'impulsion de plusieurs associations anti-IVG<sup>3</sup>, aux côtés de l'ancien président de la Manif pour Tous. « On devine chez lui un léger tropisme droitier », lance timidement Eugénie Bastié (*Le Figaro*, 12 oct. 2021), dans un

panégyrique beaucoup moins timide à propos de son œuvre. Nous le décelons aussi : « Islamogauchisme », durcissement de la répression pénale, inquiétude des chefs d'entreprise, nostalgie de « la France d'avant », désir de stabilité politique, crainte de « débordements démographiques » : en somme, quel que soit le sujet, Jérôme Fourquet n'exprime que de banales opinions conservatrices, pour ne pas dire réactionnaires, souvent recouvertes, par un « abus de science »<sup>4</sup>, du vernis de « l'étude d'opinion ». Dans un portrait qui lui était consacré en 2023, *Le Nouvel Obs* le qualifiait ainsi « d'oracle des déclinistes » (3 oct. 2023).

Aurolé du statut de meilleur analyste de la société française, l'oracle Fourquet voit souvent sa parole être mise en avant pour contrebalancer celle... de véritables scientifiques. C'est même une habitude sur le service public : en octobre 2023, la matinale de France Inter place Fourquet face à l'économiste Thomas Piketty. Rebelote en mai 2024, quand le

sondeur et le journaliste Nicolas Beytout (*L'Opinion*) sont opposés à l'économiste Michaël Zemmour. France Culture ne déroge pas à la règle : face à l'économiste Gabriel Zucman, le grand invité (10 sept. 25), la présence de Jérôme Fourquet a été jugée inévitable afin de bien rappeler que « les-Français » subissent déjà une forte « pression fiscale »... L'illustration la plus spectaculaire de ce dispositif et de la dynamique qu'on y observe est probablement le passage de Vincent Tiberj à la matinale de France Inter (3 sept. 2024), flanqué, une nouvelle fois, de l'immanquable Fourquet. Le sociologue vient présenter son travail (*Droitisation, mythes et réalités*, PUF, 2024), qui, à l'inverse des constats de Fourquet, conteste l'antienne médiatique d'une « droitisation générale » de la société. Mais l'on sent bien, dès le début de l'entretien, à laquelle des deux thèses Nicolas Demorand accorde le plus de crédit : « Vincent Tiberj, ce qui dit Jérôme Fourquet sur le « régalién » [immigration et sécurité, NDLR] est-ce que ça vient limiter la portée de votre thèse ? » ; « Venons-en aux européennes, le total « gauche », 31 %, et le total « droite/extrême droite », 44 % [...], est-ce que ça c'est atmosphérique, Vincent Tiberj ? » ; « Mais quand le RN recueille 31 % des suffrages aux européennes, puis dans la foulée un nombre record de députés à l'Assemblée, est-ce que votre analyse, elle est pas un peu légère, là, Vincent Tiberj ? » En face, les questions adressées à Jérôme Fourquet sont beaucoup plus amènes et l'invitent, en quelque sorte, à endosser le rôle d'arbitre des débats : « Comment recevez-vous l'analyse de Vincent Tiberj, Jérôme Fourquet ? » Le dispositif a donc un double effet : d'un côté, le temps de parole d'un sociologue qu'on entend rarement est divisé par deux, au bénéfice du temps de parole d'un sondologue qu'on entend tout le temps ; et de l'autre, le dispositif décrédibilise la recherche en sciences sociales, au profit d'une vision sondagière du « réel » qui, on le sent bien, a les faveurs du présentateur.

Les sentences prononcées par Jérôme Fourquet ont l'autre avantage, pour les journalistes, de receler une vision du monde extrêmement simpliste, qui tient parfaitement dans une interview de 4 minutes : « Le propos est clair et net, sans afféteries dandys, ni prétentions universitaires », s'enthousiasme ainsi Luc Le Vaillant dans *Libération* (3 mai 2019). À cet égard, Fourquet est le spécialiste pour lancer à la volée dans le débat public des concepts-en-deux-mots ou des problématiques faciles à digérer : « culture yankee », « indice de boboisation », « France Triple A » contre « France backstage », « la France du barbecue et celle du quinoa », « civilisation périurbaine », « kebab contre blanquette de veau », « la France des Kevin et celle des Mohamed », « France hydroponique »... C'est avec ce genre de hochets « attrape-journaliste »

## «Le développement de l'islamogauchisme a des motivations électorales en France.»

Jérôme Fourquet

2. « Un récit anxiogène adossé à une géographie inventive », Jean Rivière, *Métropolitiques*, 18 janv. 2024.

3. « Forum "Viva!" : le joli coup de com' des anti-IVG », Arrêt sur images, 6 avr. 2025.

4. Expression empruntée au sociologue Pierre Bourdieu.

5. « Les moutons de Monsieur Fourquet », La Grande Conversation, 25 avr. 2023.

que Fourquet «donn[e] le “la” de l’interprétation de la société française»<sup>5</sup>: «Moi, je dis ce que je vois, je le nomme, et après cela ne m’appartient plus», expliquait-il sérieusement au *Nouvel Obs* (5 oct. 2023).

## UNE RÉFÉRENCE INTELLECTUELLE DES DROITES

Au fil de ses passages médiatiques, le presque sociologue et pas tout à fait géographe est en tout cas devenu une référence intellectuelle, du «cercle de la raison» à l’extrême droite, d’Emmanuel Macron à Renaud Camus. Il suffit pour s’en convaincre de jeter un œil à l’accueil de ses ouvrages acclamés par toutes les nuances de la presse bourgeoise, depuis des années. «Aussi captivant que rigoureux» (*Le Figaro*, 18 nov. 2021), Fourquet «ausculte la France et ses fractures» (*La Dépêche*, 8 oct. 2023), dresse un tableau «aussi passionnant qu’inquiétant» (*Le Figaro*, 18 nov. 2021), «exceptionnel de lucidité et de clarté», «quasi anthropologique» (*Les Échos*, 8 oct. 2021) et «confirme son statut de meilleur observateur de la France contemporaine» (*Ouest-France*, 19 oct. 2023), rien que ça: *Il semble connaître le bar-tabac de Marly-Gomont aussi bien que les Carrefour de la banlieue lyonnaise. On l’imagine avoir testé quelques pas de danse country dans le Béarn et dévoré des kébabs dans l’Est. À force d’analyser la France en tous sens, Jérôme Fourquet réussit à nous en rendre familier chaque recoin. On attend donc avec impatience chacune de ses cartes postales.*

Des «cartes postales» encensées comme il se doit au *Figaro*, puisque Fourquet parle de «la France qui n’est plus la France» à cause de la «déchristianisation», de l’«immigration», ou encore de l’«américanisation» (*Le Figaro*, 23 oct. 2024). Des thèmes qui inspirent des élans particulièrement lyriques au directeur délégué de la rédaction, Vincent Trémolet de Villers (5 déc. 2024):

*C’est un étrange talent que celui de Jérôme Fourquet. Voilà des années qu’il décrit les métamorphoses françaises et, avec elles, la disparition du pays de notre enfance. Adieu les bouilleurs de cru, bonjour les dealers de coke. Fini la blanquette de veau, l’heure est aux tacos. Oublié la variété qui, en un refrain, faisait l’unité de tout un peuple, «y’a pas moyen Djadja», quand la Garde républicaine se dandine avec Aya Nakamura. Effacé les jeunes filles au prénom de Marie et, avec elles, l’ombre de la croix qui donnait à notre société son cadre et sa matrice. Tout change, nous dit Jérôme Fourquet.*

**“C’est un étrange talent que celui de Jérôme Fourquet. Voilà des années qu’il décrit les métamorphoses françaises et, avec elles, la disparition du pays de notre enfance. Adieu les bouilleurs de cru, bonjour les dealers de coke. Fini la blanquette de veau, l’heure est aux tacos.”**

Vincent Trémolet de Villers

Mais Jérôme Fourquet ne plaît pas qu’aux têtes pensantes du journalisme, parmi lesquelles les catholiques conservateurs du *Figaro*. Son omniprésence médiatique, et la capacité de ses sondages et de ses livres à rythmer le débat politico-médiatique, ont fait de lui quelqu’un que le pouvoir écoute. Son concept d’«archipelisation», par exemple, a fait florès dans la classe politique, de Laurent Wauquiez à Marion Maréchal, en passant par le président de la République. La société serait «disloquée» en catégories dont les intérêts sont antagonistes – jusqu’ici tout va bien – mais «il ne s’agit plus de classes sociales [...], mais de ruraux, d’urbains, de péri-urbains, boomers et milléniums et – nous y voilà – de Français de souche et d’immigrés, de chrétiens ou de musulmans», relève Thomas Legrand (*France Inter*, 4 avr. 2022). Où se dévoile un autre avantage du «fourquetisme», qui explique probablement l’attrait du monde médiatique pour ses «thèses»: l’effacement des classes sociales au profit des habitudes de consommation. En mai 2023, *Le Monde*<sup>6</sup> relate un autre épisode témoignant de l’insertion du sondologue dans les cercles de pouvoir: un déjeuner confidentiel à l’Élysée baptisé «déjeuner des sociologues», où, sur les 4 convives, un seul était vraiment sociologue – et ce n’était pas Fourquet! C’est au cours de ce déjeuner, agissant «comme le conseiller occulte de Macron», que Fourquet va, selon *Le Monde*, souffler au président le terme de «décivilisation», que celui-ci réemploiera quelques mois plus tard. Le sondeur prétend emprunter ce terme au sociologue allemand Norbert Elias<sup>7</sup>, mais on le retrouve beaucoup plus sûrement – et de façon beaucoup plus cohérente avec le reste des écrits de Fourquet – dans les livres du théoricien d’extrême droite Renaud Camus, ou dans la bouche de Philippe de Villiers.

\*\*\*

Jérôme Fourquet a pris en quelques années une place prépondérante dans le débat public français. Non pas grâce à la solidité de ses travaux ou aux extraordinaires découvertes qu’il y ferait, mais grâce, au contraire, à la parfaite conformité des thèses qu’il présente avec les attendus journalistiques. Les problèmes posés par la centralité et les usages médiatiques des sondages (et des sondeurs) sont nombreux et documentés depuis de longues années. Jérôme Fourquet n’en est que l’une des incarnations modernes et participe, comme toutes les autres avant lui, bien plus de la fabrication de l’opinion que de sa mesure. En étroite collaboration avec le monde médiatique, contre les sciences sociales, et au profit de toutes les droites. ■

6. «Emmanuel Macron, les sociologues et les classes moyennes... Récit d’un déjeuner confidentiel à l’Élysée», *Le Monde*, 26 mai 2023.

7. Dans *Libération*, le docteur en science politique Christophe Majastre expliquera que Norbert Elias s’exprimait de son vivant «contre l’usage politique de sa théorie pour donner une caution scientifique au vague sentiment de dissolution des mœurs» (26 mai 2023).

# MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de .....€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n° .....

☐ Tarif normal France: **20 €**

☐ Tarif précaires France: **10 €**

☐ Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40 €**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **13 €**

☐ Le livre « *Au nom de la démocratie votez bien!* », aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespot: **21 €**

☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **15 €**

**S'ABONNER  
ADHÉRER  
EN LIGNE**  
boutique.acrimed.org

Nom: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

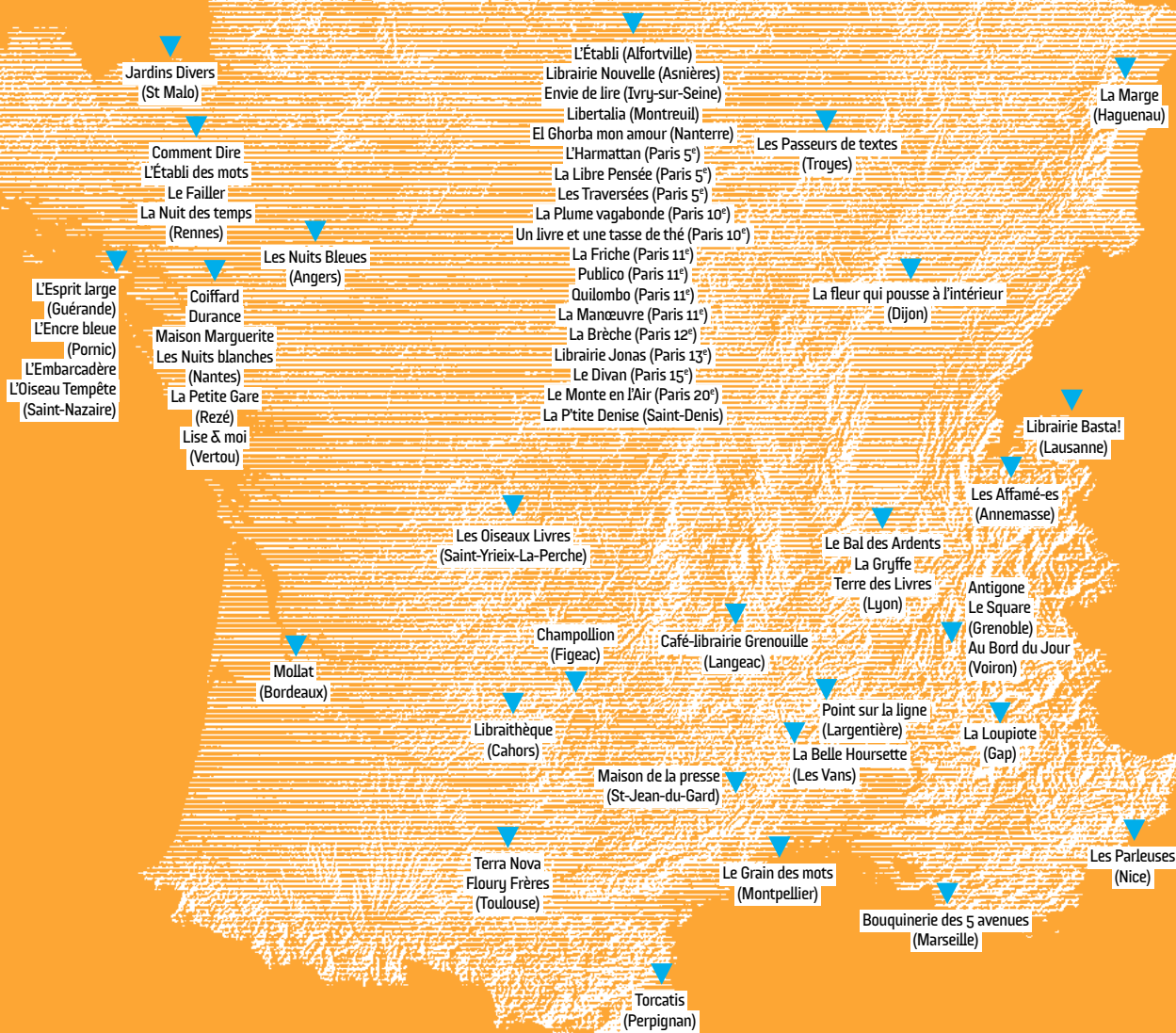
Code postal: ..... Ville: .....

Courriel: .....

Signature: .....

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'« Action-Critique-Médias », à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

# MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



**Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?**  
**Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?**  
**Contactez-nous! [info@acrimed.org](mailto:info@acrimed.org)**

# MÉDIACRITIQUES

N°57

REVUE TRIMESTRIELLE  
D'ACRIMED

HIVER 2026

**02** ATMOSPHÈRE  
DE GUERRE  
ET MILITARISATION  
DU DÉBAT PUBLIC

**10** UN JOURNALISME  
DE CASERNE

**16** DES MÉDIAS  
INTOXIQUÉS PAR LA  
PROPAGANDE  
DE GUERRE

**20** QUAND L'ÉDITOCRATIE  
LÉGITIME  
L'IMPÉRIALISME

**27** SALAMÉ:  
L'INFO EN MODE  
ZAPPING

**34** ANATOMIE  
D'UN RÉCIT  
MÉDIATIQUE  
ISLAMOPHOBE

**44** JÉRÔME FOURQUET  
FAUX SOCIOLOGUE  
MAIS VRAI  
RÉACTIONNAIRE

## ET DANS LES RUBRIQUES...

**09** PALESTINE: LES MÉDIAS  
DÉTOURNENT (ENCORE)  
LE REGARD

**25** MORANDINI OU LA LIE  
MÉDIATIQUE